

STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DANS LE SYSTEME MONDIAL

*- Le processus de développement en
Côte d'Ivoire pendant 1971-88 et l'impact de
l'ajustement structurel*

Thèse déposée à
l'Ecole des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
la maîtrise ès art en science politique

Par: Dan Shao

Directeur: Lawrence Alschuler

Département de Science politique
Université d'Ottawa

Le 12 décembre 1994



Dan Shao, Ottawa, Canada 1994



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-15761-X

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Mes remerciements les plus sincères au professeur Lawrence Alschuler pour ses commentaires et ses conseils précieux ainsi que pour ses encouragements qui ont permis la réalisation de ce travail.

Je tiens à remercier également Basile Gilbert, témoin de mes joies et de mes chagrins depuis octobre 1993, qui a su faire preuve de patience et de compréhension à mon égard me permettant d'acheminer cette thèse à bon port.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: Présentation du modèle causal et description du cas de la Côte d'Ivoire pendant la période pré-crise (1971-75).....	16
SECTION 1: Présentation du modèle causal.....	17
1.1 Définitions conceptuelles des variables.....	18
1.1.1 Intervention de l'Etat.....	20
1.1.2 Agro-industrialisation.....	21
1.1.3 La substitution aux importations	22
1.1.4 Développement: croissance économique et égalité.....	25
1.1.5 Présence des multinationales: IDE.....	29
1.1.6 Dépendance: dépendance d'endettement...29	
1.1.7 Accumulation du capital: incensité capitaliste.....	30
1.2 Propositions causales: formulation et justification.....	31
1.3 Présentation du modèle en forme graphique.....	42
SECTION 2: La Côte d'Ivoire pendant la période pré-crise (1971-1975).....	44
2.1 Application des deux stratégies pendant 1971-1975.....	44
2.2 Discussion sur les résultats.....	50

CHAPITRE 2:	Crise du système mondial de 1978-79 et le cas de la Côte d'Ivoire pendant 1976-80.....	56
SECTION 1:	Crise du système mondial de 1978-79.....	57
1.1	Description de la crise de 1978-79.....	57
1.2	Impacts de la crise sur le tiers-monde.....	62
1.3	Impacts de la crise sur le modèle.....	67
SECTION 2:	La Côte d'Ivoire pendant 1976-80.....	69
2.1	Application des deux stratégies pendant 1976-80..	69
2.2	Discussion sur les résultats.....	76
SECTION 3:	Formulation de la prédiction conceptuelle.....	83
3.1	Présentation du modèle en forme graphique avec l'inclusion des impacts de la crise.....	84
3.2	Prédiction conceptuelle: impacts de la crise sur la tendance du niveau de la croissance et de l'égalité.....	86
3.2.1	Prédiction sur la valeur de la croissance économique.....	89
3.2.2	Prédiction sur la valeur de l'égalité..	91
3.2.3	Sommaire des prédictions conceptuelles.	92
CHAPITRE 3:	Résultat de la prédiction et révision du modèle causal et le cas de la Côte d'Ivoire pendant la période 1981-85.....	96
SECTION 1:	Mise à l'épreuve de la prédiction.....	97
1.1	Mise à l'épreuve de la prédiction sur la croissance économique.....	97
1.1.1	Choix des indicateurs.....	97

1.1.2	Précision de la valeur de prédiction...	99
1.1.3	Formulation de la prédiction.....	101
1.1.4	Résultat de la mise à l'épreuve.....	102
1.2	Mise à l'épreuve de la prédiction sur l'égalité.	103
1.2.1	Choix des indicateurs.....	103
1.2.2	Précision de la valeur de prédiction..	106
1.2.3	Formulation de la prédiction.....	107
1.2.4	Résultat de la mise à l'épreuve.....	108
SECTION 2:	La Côte d'Ivoire pendant la période 1981-85.....	110
2.1	Application des deux stratégies pendant 1981-85.	111
2.2	Discussion des résultats.....	121
SECTION 3:	Modification du modèle causal.....	132
CHAPITRE 4:	Evaluation des Programmes d'Ajustement Structurel et la Côte d'Ivoire pendant 1981-88.....	134
SECTION 1:	Programme d'Ajustement Structurel.....	135
1.1	Origine et contenu.....	135
1.1.1	Origine.....	135
1.1.2	Contenu.....	140
SECTION 2:	Application des PAS en Côte d'Ivoire.....	145
2.1	Trois PAS en Côte d'Ivoire.....	145
2.1.1	PAS de 1981.....	148
2.1.2	PAS de 1983.....	152
2.1.3	PAS de 1986.....	156
2.2	Evaluation des PAS sur développement de la Côte d'Ivoire.....	161
2.3	Discussion.....	168

CONCLUSION.....176

BIBLIOGRAPHIE.....186

ANNEXES.....193

I N T R O D U C T I O N

Les pays du tiers-monde appliquent depuis leur indépendance diverses stratégies de développement, telles que l'exportation de produits primaires (EP), l'agro-industrialisation (AI), l'industrialisation par substitution aux importations (ISI), l'industrialisation par substitution aux exportation (ISE). Un Etat pratique prioritairement les stratégies qui lui paraissent les plus appropriées aux objectifs du développement du pays. Le développement des pays du tiers-monde a traversé une période de crise mondiale pendant les années 70 et 80. Ces PVD sont sévèrement touchés par cette crise parce qu'ils sont déjà intégrés à l'économie mondiale surtout au moyen des rapports financiers et commerciaux. La crise mondiale a provoqué dans le tiers-monde une modification de leurs stratégies pour faire face au défi des chocs externes. En plus, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont élaboré des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui visent à assainir la gestion économique, à assurer des rapports commerciaux

continus, et à contribuer au développement durable¹ dans le tiers-monde.

Face à cette crise et aux réponses que nous venons de mentionner, trois questions se posent: 1) Comment les crises ont-elles influencé la poursuite du développement dans les pays du tiers-monde? 2) Comment les PVD ont ajusté leurs stratégies pour faire face aux chocs externes? 3) Est-ce que les programmes d'ajustement structurels cherchant à aider les PVD à sortir de la crise ont été efficaces?

Etant donné que les PVD "peuvent passer par des étapes comparables au cours de leur industrialisation"², une étude de cas sur le processus de développement d'un seul pays peut servir d'exemple et donner des réponses à ces trois questions. Et en appliquant un cadre théorique général, nous espérons tirer des leçons utiles pour d'autres PVD.

¹. Bahram Nowzad (ISBN: 1-55775-166-8), L'action du FMI en faveur du développement, IMF, Washington, p.4

². Balassa, Bela (1986) Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale, Economica, Paris, p.7

Le choix de la Côte d'Ivoire comme terrain de recherche est appuyé par des raisons ci-suit: 1) Le pays présente un exemple de tentatives avancées pour sortir d'une dépendance sur l'exportation de produits primaires (cacao et café). 2) Le pays rencontre les problèmes en plus de ressources externes véhiculées par l'ancienne métropole, la France, sous forme de firmes multinationales. 3) Le pays consolide sa force politique en la personne de Houphouët-Boigny. Son rôle comme chef et dirigeant a assuré l'importance du rôle de l'Etat dans le processus du développement économique de la Côte d'Ivoire. 4) Les problèmes typiques de transition entre stratégies de développement (exode rurale, financement) se trouvent en Côte d'Ivoire. 5) La Côte d'Ivoire a pratiqué non seulement un développement libéral, mais aussi un développement dirigé par la BM et le FMI pendant les années 80. Alors, il est intéressant de savoir quelles leçons à tirer d'un tel développement. 6) La Côte d'Ivoire était considérée comme un miracle du développement économique pendant les années 60 et 70. Alors pourquoi ce miracle n'a pas pu durer?

Nous tentons d'analyser dans cette recherche le processus de développement de la Côte d'Ivoire pendant la période de la crise

mondiale. Il sera donc question de comprendre pourquoi une stratégie de développement plus qu'une autre peut amortir les chocs externes souvent accusés d'être responsables du "maldéveloppement" dans les pays du tiers-monde. Les années étudiées couvrent la période de 1971 à 1988. Depuis 1971, la stratégie de substitution aux importations et celle de l'agro-industrialisation sont appliquées en Côte d'Ivoire en même temps que l'ancienne stratégie d'exportation primaire. A cause de la crise économique que connaît la Côte d'Ivoire depuis 1980, la Banque mondiale lui a imposé un Programme d'ajustement structurel. Nous réaliserons donc deux évaluations sur la viabilité de ces deux nouvelles stratégies (ISI, AI): 1) au défi de la crise du système mondial; 2) à l'imposition du PAS.

Nous formulons deux hypothèses de recherche qui partent des trois questions posées ci-haut:

- 1) La faiblesse du développement soutenu en Côte d'Ivoire s'explique en partie par l'application des stratégies de l'ISI et de l'AI.

- 2) La faiblesse du développement soutenu en Côte d'Ivoire s'explique en partie par l'application du PAS par la Banque mondiale et le FMI.

La mise à l'épreuve de la première hypothèse suivra une procédure formelle et quantitative. L'évaluation de la deuxième hypothèse suivra une méthode historico-analytique. Notre souci de réaliser une recherche dont les leçons pourront se généraliser aux PVD nous met en garde devant deux défis: 1) Est-ce que le cas ivoirien est unique? Est-ce qu'il y a une méthode d'étude de cas qui permet des généralisations? Relèvons ces deux défis un par un en commençant par le choix de la Côte d'Ivoire.

Le cas ivoirien représente un exemple de tentatives avancées dans la voie du développement des PVD. Les problèmes typiques du développement tels que la transition des stratégies, les ressources financières étrangères etc. se trouvent en cette ancienne colonie française. En fait, elle a déjà fait couler l'encre d'un grand nombre d'écrivains. Au lendemain de son accession à l'indépendance, en 1960, la Côte d'Ivoire préfère au modèle socialiste de développement les fondements du libéralisme

économique. Dès lors, consciente de la structure monoculturelle (le café et le cacao) sur laquelle repose toute son économie, elle s'engage dans la voie de la diversification agricole. Deux décennies plus tard, force est de constater une croissance économique exponentielle à telle enseigne que certains observateurs parlent même de "miracle ivoirien". Cependant, depuis quelques années, cette croissance soutenue est remise en question par des facteurs exogènes et endogènes. De plus, le développement exige une transformation des structures économique, politique et socio-culturelle. Il convient de se demander ce qui est à l'origine de la faiblesse du développement ivoirien. C'est en analysant l'évolution des principaux indicateurs économiques et sociaux à travers les différents plans et stratégies de développement national que nous tenterons d'apporter un début de réponse à cette interrogation.

Le seconde défi mentionné concerne le choix d'une méthode d'étude de cas susceptible de fournir des conclusions généralisables.

La méthodologie utilisée pour notre thèse est celle d'une "étude de cas", celle du processus du développement de la Côte d'Ivoire

pendant la période de la crise mondiale. Une étude de cas contribue à l'entreprise scientifique en science politique de deux façons: par l'innovation théorique (création d'hypothèses et de concepts) et par la validation (confirmation ou infirmation d'hypothèses). L'idée de "crucial case study" élaborée par H. Eckstein, susceptible d'être généralisable, explique parfaitement la méthodologie que nous allons utiliser pour le cas ivoirien. D'après Eckstein,

If the curve is not constructed to pass through the point but preconstructed to represent a theory, and if, given the nature of a case subsequently examined, we can predict, according to the theory, that it must fall on, or very near, the curve at a specified location, the fact that it does so is of the utmost significance, and its location far from the predicted point will impeach the theory no less than the tendency of several points to describe a divergent curve. At any rate, this is the case if the bases for predicting the location of an unknown point are really compelling -which is the object of crucial case study³.

³. Eckstein, Harry (1975), "Case study and theory in political science", Handbook of political science, vol.7, Addison Wesley Co., p.117

Dans notre recherche, l'innovation théorique sera accomplie avec l'aide des deux modèles causaux (un pour expliquer la croissance économique, un autre pour l'égalité). Nous pourrions déduire logiquement à partir de ces deux modèles une prédiction conceptuelle sur le niveau de la croissance économique et de l'égalité de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise de 1978-79. Chaque modèle causal réunira les principales variables dépendantes et indépendantes: l'intervention de l'Etat (la stratégie d'ISI et celle d'AI); la présence des multinationales: IDE; la dépendance: dépendance d'endettement; l'accumulation du capital: intensité capitaliste; le développement: croissance économique et égalité. Les conditions additionnelles telles que les chocs externes de la crise pour la première hypothèse et les politiques du PAS pour la deuxième hypothèse seront incorporées pour formuler les prédictions et pour guider l'évaluation. Les liens causaux entre ces variables nous amèneront à une prédiction conceptuelle sur le changement de la valeur de la croissance économique et de l'égalité.

Une prédiction conceptuelle sera dérivée des deux éléments: 1) les liens causaux des propositions du modèle original; 2) les liens causaux du modèle avec l'inclusion des impacts de la crise.

Ainsi, nous pourrions déduire logiquement, à partir des 2 modèles, une prédiction sur la tendance de la valeur de nos deux variables dépendantes pendant la période de crise. Ensuite, nous viserons à la validation de la prédiction conceptuelle déduite du modèle tout en essayant de la confirmer ou de l'infirmier par des indicateurs qui mesureront le niveau de la croissance et celui de l'égalité pendant la période pré-crise (1971-75) et la période de crise (1981-85) de la Côte d'Ivoire pour avoir enfin une prédiction opérationnelle. Si le résultat de la prédiction opérationnelle correspond à celui déduit de la prédiction conceptuelle, celle-ci sera confirmée, sinon, elle sera infirmée. Dans la situation où la prédiction est infirmée, nous procéderons à une révision du modèle. Et ce modèle, qu'il soit révisé ou non, sera enfin appliqué à l'évaluation de la viabilité du PAS.

Les indicateurs choisis pour cette recherche sont le taux de croissance du produit national brut (PNB) et le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour mesurer la valeur de la croissance économique, le ratio de la croissance de la population urbaine et rurale et l'INAI⁴ pour mesurer l'égalité

⁴. INAI: inégalité entre secteur agricole et industriel

intersectorielle. La logique du modèle causal ainsi que les principaux concepts théoriques dans notre recherche seront empruntés en grande partie de la recherche d'Alschuler⁵.

Quant à l'organisation de cette thèse, il y a six parties: l'introduction, la conclusion et entre elles, les quatre chapitres dont les trois premiers couvrent les trois plans quinquennaux de la Côte d'Ivoire pendant 1971-85, et le quatrième évalue les PAS dans le processus du développement de la Côte d'Ivoire.

Dans le chapitre 1, notre préoccupation principale est d'établir un cadre conceptuel avec la formulation du modèle causal. Donc, nous définirons les principaux concepts utilisés dans les deux modèles. Les concepts se trouvent groupés. Dans le groupe intervention de l'Etat, se trouvent les stratégies AI et ISI. Dans le groupe développement, se trouvent la croissance économique et l'égalité. La présence des FMN inclue l'IDE. La dépendance est composée de la dépendance d'endettement. L'accumulation du capital: intensité capitaliste. Ensuite, on arrive à formuler les liens causaux

⁵. Voir Alschuler (1988)

servant à déduire une prédiction conceptuelle sur le changement de la valeur de la croissance et de l'égalité de la Côte d'Ivoire. Les deux modèles, l'un pour prédire la tendance du niveau de la croissance et l'autre pour prédire celle de l'égalité seront présentés en forme graphique sans l'inclusion des impacts de la crise. La dernière section du chapitre 1 se présente sous la forme d'un survol de l'application de la stratégie de l'AI et de l'ISI en Côte d'Ivoire pendant la période pré-crise (1971-75). Pendant cette période, le pays a connu un taux de croissance assez élevé, par contre, le niveau de l'égalité reste assez bas. Alors, il sera intéressant de savoir ce qu'ils seront devenus après avoir subi les impacts de la crise de 1978-79. Voilà ce qui nous amène au chapitre 2.

La première section du chapitre 2 présente une description de la crise de 1978-79 ainsi que ses impacts sur le tiers-monde. La deuxième crise des années 70 représente ce que Michalet appelle "une crise de la régulation fordiste"⁶. Les principaux facteurs, tels que le second choc pétrolier, la hausse du taux d'intérêt et la montée du dollar sont conjugués pour aggraver considérablement

⁶. Michalet, Charles-Albert (1976), Le capitalisme mondial, PUF, Paris, p.333

la crise au niveau de l'économie mondiale. D'autre part, elle a amené une vague déflationniste dans la plupart des pays développés où émerge une nouvelle récession par amputation du pouvoir d'achat. Les termes de l'échange ont considérablement détérioré à la fin des années 70 (voir annexe 2). Par ailleurs, des déséquilibres croissants se sont manifestés en matière d'endettement au niveau national et international, notamment dans les PVD⁷. La hausse du taux d'intérêt et la récession dans les pays du centre ont entraîné une augmentation de la dépendance d'endettement et une diminution du niveau de l'intensité capitalistique en Côte d'Ivoire. Dans la deuxième section de ce chapitre, on décrira l'application des stratégies de l'AI et de l'ISI en Côte d'Ivoire pendant la période de 1976-80, considérée comme une période de transition entre la période 1971-75 et la période 1981-85. Les deux premières sections de ce chapitre nous permettent d'établir dans la troisième section une prédiction sur la tendance de la valeur de la croissance économique et de l'égalité en Côte d'Ivoire avec les impacts de la crise. Ce faisant, les deux facteurs du choc externe, la récession et la hausse du dollar, seront insérés dans nos deux modèles.

⁷. Mazier, J & Basle, M. (1984), Quand les crises durent... Economica, Paris, p.300

Le chapitre 3 se consacre avant tout à la mise à l'épreuve de notre prédiction conceptuelle avec l'aide d'indicateurs. Nous allons utiliser le taux de croissance du PNB par habitant et celui du PIB pour mesurer la croissance économique car ces derniers sont les indicateurs les plus utilisés en la matière. L'analyse de l'égalité englobe plusieurs dimensions: inter-sectorielle, inter-classes ou inter-régionale. Face à la disponibilité limitée des données, nous allons mesurer seulement l'égalité intersectorielle de la Côte d'Ivoire avec l'aide d'un indicateur qui s'appelle le ratio du taux de croissance entre la population urbaine et rurale. Toutefois, nous essaierons d'interpréter les différents domaines de l'égalité dans la discussion analytique. Dans la section 2, on va examiner l'application des deux stratégies (AI, ISI) en Côte d'Ivoire pendant la période 1981-85. Durant cette période la Côte d'Ivoire a connu une crise qui se manifeste avant tout par une dégradation de la balance des paiements courants. Le plan 1981-85 est un plan correcteur qui marque un assez net infléchissement de la stratégie du développement ivoirien. Et pour la première fois, la Côte d'Ivoire accepte d'appliquer les PAS du FMI et de la Banque mondiale. Alors, est-ce que les PAS contribue au développement de la Côte d'Ivoire? C'est dans le chapitre 4 que l'on tentera d'y répondre.

Dans le chapitre 4 nous présenterons les trois PAS appliqués en Côte d'Ivoire pendant les années 80. Ensuite, une évaluation de la contribution des PAS au développement du pays sera faite en fonction d'une analyse des différentes politiques de PAS. Et cette fois-ci, au lieu d'examiner les impacts de la crise, on va examiner les impacts des PAS sur les deux composantes du développement, soit la croissance et l'égalité.

CHAPITRE 1

PRESENTATION DU MODELE CAUSAL ET LE CAS DE LA
COTE D'IVOIRE PENDANT LA PERIODE PRE-CRISE (1971-75)

SECTION 1: PRESENTATION DU MODELE CAUSAL

A la lumière du modèle théorique présenté par Alschuler dans son livre, Multinationals and Maldevelopment^a, nous avons formulé deux modèles qui réunissent cinq variables. L'intervention de l'Etat est la seule variable indépendante alors que la présence des FMN, la dépendance d'endettement et l'intensité capitalistique sont les trois variables intermédiaires dans les deux modèles. Chaque modèle se distingue par sa variable dépendante, soit la croissance économique, soit l'égalité. Avant de formuler notre modèle causal, il est nécessaire de préciser les variables que l'on va traiter.

^a. Alschuler, L. (1988)

1.1. DEFINITION CONCEPTUELLE DES VARIABLES

Le choix de concepts théoriques dans la construction d'un modèle du développement découle d'un examen de théories et d'approches déjà connues. Notre choix est guidé par le modèle exposé dans le premier chapitre d'Alschuler⁹. Les cinq variables dans chacun de nos deux modèles viennent des cinq groupes de variables d'Alschuler. L'origine de ces groupes est hétérogène du point de vue théorique. C'est à dire que son modèle s'inspire d'un nombre d'approches même si dans l'ensemble son modèle se qualifierait de "dépendantiste élargi". Comme perspective disciplinaire, ce modèle fait partie de l'économie politique du tiers-monde.

Dans l'ensemble nous pourrions identifier les sources d'inspiration pour Alschuler dans sa formulation d'un modèle causal. Le groupe de conditions "intervention de l'Etat" s'inspire surtout de la recherche par Bornschier¹⁰ et de

⁹. Alschuler, L. (1988)

¹⁰. voir Bornschier, Volker & Chase-Dunn, Christophe Transnational Corporations and Underdevelopment, Praeger, New York, 1985

Jacquemot et Raffinot¹¹ pour la nature des stratégies de développement. Le groupe de conditions "développement" s'inspire surtout de Galtung¹². Le groupe de conditions reliées aux multinationales dérive de deux sources principales: Bornschier¹³ et Michalet¹⁴. Les divers aspects de la dépendance forment un groupe dont les sources sont également diverses: Galtung¹⁵ et Michalet¹⁶. Le groupe de conditions concernant l'accumulation du capital trouve son origine aux auteurs tels que Michalet¹⁷ et Bornschier¹⁸. Nous verrons dans la description suivante la définition des concepts choisis pour notre modèle causal.

¹¹. voir Jacquemot et Raffinot, accumulation eet développement, l'Harmattan, Paris, 1985

¹². voir Galtung, johan et al. "Measuring World development - II", Alternatives, 1975

¹³. Voir Bornschier, 1985

¹⁴. voir Michalet, Le capitalisme mondial, PUF, Paris, 1976

¹⁵. voir Galtung, Johan "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research, 1971

¹⁶. voir Michalet, C.-A. Le defi du développement indépendant, Rochevignes, Paris, 1983

¹⁷ voir Michalet, 1983

¹⁸, voir Bornschier, 1985

1.1.1 Intervention de l'Etat:

Ici, on traite les deux aspects de l'intervention de l'Etat: la régulation du capital étranger et la direction des stratégies de développement. L'Etat contrôle le capital étranger en termes quantitatifs. L'intervention étatique limite le capital étranger par un nombre de politiques inscrites dans le code d'investissement. D'autre part, le contrôle qualitatif de la restriction se trouve dans le contenu des politiques spécifiques, favorables ou défavorables aux FMN, prescrites dans le code d'investissement (par exemple la nationalisation, le transfert de la technologie, les obligations d'exportation...). Les quatre principales stratégies de développement sont: l'exportation primaire (EP); l'industrialisation par substitution aux importations (ISI); l'industrialisation par substitution aux exportations (ISE); l'agro-industrialisation (AI)¹⁹.

Dans cette recherche, l'intervention de l'Etat est une variable globale qui sera entendue comme le degré d'application de ces stratégies. Les deux stratégies prioritaires en vigueur en Côte

¹⁹. Ibid., p.11-12

d'Ivoire pendant les périodes étudiées sont l'ISI et l'AI. Pourtant, dû à la dépendance des recettes d'exportations primaires, la transition de la stratégie EP aux autres stratégies ne pourrait pas être accomplie du jour au lendemain. En réalité, la stratégie EP coexiste presque toujours avec les deux stratégies prioritaires (ISI, AI).

1.1.2 Agro-industrialisation:

La stratégie d'AI est établie dans le contexte d'un essor de l'urbanisation de la population rurale. Comme l'industrialisation par substitution aux importations est une stratégie qui "va en général avantager les industriels locaux au détriment des producteurs de produits d'exportation"²⁰, la politique interne des prix sectoriels pour les produits agricoles demeure très défavorable, ainsi se voit aggraver l'appauvrissement de la population rurale qui par ailleurs, cherche à émigrer vers les grandes villes. La tendance de l'urbanisation risque de saper la base de l'agro-exportation qui constitue l'importante source des devises pour financer

²⁰. Salama, P. & Tissier, P. (1982), L'industrialisation dans le sous développement, Maspero, Paris, p.81

l'importation des technologies et des biens intermédiaires requis pour l'industrie. Dans ce cas-là, "agro-industrialisation aims for a reversal of priorities and a concentration of benefits in the countryside"²¹. Le marché s'oriente prioritairement vers l'extérieur en vue de gagner des devises et d'obtenir une balance commerciale positive. Les matières premières locales d'origine agricole se transforment en produits manufacturés dont la valeur ajoutée est plus élevée. Les produits agro-industriels typiques sont les produits alimentaires en conserve, les textiles, les cuirs et peaux et le bois scié. Parmi les politiques élaborées pour promouvoir le processus de l'agro-industrialisation sont: "government credits, infrastructure investment, research and development expenditure, export taxes on unprocessed agricultural products and more favorable domestic terms of trade"²².

1.1.3 La substitution aux importations:

Ici, on ne parle que de la première phase de l'ISI car cette

²¹. Alschuler, L. (1988), p.15

²². Ibid., p.15

stratégie n'est pas encore entrée dans sa deuxième phase en Côte d'Ivoire. La stratégie d'ISI peut trouver son origine fondamentale à l'apparition de la nouvelle division internationale du travail. L'ISI-1 a comme objectifs: "replace imported manufactured goods by domestic production, reduce the instability of export earning by relying less on exports, capture more of the locally generated surplus for local capital accumulation, direct the positive spin-off effects of industrialisation from the center to the periphery"²³. La caractéristique de cette stratégie est donc l'utilisation des gains provenant de l'exportation de produits primaires pour importer des intrants de production afin de fabriquer progressivement sur place les biens de consommation. En fait, une telle orientation entraîne deux types de substitution: l'une concernant la structure du commerce extérieur (les biens de production importés remplacent les biens de consommation importés); l'autre, le marché intérieur (la production interne doit remplacer les importations des biens de consommation)²⁴. La production des biens manufacturés qui se réalise dans le pays

²³. Ibid., p.13

²⁴. Salama, P. & Tissier, P. (1982), p.81

dépend d'un aggrandissement du marché interne à cause de la faible compétitivité de ces produits dans le marché international. Ominami a bien raison de dire qu' "une caractéristique marquante de ce type d'économie est le rôle majeur que jouent les marchés internes dans le processus d'industrialisation"²⁵. Ce marché interne est assuré quant à lui grâce au fait que "the light consumer goods industries would create employment for an expanding urban population. Through industrial employment income would be more equally distributed and the internal market would grow for the new industrial goods"²⁶. La production réalisée pendant la première phase de l'ISI se concentre sur les biens de consommation non-durables comme les produits alimentaires, le textile, les boissons etc. Les politiques économiques principales sont: l'adoption des tarifs douaniers protectionnistes, les subventions aux industries naissantes de substitution, le financement public des stocks de surplus agricole²⁷, l'orientation nationaliste de la

²⁵. Ominami, Carlos (1986), Le tiers monde dans la crise, La Découverte, Paris, p.131

²⁶. Alschuler, L. (1988), p.13

²⁷. Jacquemot, P. & Raffinot, M. (1985), Accumulation de développement, L'Harmattan, Paris, p.230,244

production et des prix, les encouragements aux investissements directs étrangers (IDE)²⁸.

1.1.4 Développement: croissance économique et égalité

Etant donné que "one of the assumptions underlying the issue that the actual historical development of the countries of the third world is multi-dimensional, that this development has political, social and economic dimensions, however these are defined"²⁹, la notion du développement exige une cohérence de la croissance économique, de l'égalité et de la liberté qui servent ensemble comme conditions nécessaires requises à la croissance personnelle³⁰. Une société qui rassure la liberté et l'égalité des individus permettrait l'épanouissement des capacités de ces derniers qui vont à leur tour contribuer à la croissance économique. Du fait que la Côte d'Ivoire jouissait d'une stabilité sociale durant les périodes étudiées par cette recherche, la liberté n'est pas jugée comme une composante aussi

²⁸. Alschuler, L. (1988), p.13

²⁹. Baster, N. (1975), Measuring Development, Frank Cass and Company Ltd., London, p.1

³⁰. Alschuler, L. (1988), p.4-5, voir aussi Galtung (1975)

problématique les deux autres pour notre étude. Par conséquent, les deux composantes du développement choisies pour cette recherche sont: la croissance économique et l'égalité.

A) Croissance économique: Etant une des trois composantes du développement, la croissance économique est définie comme un "processus de destruction créatrice qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique en détruisant continuellement ses éléments vieillissants et en créant continuellement des éléments neufs"³¹. L'économiste Simon Kuznets a développé une analyse de la croissance économique sur de longues périodes économiques. La période de la croissance économique moderne se caractérise par une croissance rapide de la population et de la production par habitant, ainsi que par un taux de formation de capital bien supérieur à ceux qui prévalaient dans les époques précédentes. Elle se caractérise également par une utilisation de plus en plus étendue de la technologie fondée sur la science. En dehors de taux de croissance élevé, la croissance économique moderne se

³¹. Greenwald, Douglas (1984), Encyclopédie économique, Economica, Paris, p.208-209

caractérise, d'après Kuznets, par un taux de croissance élevé de la productivité; par des changements structurels de l'économie, par des changements sociaux et idéologiques et par un renforcement considérable des relations économiques internationales³². Le "Dictionnaire économique et social" en donne une définition plutôt large, la croissance économique est donc:

- 1) un mouvement ascendant de certaines grandeurs économiques (hausse du PNB, du revenu...) qui se caractérise par la durée. Phénomène de longue période.
- 2) un phénomène largement irréversible. Son caractère auto-entretenu se traduit par des modifications cumulatives des conditions de la production.
- 3) un mouvement de transformation structurel; il est repérable non seulement par des indicateurs simples de hausse de la production et du revenu, mais par des mutations sectorielles³³.

Le niveau de la croissance économique se traduit par l'augmentation relative du produit intérieur brut (PIB) ou du

³². Kuznets, Simon (1966), (1972), (1973)

³³. Bremond, J. & Geledan, A. (1981), Dictionnaire économique et social, Hatier, Paris, p.124

produit national brut (PNB) "34.

B) Egalité: "La notion d'égalité prend deux sens différents dans la pensée politique. Le premier est fondamental: les hommes et les femmes sont des êtres égaux. Le second est lié à la distribution: il s'agit de justifier une distribution plus égale des biens économiques, des chances sociales, ou des pouvoirs politiques"35. Etant une des trois composantes de la notion de développement, l'égalité mesure dans cette recherche la distribution des richesses (terres, revenus etc.) et reflète le degré dont les individus satisfont leurs besoins de base36. Ce concept englobe plusieurs aspects: intersectoriel, inter-classes ou inter-régional. Face à la disponibilité limitée des données, nous considérons surtout l'aspect intersectoriel, c'est à dire l'égalité entre la population urbaine et celle rurale.

34. Phélizon, Jean-François (1985), Dictionnaire de l'Economie, Economica, Paris, p.104

35. Dictionnaire de la pensée politique - Hommes et idées, Hatier, Paris, (1989), p.222

36. Alschuler, L. (1988), p.5

1.1.5 Présence des multinationales: IDE

Les deux variables indiquant la présence des multinationales sont: la pénétration multinationale et l'investissement multinational. Dans cette recherche, l'investissement multinational représente le flux annuel de nouveaux investissements directs étrangers (IDE) dans le pays-hôte. Tenant compte de la dépréciation et de la nationalisation, le flux annuel net s'ajoute au stock accumulé³⁷. Etant donné que les stratégies de développement appliquées par la Côte d'Ivoire durant la période de 1970-75 sont l'ISI-1 et l'AI, les types prédominants de filiales selon la typologie de Michalet³⁸ sont les "filiales relais" et les "filiales agro-industrielles".

1.1.6 Dépendance: dépendance d'endettement

Au niveau économique, un système est dépendant lorsque l'accumulation et l'expansion du capital ne peuvent trouver l'essentiel de leurs composantes dynamiques à l'intérieur même du système³⁹. La dépendance d'endettement implique une

³⁷. Ibid., p.7

³⁸. Pour une explication détaillée, voir Michalet, C.-A. (1976), Le capitalisme mondial, PUF, Paris

dépendance des pays débiteurs aux pays créditeurs. Ceci explique le comportement des organismes créanciers qui imposent des conditions souvent en désaccord avec les intérêts du pays hôte telles que la dévaluation, la réduction des dépenses publiques, le gel des prix et des salaires... Elles ont assuré le paiement du service de la dette sans avoir affaibli les besoins des futurs emprunts. Pourtant, les nouveaux emprunts servent uniquement à payer les anciens services de dette⁴⁰.

1.1.7 Accumulation du capital: Intensité capitalistique

L'accumulation du capital englobe trois conditions importantes: l'intensité du travail/du capital, la concentration industrielle et les réserves des devises. Dans notre modèle, nous utilisons l'intensité capitalistique comme une de nos variables intermédiaires. L'intensité capitalistique reflète la proportion entre les facteurs de production travail et capital. Lorsque le nombre de dollars investis pour créer un nouvel emploi est haut, l'intensité capitalistique est haute. Une production "capital-

³⁹. Cardoso, F. & Faletto, E. (1978), Dépendance et développement en Amérique latine, PUF, Paris, p.21

⁴⁰. Alschuler, L. (1988), p.18

intensive" utilise souvent les technologies modernes en vue d'augmenter la productivité⁴¹. L'intensité capitaliste représente une des conditions indispensables à l'accumulation du capital.

1.2. PROPOSITIONS CAUSALES: FORMULATION ET JUSTIFICATION

Du fait que nous tentons d'expliquer dans cette recherche deux composantes du développement (la croissance économique et l'égalité), nous formulerons deux modèles causaux (un pour expliquer la croissance économique, l'autre pour l'égalité). Ces deux modèles sont composés par douze propositions causales. Nous essayons de déduire à partir d'elles, une prédiction conceptuelle sur le niveau de la croissance économique et de l'égalité de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise de 1978-79.

⁴¹. Ibid., p.19-20

1) Plus il y a d'intervention de l'Etat, plus il y a d'IDE.

La présente proposition est positive parce que "la politique industrielle ivoirienne et notamment le code d'investissements créèrent un climat favorable pour les capitaux étrangers en accordant des privilèges forts attirants⁴². Le code a accordé une série de concessions tarifaires à la plupart des FMN pour encourager leur investissement. En fait, les IDE occupent toujours une place prédominante dans l'industrie d'import-substitution de la Côte d'Ivoire⁴³.

Ici, ce sont les concessions tarifaires et le rapatriement de bénéfices illimité, évidemment très attrayantes pour les multinationales, qui représentent le mécanisme causal.

2) Plus il y a d'intervention de l'Etat, plus il y a de dépendance d'endettement.

La proposition est positive parce que d'après Ominami, l'ISI "se caractérise par un faible degré d'intégration. La

⁴². Campbell, Bonnie (1976), "L'idéologie de la croissance: Une analyse du plan quinquennal de développement 1971-1975 de la Côte d'Ivoire", Revue canadienne des études africaines, Volume X, no 2, p.224

⁴³. Alschuler, L. (1988), p.167, 182

production de biens d'investissement est très peu développée et une grande quantité de matières premières industrielles doit être achetée à l'extérieur"⁴⁴. Or, dans "pratiquement tous les cas, le coût de ces importations est à terme supérieur à l'économie de devises réalisée dans la première phase de la substitution d'importation"⁴⁵. Dans ce cas-là, "the ISI strategy leads to balance of payments deficits and a dependence on foreign capital, either loans or direct investment"⁴⁶.

La dépendance d'importation et l'insuffisance de devises sont des mécanismes causaux.

3) Plus il y a d'intervention de l'Etat, plus il y a d'intensité capitalistique.

La proposition est positive parce que la stratégie de l'AI "aims to capture the benefits of local processing of agricultural production using capital intensive technology"⁴⁷. Encore, "l'ISI provoque la production locale

⁴⁴. Ominami, C. (1986), p.131

⁴⁵ Jacquemot, P. & Raffinot, M. (1985), p.245

⁴⁶. Alschuler, L. (1988), p.173

⁴⁷. Ibid., p.167

de biens correspondant au stade le plus avancé du développement capitaliste". Donc, "les normes technologiques du nouveau secteur en croissance seront prédéterminées par le profil de cette demande particulière et donc également imitées de celles en vigueur dans les économies industrialisées"⁴⁸.

La demande de la technologie avancée selon ces deux stratégies représente le mécanisme causal car la technologie importée prédomine sur la création d'emplois.

4) Plus il y a d'intervention de l'Etat, moins il y a d'égalité.

Cette proposition est négative parce que la stratégie d'ISI "depended on the cheap wage goods provided by agriculture to urban labor"⁴⁹. Ainsi, la distribution des revenus entre la population rurale et urbaine sera probablement très inégale. Jacquemot et Raffinot ont aussi confirmé que "l'ISI a contribué à accroître l'inégalité dans la

⁴⁸. Jacquemot & Raffinot, (1985), p.203

⁴⁹. Alschuler, (1988), p.25

répartition des revenus"⁵⁰.

L'approvisionnement des travailleurs industriels représente le mécanisme causal car il amène une négligence et même une exploitation des paysans.

5) Plus il y a d'IDE, plus il y a de dépendance d'endettement.

La proposition est positive parce que "le fonctionnement des FMN implique un recours aux importations onéreuses en devises" et parce que le rapatriement des bénéfices des capitaux étrangers est élevé⁵¹. Ainsi, l'IDE crée des besoins de réserves internationales qui risquent de s'épuiser. Les emprunts créent ensuite des dettes massives. Ici, le mécanisme causal est le besoin d'importations par les filiales et le niveau élevé de rapatriement de bénéfices.

6) Plus il y a d'IDE, plus il y a d'intensité capitalistique.

Cette proposition est positive parce que la production dans

⁵⁰. Jacquemot & Raffinot, (1985), p.243

⁵¹. Masini, Jean (1986), Le profit et la croissance: multinationales et pays en développement PUF, Paris, p.80,81,82

les filiales relais fonctionne "selon le même mode que la maison-mère"⁵². Ainsi, ils "tend to use capital-intensive technology transferred or sold by the headquarters"⁵³.

Ici, le mécanisme causal est le transfert de la technologie moderne créée pour les pays avancés où la force de travail est relativement plus rare et plus coûteuse.

7) Plus il y a d'intensité capitaliste, plus il y a de dépendance d'endettement.

La proposition est positive parce que quand le degré de l'intensité capitaliste est haut, la demande de devises est très élevée. Les devises utilisées pour l'importation des technologies et des biens d'équipement qui servent à garantir le bon fonctionnement des entreprises sont éventuellement énormes et peuvent épuiser les réserves de devises de l'Etat.

Le lien causal de cette proposition est logique car plus on dépense de réserves, plus est le risque d'avoir recours aux emprunts.

⁵². Ibid., p.82

⁵³. Alschuler, (1988), p.173

- 8) Plus il y a de dépendance d'endettement, moins il y a d'égalité.

Cette proposition est négative parce que la dépendance d'endettement est souvent accompagnée des politiques d'austérité imposées par l'Etat telles que la dévaluation, la diminution des dépenses publiques, la compression des salaires qui affectent particulièrement les intérêts des pauvres en amenant une baisse réelle de la satisfaction de leurs besoins essentiels. La population rurale sera probablement la plus touchée car la recherche de Jarret et Mahieu confirme que "les pauvres se situent en grande majorité en zone rurale"⁵⁴.

Les conditions d'austérité en représente le mécanisme causal car elles sont défavorables à l'amélioration de la vie des pauvres, en particulier de la population rurale.

- 9) Plus il y a d'intensité capitalistique, moins il y a d'égalité.

La proposition est négative parce que la haute intensité

⁵⁴. Jarret, M. F. & Mahieu, J. R. (1991) "Ajustement structurel, croissance et répartition: l'exemple de la Côte d'Ivoire", Revue Tiers Monde, t.XXXII, No.125, Janvier-Mars 1991, p.54

capitalistique se réalise avec l'utilisation de la technologie moderne très capitalistique. Pourtant, "the labor-saving technology cannot create much employment nor equalise the distribution of income"⁵⁵. La technologie sophistiquée permet à "un petit nombre d'emplois très qualifiés (cadres, techniciens etc.) de toucher un salaire qui tend à s'aligner sur ceux des couches correspondantes des pays du Nord, pour éviter la fuite des cerveaux"⁵⁶. L'apparition d'une aristocratie ouvrière aggrave l'inégalité de la distribution des revenus intra-classes. En même temps, l'écart des revenus entre le secteur rural et le secteur urbain se voit élargi car les hauts salaires touchés par les aristocrates ouvriers augmentent le niveau global de revenu du secteur urbain. L'utilisation de la technologie moderne en est mécanisme causal car elle donne naissance à un petit nombre d'aristocrates ouvriers et renforce la polarisation des salaires tant intra-classes qu'intersectorielle.

⁵⁵. Ibid., p.73

⁵⁶. Jacquemot & Raffinot, (1985), p.253

10) Plus il y a d'intervention de l'Etat, plus il y a de croissance économique.

La proposition est positive parce que le gouvernement ivoirien a élaboré de nombreuses politiques économiques qui visent la croissance. On y compte la promotion de la diversification des produits agricoles et la promotion de la valeur ajoutée locale qui ont dans l'ensemble pour but de favoriser la croissance économique du pays. Encore, comme l'affirme B. Campbell, "la croissance ivoirienne dépendait de la première phase de création d'industries légères de substitution d'importation⁵⁷" qui est par ailleurs une des stratégies appliquées en priorité par le gouvernement ivoirien.

Les politiques d'intervention qui résume les stratégies prioritaires (ISI, AI) sont en mécanisme causal car elles sont élaborées en faveur de la croissance économique du pays.

⁵⁷. Campbell, B. (1976), p.215

- 11) Plus il y a d'intensité capitalistique, plus il y a de croissance économique.

La proposition est positive parce que la haute intensité du capital sert à augmenter la productivité qui aura éventuellement des effets positifs sur le taux de la croissance économique car "when capital intensity does raise productivity, the investable surplus increases"⁵⁸.

Ici, le mécanisme causal est l'amélioration de la productivité.

- 12) Plus il y a de dépendance d'endettement, moins il y a de croissance économique.

La proposition est négative car bien que les emprunts puissent à court terme maintenir un niveau élevé de l'investissement public et amener par conséquent une croissance économique, "these seemingly beneficial effects are spurious"⁵⁹. Le service de la dette sera un poids important pour le pays et les conditions d'ajustement

⁵⁸. Alschuler, L. (1988), p.20

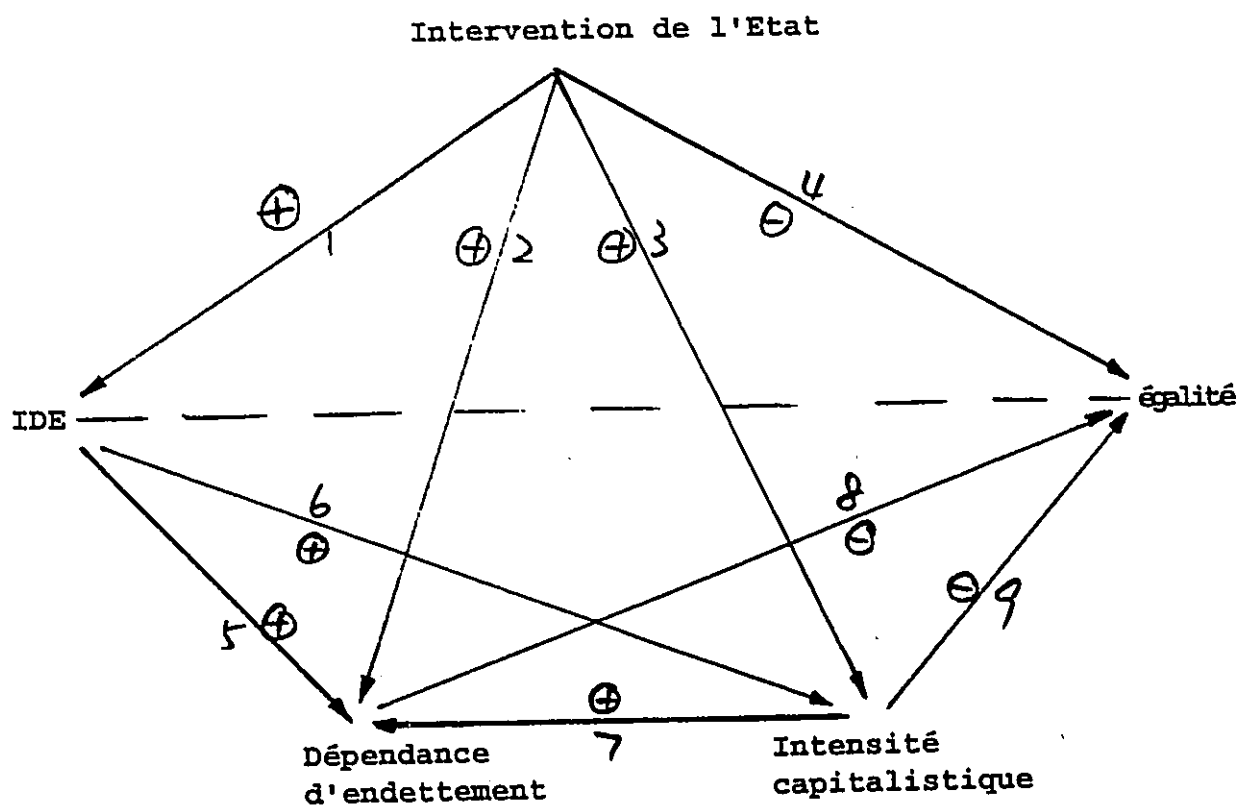
⁵⁹. Van Roggen, Trish (1988), A test of Dependency Theory: a case study of the Ivory Coast, M.A. Thesis, Département de Science politique, Université d'Ottawa, p.44

imposées par les crédateurs peuvent à long terme nuirent à la croissance économique du pays. Le paiement du service de la dette soustrait les ressources investissables pour la croissance économique.

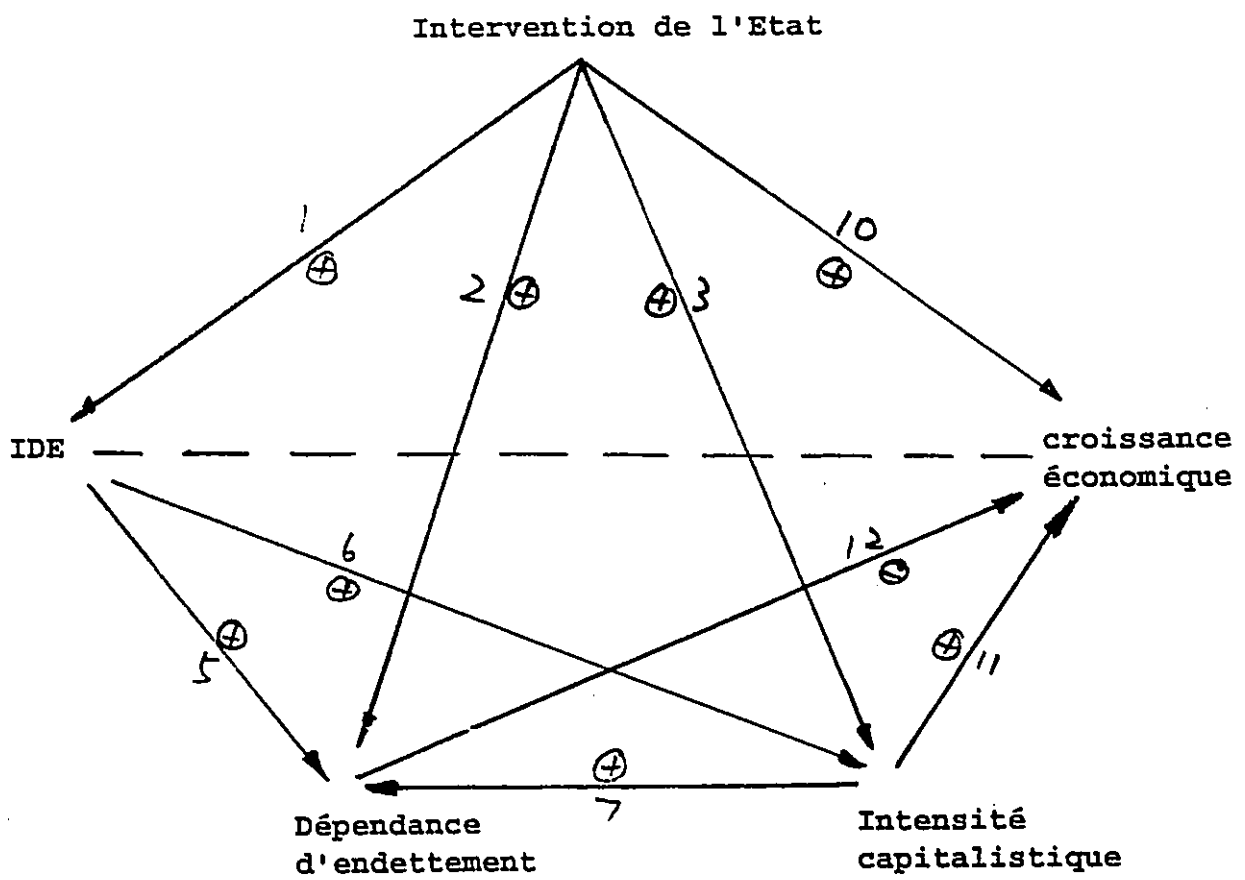
Ici, le mécanisme causal est le service de la dette et les conditions d'ajustement imposées par les crédateurs.

1.3. PRESENTATION DU MODELE EN FORME GRAPHIQUE

Graphique 1 (égalité)



Graphique 2 (croissance économique)



SECTION 2: LA COTE D'IVOIRE PENDANT LA PERIODE

PRE-CRISE (1971-1975)

2.1 APPLICATION DES DEUX STRATEGIES PENDANT 1971-75

Après une phase de démarrage avec une croissance rapide durant la décennie 60, le plan quinquennal de 1971-1975 a maintenu l'option d'une croissance forte de 7.7%⁶⁰ et a connu dans ses politiques une continuité et une complémentarité avec celles du plan précédent⁶¹. Pourtant, cette période a été marquée de quelques modifications dans ses objectifs sectoriels lesquelles ont été considérés comme décisives pour l'obtention de la croissance envisagée. Les deux nouveaux objectifs prescrits dans ce plan sont d'une part, développer l'agro-industrie pour le

⁶⁰. Foirry, J.P. & Requier-Desjardins, D. (1986), Planification et politique économique en Côte d'Ivoire 1960-1985, CEDA, Abidjan, 1986, p.41

⁶¹. voir Alschuler, L. (1988) pour une description en détail sur la période 1960-70.

traitement des produits agricoles locaux, d'autre part, intensifier la substitution d'importations par la création des industries de biens intermédiaires⁶².

Etant donné que les liens inter-branches de l'industrie ivoirienne sont faibles, que la part de la valeur ajoutée industrielle est médiocre et que le marché interne reste relativement étroit pour le développement de l'ISI, le plan 1971-75 fixe deux axes fondamentaux qui vont constituer la base de la politique industrielle de la période:

- La poursuite de la valorisation des ressources locales, essentiellement agro-alimentaires et minières;
- La recherche de débouchés à l'exportation, vers les pays extra africains, les potentialités de la sous-région étant jugées limitées⁶³.

Sur le plan industriel, il s'agit en effet de mettre en place une "nouvelle génération d'industries"⁶⁴ qui devra être de plus

⁶². Alschuler, L. (1988), p.87-88

⁶³. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.168

⁶⁴. Ibid., p.141

grande envergure afin de réaliser des économies d'échelle permettant l'amorce d'un processus de croissance de la productivité. Ayant pour but de répondre aux problèmes de chômage et d'alourdissement de la dépense des devises destinées à l'importation des produits intermédiaires et de la technologie, la stratégie de l'intensification de l'ISI essaie d'augmenter l'intégration entre les industries tout en créant des sous-traitances locales pour la production des biens intermédiaires. Ce genre de sous-traitance sert à créer plus d'emplois et à réduire les importations industrielles.

Il faut mentionner que c'est dans le domaine de l'industrie minière que se situe un des projets les plus représentatifs de la nouvelle orientation: le complexe industriel qui devait traiter le minerai de fer de la mine de Bangolo avant exportation: il s'agit de la valorisation d'une ressource naturelle à l'exportation en vue de permettre la création d'un pôle de développement industriel dans l'Ouest du pays⁶⁵.

En matière agricole, on entame une phase de modernisation. Cela

⁶⁵. Ibid., p.169

s'explique par le fait que l'agriculture demeure le principal moteur de la croissance. Comme dans la plupart des PVD, la transition des stratégies entre PE et ISI, AI ne se fait pas d'un coup en Côte d'Ivoire. Dû à l'extrême dépendance à l'exportation des produits tropicaux primaires ainsi que la conjoncture internationale, la mutation de l'industrialisation ivoirienne se réalise tardivement. Les revenus de l'exportation des produits primaires servent depuis toujours à l'accumulation des réserves de devises qui est source irremplaçable de financement de la croissance. Dans ce contexte, la stratégie de EP qui accorde la priorité aux cultures d'exportation reste maintenue. L'option de diversification des produits est aussi maintenue pour but de réduire la dépendance commerciale. Par ailleurs, les efforts sont portés essentiellement sur la modernisation de l'agriculture et sur l'augmentation de la productivité afin d'augmenter le revenu des paysans. On essaie également de freiner l'exode rural en offrant des emplois aux jeunes dans l'agriculture et d'améliorer les conditions de vie du monde rural par la fourniture d'infrastructures sociales et culturelles. La stratégie de l'AI qui se concrétise par le développement de l'industrie du traitement des produits agricoles cherche à créer des valeurs ajoutées locales et à

augmenter l'exportation des produits finis dans le marché international. Elle prétend aussi satisfaire le marché interne par l'offre de certains produits de consommation, ce qui va améliorer la balance commerciale. Dans ce domaine on peut par exemple signaler le développement prévu de la conserverie d'ananas dont le marché potentiel est l'exportation dans les pays européens, la mise sur pied d'une industrie de la conserverie du thon fonctionnant comme une industrie de transfert puisqu'elle traite les livraisons des flotilles de pêche étrangères pour réexporter sa production. Il est évident que les agro-industries qui se situent entre les plantations et les ports peuvent contribuer à la création des emplois à la campagne.

Nous parlons maintenant l'intervention de l'Etat en termes de contrôle de IDE. Pendant cette période, plusieurs politiques sont appliquées par le gouvernement ivoirien pour maintenir le fonctionnement des deux stratégies prioritaires (AI, ISI). D'abord, pour stimuler les investissements étrangers, "la politique industrielle ivoirienne permet le rapatriement illimité des bénéfices jusqu'à concurrence de 10% (par an) - somme qui doit être réinvestie sous forme de certificats du

Fonds National d'Investissement (FNI)"⁶⁶. Ensuite, une série de concessions tarifaires sont accordées à la plupart des entreprises multinationales. Parmi ces concessions, on compte l'exemption tarifaire pour les inputs intermédiaires et une protection tarifaire additionnelle. Les investissements d'Etat qui se réalisent par la Société nationale de financement (SONAFI) et les entreprises mixtes couvrent les petites entreprises ivoiriennes, les infrastructures, le secteur primaire et l'agro-industrie. Enfin, on peut ajouter les obligations imposées au traitement local de certains produits bruts tel que le bois⁶⁷.

⁶⁶. Le Fonds national d'investissements (FNI) demande aux FMN de déposer 10% des profits pour l'obtention d'un certificat. Ce dépôt sera remboursé au moment où le FMN présente un programme d'investissement dont la valeur mesure 3 ou 4 fois de plus que la valeur du certificat.

voir Campbell, B. (1976) p.231, Alschuler, L (1988)

⁶⁷. Alschuler, L. (1988), p.87

2.2 DISCUSSION SUR LES RESULTATS

Pendant cette période, les résultats obtenus en matière des deux stratégies prioritaires (AI et ISI) indiquent que l'AI prédomine sur l'ISI. En fait, l'AI se développe beaucoup plus vite que l'ISI et une bonne partie des IDE sont virées de l'industrie de l'import-substitution à l'agro-industrie, alors que cette dernière possède, en 1974, 78% du volume total des capitaux étrangers investis à l'industrie manufacturière⁶⁸. En plus, pendant la récession qui a sévi en 1974 dans les pays industrialisés, la demande s'est raffermie et a permis aux industries d'exportation, qui utilisent essentiellement des matières premières agricoles, de prendre un nouvel essor en 1975. En 1974, la valeur créée par le traitement des produits agricoles primaires représente 50% de la valeur globale de l'industrie manufacturière. On observe aussi une diversification dans la production et dans le marché des exportations (voir annexe 6). Quant aux industries de substitution aux

⁶⁸. Ibid., p.89

importations, leur expansion a souffert de la hausse des coûts des facteurs de production importés (produits chimiques, engrais, acier, etc.) et du rétrécissement du marché interne. On constate une baisse des pourcentages qu'occupent les biens de consommation (29% en 1970 à 24% en 1974) et les produits intermédiaires (22% en 1970 à 18% en 1974) dans le volume global de l'importation⁶⁹.

Un de nos indicateurs du développement, le taux de croissance de PIB pour la période de 1971-1975 a été de 6,2% contre 7,7% prévus⁷⁰, et est en légère baisse par rapport à la période précédente (8%), ce qui s'explique par des circonstances extérieures imprévisibles: chute des cours du cacao en 1971, sécheresse de 1972-73, crise du pétrole en 1974 et stagflation mondiale de 1974-75. Etant donné ces circonstances, le taux de croissance atteint par la Côte d'Ivoire constitue un résultat favorable en comparaison à des pays qui ont connu les mêmes difficultés⁷¹. En 1975, le PIB aux prix constants du marché

⁶⁹. Ibid., p.90

⁷⁰. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.145

⁷¹. Institut du FMI (1984), Analyse et programmation financières - application à la Côte d'Ivoire, FMI,

était de 8562 millions de dollars, en hausse par rapport en 1970 (5510 millions \$)⁷².

Revenons maintenant au concept de l'égalité. Pour ce qui est de l'égalité intersectorielle, il n'y a pas eu d'amélioration pendant cette période. D'après Tuinder, entre 1970-1974, le salaire minimum non agricole augmente beaucoup plus vite que le salaire minimum agricole⁷³. Campbell nous affirme que la politique salariale du gouvernement ivoirien a été un des facteurs contribuant à la détérioration de la position des travailleurs agricoles ivoiriens car les propriétaires de plantations de café et de cacao ne sont pas obligés de payer le salaire minimum agricole garanti (SMAG)⁷⁴.

Il faut noter que les problèmes tels que la distorsion commerciale, la désarticulation industrielle et le chômage sont

Washington, p.20

⁷². Banque africaine de développement (1991), Rapport sur le Développement en Afrique, 1991

⁷³. Tuinder, Bastiaan A. (1978), Ivory Coast: The Challenge of success (Report by the World Bank), Johns Hopkins University Press, Baltimore, p.137-138

⁷⁴. Campbell, B. (1976), p.222-223

loin d'être réglés. La réserve de devises qui constitue un aspect de l'accumulation du capital continue à diminuer. Le taux d'emploi chute de 6% entre 1970 et 1974⁷⁵. L'élément causal principal est la politique de concessions tarifaires car elle nuit à la transition de la production des biens de consommation légers à celle des intrants intermédiaires. L'échec de cette transition a deux conséquences: il limite la possibilité de la création d'emplois et il permet l'importation soutenue des biens intermédiaires qui amène une diminution considérable de la réserve de devises. En plus, selon Campbell, "l'accroissement de la productivité des produits agricoles pour l'exportation et pour l'industrie - si positif, lorsqu'on se limite aux taux de croissance - a donc été au détriment non seulement de la création d'un nombre croissant de nouveaux emplois comme la situation le nécessitait, mais aussi cet accroissement a systématiquement réduit la capacité de la Côte d'Ivoire de combler ses propres besoins alimentaires et donc l'a conduite vers une dépendance accrue envers des approvisionnements extérieurs"⁷⁶.

⁷⁵. Alschuler, L. (1988), p.92

⁷⁶. Campbell, B. (1976), p.223

Pendant cette période, le rôle de l'Etat (intervention de l'Etat) dans le développement se voit accru grâce à la mutation de la stratégie industrielle qui a pour conséquence immédiate, un approfondissement de l'ouverture du pays sur l'extérieur à travers l'appel au financement et à la technologie d'origine externe. En tant que "seul interlocuteur valable des partenaires extérieurs"⁷⁷, l'Etat ivoirien renforce son rôle par rapport à l'investissement public productif et plus particulièrement à l'investissement industriel⁷⁸. Les investissements publics pendant cette période ont été supérieurs aux objectifs fixés dans le plan. L'exécution de plusieurs programmes publics (transports, énergie) a toutefois été entravée par d'importants dépassements de devis dus à la sous-estimation des dépenses, au coût élevé des importations et à des retards dans l'exécution des projets; ces dépassements se sont traduits par une vive progression des dépenses publiques et par un recours plus important que prévu aux emprunts extérieurs⁷⁹. Une des conséquences notables est la part croissante de l'endettement

⁷⁷. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.142

⁷⁸. Ibid., p.143

⁷⁹. Insitut de FMI (1984), p.20

durant cette période, soit de 50,6% du financement total. Ce qui signifie que la Côte d'Ivoire est plongée dans une dépendance d'endettement.

CHAPITRE 2

CRISE DU SYSTEME MONDIAL DE 1978-79 ET LE CAS DE
LA COTE D'IVOIRE PENDANT 1976-80

Dans ce chapitre, nous verrons d'abord la crise mondiale de la fin des années 70 ainsi que ses événements. Ensuite nous examinerons l'impact de la crise mondiale sur le tiers-monde. Et puis nous formulerons de façon précise comment la crise s'incorpore dans notre modèle du développement. Toute la section 1 guidera notre analyse de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise présentée dans la section 2.

SECTION 1: CRISE DU SYSTEME MONDIAL DE 1978-1979

1.1 DESCRIPTION DE LA CRISE DE 1978-1979

La deuxième crise des années 70 commence en 1978 (avec le second choc pétrolier). Elle n'est en fait qu'un prolongement de la première. Quant à sa nature, on peut la définir "comme une crise

de la régulation fordiste⁸⁰ qui se déroule dans le système-monde. Le fordisme désigne un régime d'accumulation intensif du capital où la croissance de la production et celle de la consommation se développent au même rythme. La confluence du fordisme et la régulation monopoliste assure un cercle vertueux suivant lequel les hausses de salaires réels correspondent aux gains de productivité⁸¹. A la fin des années 60, l'économie des principaux pays développés (PD) connaît une rupture de l'accumulation intensive avec un épuisement du modèle de régulation dont l'épicentre du phénomène est constitué par d'un côté, une baisse progressive des gains de productivité et de l'autre, une politique salariale très stricte qui se traduit par un accroissement de la participation des salaires dans le revenu national au détriment des profits⁸².

Le second choc pétrolier, celui de 1978, joue sans doute un rôle décisif dans cette crise dans la mesure où il provoque une baisse du "taux de plus-value qui bloque l'accumulation avec

⁸⁰. Michalet, Charles-Albert (1976), Le capitalisme mondial, PUF, Paris, p.333

⁸¹. Ibid., p.334

⁸². Ominami (1986), p.23

comme première conséquence un ralentissement de l'investissement productif"⁸³. A part le second choc pétrolier, quelques autres facteurs importants tels que la hausse du taux d'intérêt aux Etats-Unis, et la montée du dollar se sont conjugués pour faire entrer le monde entier dans une crise profonde.

Le choc pétrolier de 1978 fait doubler le prix des produits pétroliers qui affecte gravement la balance de paiements des pays non producteurs de pétrole. Les échanges internationaux sont perturbés, les activités industrielles des PD sont ralenties et le taux de croissance de ces pays est sensiblement freiné. En 1979 la politique monétaire des Etats-Unis de libération des taux d'intérêt leur permet d'attirer les capitaux flottants et entraîne ainsi une appréciation du dollar. Par effet de contagion et pour limiter les sorties de capitaux, les autres PD sont contraints de relever leur taux d'intérêt⁸⁴. Cette montée simultanée des taux d'intérêt et du dollar bouleverse le marché financier international et aggrave considérablement la crise au niveau de l'économie mondiale. "La vague déflationniste touche

⁸³. Ibid., p.23

⁸⁴. Mazier, J. & Basle, M. (1984), Quand les crises durent..., Economica, Paris, p.300

l'ensemble des pays développés"⁸⁵. Une nouvelle récession par amputation du pouvoir d'achat intérieur émerge. La situation financière des entreprises se trouve dans un état lamentable, ce qui amène une nouvelle chute d'investissement et un redéploiement des activités industrielles⁸⁶. On remarque que le taux de croissance des PD baisse d'une façon remarquable, 3.2% en 1979, 1.3% en 1980 et 1981, -0.5% en 1982. Il n'est donc pas étonnant de voir une double contraction financière et commerciale. A partir de 1980, l'expansion du commerce international s'arrête brusquement⁸⁷. Le monétarisme central détruit ainsi la stabilité du marché financier international et l'équilibre des termes d'échanges qui servent comme bases de l'économie d'endettement. "Des déséquilibres croissants se sont manifestés en matière d'endettement au niveau national et international, notamment dans les PVD"⁸⁸. L'appréciation des monnaies occidentales a causé une augmentation monumentale de la valeur des dettes de PVD. Le niveau d'endettement atteint par un certain nombre des PVD accroît le risque d'une crise

⁸⁵. Ominami (1986), p.37

⁸⁶. Masini (1986), p.49

⁸⁷. Ominami (1986), p.37-38

⁸⁸. Mazier & Balse (1984), p.300

financière. Comme conséquence de la hausse du taux d'intérêt et du néo-protectionnisme du Nord, les principaux PVD débiteurs se trouvent dans une situation d'insolvabilité car d'une part, leur endettement s'accroît, et de l'autre, leurs recettes de devises diminuent. Un mouvement de cessation du paiement de ces pays qui tout en menaçant d'étrangler durablement leur propre croissance, mène le système bancaire internationale au bord de la catastrophe⁸⁹. Face à des crises croissantes, la plupart des banques privées des PD réduisent leurs prêts et augmentent les primes. En plus, les politiques d'ajustements leur sont imposées par le FMI et la Banque mondiale. Donc, par le biais des échanges commerciaux et des finances internationales, la crise du centre se diffuse au tiers-monde⁹⁰. Les difficultés accrues d'accès au marché mondial entraînent une baisse des exportations et une diminution draconienne de la capacité d'importation des PVD. La crise d'endettement pèse très lourd au développement de leur économie. L'industrie de ces pays est sapée parce qu'une bonne partie des recettes de l'exportation et même de nouveaux emprunts doivent être consacrées au service d'endettement.

⁸⁹. Ominami (1986), p.97

⁹⁰. Ibid., p.38

Depuis les années 80, on constate une inversion du flux de capitaux, un transfert net vers le Nord. Alors, comme le conclue Ominami, "à la crise déjà ancienne du Nord viennent s'ajouter les crises du Sud"⁹¹.

1.2 IMPACT DE LA CRISE SUR LE TIERS-MONDE

L'intégration progressive des PVD à l'économie mondial induit "une dépendance accrue des modèles de consommation et des projets d'investissement par rapport aux importations et aux ressources financières en provenance du Nord"⁹². Dans ce contexte, la seconde crise des années 70 (1978-79) trouve la condition nécessaire pour se diffuser au tiers-monde. "Sur le plan commercial, la crise se propage à travers la baisse de la demande mondiale et la détérioration des termes de l'échange, avec comme facteur aggravant, le néo-protectionnisme dans les économies centrales. Au niveau financier, la hausse des taux

⁹¹. Ibid., p.37

⁹². Ibid., p.155

d'intérêt, avec l'impact que l'on sait sur l'endettement extérieur, constitue la forme par excellence de diffusion internationale de la crise du centre"⁹³.

Nous évaluons d'abord les impacts qui se réalisent par le biais commercial. La récession dans les PD du début des années 80 entraîne l'amputation de la demande mondiale. On connaît ainsi une chute de la production et des opérations commerciales dans les pays du Nord. Par conséquent, les cours des matières premières et d'autres produits en provenance de PVD s'effondrent. Pourtant, les prix de leurs importations augmentent. En plus, l'application du néo-protectionnisme dans certains PD multiplie les difficultés d'accès au marché international pour les exportations des PVD. Les termes de l'échange commercial deviennent de plus en plus désavantageux à l'égard des PVD. Les effets les plus évidents sont une baisse considérable des exportations et de la capacité d'importation des PVD. Les exportations du tiers-monde "baissent en 1981(-1.8%), 1982(-12.3%) et 1983(-6.3%) dans des proportions

⁹³. Ibid., p.153-154

supérieures à celles du total mondial"⁹⁴. Cet effet semble atteindre tous les types de PVD. Les plus affectés sont les principaux exportateurs du pétrole et les PMA (pratiquant une stratégie primaire extravertie) puisqu'ils sont très dépendants des exportations des produits primaires⁹⁵. Du côté des importations, il se passe un ralentissement sensible. Dans les PVD exportateurs de produits manufacturés, la chute est particulièrement nette en raison du poids de l'endettement qui empêche l'importation des intrants nécessaires. Les devises obtenues par l'exportation restent très médiocres à cause des difficultés d'accès au marché externe et de la baisse du prix de leurs produits primaires. Pourtant, une partie croissante de l'exportation doit être consacrée au service de la dette. Ainsi, la capacité d'importation de la plupart des PVD, notamment les pays les plus endettés, est lamentablement amputée. En Amérique latine, par exemple, la chute des importations atteint "-20% en 1982 et -19.7% en 1983"⁹⁶.

⁹⁴. Ibid., p.38,39

⁹⁵. Ibid., p.39

⁹⁶. Ibid., p.41

Passons maintenant aux impacts dus au facteur financier. Le monétarisme central sabote les bases de l'économie d'endettement international. Selon Ominami,

L'élévation des taux d'intérêt entraîne un alourdissement considérable du coût financier de l'endettement, lequel double entre 1972/73 et 1981, en particulier sous l'impact de l'augmentation des charges associées à la dette à taux flottants... Qui plus est, la hausse du dollar et la stagnation du commerce mondial viendront encore aggraver une situation déjà très détériorée⁹⁷.

Les principaux PVD débiteurs se trouvent confrontés à des crises financières. L'Amérique latine occupe dans ce processus une position centrale. Les pays latino-américains se trouvent devant une "impasse avec un endettement et une charge de dette croissante tandis que leurs recettes diminuent"⁹⁸. Nombreux d'entre eux se trouvent dans une situation insolvable et

⁹⁷. Ibid., p.104

⁹⁸. Mazier (1984), p.301

déclarent dès 1981 la cessation de paiements. La plupart des banques, craignant que le surendettement des PVD débiteurs va détruire le système bancaire mondial, ont considérablement ralenti le rythme d'expansion de leurs prêts aux PVD, aussi, elles "ont tendance à se couvrir en augmentant leur prime, ce qui n'a fait qu'aggraver la position des débiteurs"⁹⁹. A part cela, "elles conditionnent désormais tout nouveau crédit à un pays en difficulté à la signature d'un accord préalable avec les FMI. Celui-ci oblige les pays débiteurs à accepter les conditions d'ajustement telle que la compression des salaires, la réduction des dépenses publiques, la dévaluation... qui pourraient être en désaccord avec le développement défini en termes de la croissance, de l'égalité et de la liberté de ces pays. Pour un nombre appréciable de pays dont l'industrie dépend beaucoup des prêts étrangers, les conséquences sont extrêmement graves à cause de la réduction des prêts ainsi que des conditions préalables pour les futurs emprunts.

Durant cette crise, "ce sont les exportateurs de pétrole à hauts revenus et quelques pays en croissance rapide qui sont les plus

⁹⁹. Ibid., p.301

dûrement touchés"¹⁰⁰. Une rupture de la croissance dans la plupart des PVD atteint en 1982 son niveau le plus bas.

1.3 IMPACTS DE LA CRISE SELON LE MODELE

La crise a évidemment plusieurs impacts directs sur quelques variables de notre modèle. Nous incorporerons certains impacts directs de la crise à notre modèle. Ensuite nous formulerons une prédiction à l'égard de l'impact de la crise sur nos deux variables dépendantes, l'égalité et la croissance économique. Nous examinerons d'abord l'impact de la hausse du taux d'intérêt sur la dépendance d'endettement et l'impact de la recession économique du Nord sur l'intensité capitalistique. Notre raisonnement est le suivant:

- La hausse du taux d'intérêt double le coût financier d'endettement et donc entraîne une augmentation de la dépendance d'endettement (un alourdissement du service de

¹⁰⁰. Ominami, (1986), p.40

dette par rapport à la valeur des exportations);

- La récession du Nord aggrave les difficultés d'accès au marché international de l'exportation du Sud et atténue l'intensité capitaliste. Ces deux éléments sont reliés car la capacité d'importation des approvisionnements et de la technologie dont dépend le fonctionnement de l'industrie capital-intensive est sapée en conséquence de la réduction des recettes d'exportations.

Ces deux impacts sont présentés graphiquement à la page 67 et 68.

Nous nous adressons à la question des impacts et leurs conséquences pour la croissance économique et l'égalité.

Avant d'établir une prédiction conceptuelle en la matière, nous allons faire un survol sur l'application des deux stratégies prioritaires en Côte d'Ivoire pendant la période 1976-80 qui est considérée dans cette recherche comme une période de transition entre la période pré-crise (1971-75) et celle où le pays a appliqué des stratégies pour faire face à la crise (1981-85).

Une description analytique de cette période de transition nous aidera à mieux comprendre l'ajustement de la stratégie du développement de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise.

SECTION 2: LA COTE D'IVOIRE PENDANT 1976-1980

2.1 APPLICATION DES DEUX STRATEGIES PENDANT 1976-80

La Côte d'Ivoire qui n'a pas été épargnée par la conjoncture internationale en 1973 et avec les débuts du premier choc pétrolier a connu un ralentissement dans la mutation du processus d'industrialisation prévue par le plan 1971-76. Ceci implique que le plan 1976-80 soit essentiellement conçu comme l'approfondissement des objectifs du plan précédent par l'accélération du processus de croissance et de développement entamé sous le quinquennat 1971-75¹⁰¹. Le but général assigné à ce plan réside dans le passage d'une économie de croissance,

¹⁰¹. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.145

dont la décennie précédente a permis de poser les bases, à une société de promotion individuelle et collective ayant pour aboutissement le bien être matériel des Ivoiriens. Ce but général s'explique à son tour en trois grands objectifs: 1) poursuite d'une croissance forte¹⁰²; 2) accroissement de la participation des nationaux à l'activité économique (ivoirisation); 3) réponse aux aspirations des Ivoiriens¹⁰³.

La politique industrielle constitue elle aussi le prolongement et l'approfondissement de la politique définie dans le plan précédent. Les stratégies de développement prioritairement appliquées sont l'agro-industrie et la substitution aux importations. Plus précisément, les objectifs industriels pour cette période sont: 1) le renforcement de l'AI tout en cherchant le développement maximum de l'appareil industriel par la promotion d'activités exportatrices à longue distance et à la

¹⁰². Selon le plan, le taux de croissance de l'économie devrait être supérieur à 8% en 1976-80 pour marquer un changement de vitesse de l'économie ivoirienne en direction de l'objectif d'une croissance de 10% pour la décennie 1980-90.

¹⁰³. "Le plan quinquennal 1976-1980 de la Côte d'Ivoire", Bulletin de l'Afrique noire, No.895, le 5 janvier 1977, p.17468

valorisation des matières premières locales. 2) la poursuite de l'ISI par la réduction de la protection lui a été accordée afin de dynamiser l'appareil industriel. Dans le projet de financement, l'agriculture occupe cette fois-ci 21,2% du total des investissements publics contre 11,2 pour l'industrie¹⁰⁴.

Etant donné que "l'activité agricole est pour la Côte d'Ivoire une activité d'avenir"¹⁰⁵, la priorité est accordée à l'AI. En fait, comme ce qu'a indiqué Diawara,

l'industrie ivoirienne qui a déjà franchi au cours du plan précédent, une étape importante de son développement, bénéficiera au cours de cette période d'une nouvelle politique visant à favoriser d'une manière plus systématique les entreprises tournées vers l'exportation et valorisant les ressources nationales¹⁰⁶.

¹⁰⁴. Bulletin de l'Afrique noire, No.895, le 5 janvier 1977, p.17469

¹⁰⁵. voir Bulletin de l'Afrique noir, No.890, le 12 janvier 1976

¹⁰⁶. Diawara, Mohammed T. "Le plan 1976-1980", Revue française d'études politiques africaines, no page info.

Ce faisant, les objectifs généraux du développement agricole pour le plan 1976-80 peuvent se caractériser par:

- l'accumulation maximum du revenu et de l'emploi dans l'agriculture, globalement et par région (rééquilibrage régional).
- la modernisation de l'agriculture par la promotion d'entreprises agricoles et familiales.
- l'ivoirisation des emplois agricoles pour que l'agriculture ivoirienne de l'an 2000 soit le fait des Ivoiriens.
- la contribution à l'équilibre des comptes extérieurs (i.e. l'augmentation et la diversification des exportations des produits agricoles)¹⁰⁷.

L'accélération de la croissance agricole est nette, du fait que le taux moyen devra atteindre 6,9% pour ce plan contre 4,5% prévue pour le quinquennat précédent. En plus, la croissance des cultures agro-industrielles restera supérieure à celle des cultures vivrières. Le but recherché est l'intégration agro-

¹⁰⁷. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.158

industrielle de plus en plus poussée, en particulier à travers les programmes du riz et du coton¹⁰⁸. La transformation industrielle des productions agricoles, encore modeste en 1975 (24 milliards de produits transformés, valeur production) devrait croître rapidement (12,8% par an en quantités de 1975 à 1980)¹⁰⁹. La capacité de filature-tissage dans l'industrie textile devant passer de 11.000 tonnes en 1975 à 40.000 tonnes en 1980. La production du sucre devrait atteindre 150.000 tonnes en 1980; celle du riz dont la capacité d'usinage sera portée à 250.000 tonnes de riz décortiqué¹¹⁰ à la fin de la période. Quant à la promotion des exportations, elle porte aussi bien sur des produits transformés à partir des matières premières locales que sur la transformation des intrants importés. Les exportations des industries alimentaires devraient progresser de 44,5 milliards de Fr CFA en 1975 à 79 milliards en 1980¹¹¹. Le marché potentiel visé est plus large, ce sont les pays africains de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le

¹⁰⁸. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.146

¹⁰⁹. "Plan quinquennal 1976-1980 de la Côte d'Ivoire", Bulletin de l'Afrique noire, No.896, le 12 janvier 1977, p.17486

¹¹⁰. Diawara, Mohammed p.28

¹¹¹. Ibid., p.17487

marché de la CEE (Communauté économique européenne).

La protection trop favorable à l'industrie de l'import-substitution est en fait en désaccord avec la dynamisation de l'appareil industriel ivoirien. De ce fait, le plan 1976-80 affirme la nécessité du développement de la productivité dans les activités d'import-substitution, ce qui "implique leur mise en concurrence avec les producteurs étrangers par la suppression progressive des mesures de protection dont elles ont pu bénéficier. A la limite, seules des considérations de coût et de compétitivité doivent déterminer le développement de l'industrie ivoirienne"¹¹². Les taux de couverture des marchés intérieurs par les productions industrielles devraient passer de 62% en 1975 à 69% en 1980 pour les produits des industries alimentaires et de 37% à 40% pour les produits des industries non alimentaires¹¹³.

Pour atteindre les objectifs de l'AI, l'Etat a prévu des moyens d'ordre général. D'abord une action globale au niveau des prix et de la commercialisation qui comporte l'installation

¹¹². Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.171

¹¹³. Bulletin de l'Afrique noire, No.895, le 5 janvier 1977, p.17469

d'infrastructures de stockage et de conservation. Il s'agit aussi d'augmenter les prix des produits vivriers en fonction de l'évolution des cours sur le marché international, sans provoquer une forte hausse de prix à la consommation. Une autre action se manifeste au niveau des structures des exploitations pour la modernisation et pour la productivité.

La fluctuation des prix des produits d'exportation pendant la fin de la décennie 1970 a provoqué une chute dramatique de l'excédent de la balance commerciale du pays (de 99.646 Fr CFA en 1977 à 1.880 en 1978). Préoccupées par les déséquilibres de la balance des paiements, l'intervention de l'Etat est orientée vers le contrôle des IDE. Les autorités ivoiriennes ont décidé en 1977 de réformer le code des investissements de façon à favoriser l'expansion des industries exportatrices et un développement régional plus équilibré. Aux termes du nouveau code, des primes à l'exportation sous forme de certificats d'impôts seront accordées aux entreprises de création récente. En outre, les entreprises qui s'installeront en dehors d'Abidjan, où la plupart des industries sont d'ores et déjà

concentrées, bénéficieront d'une exonération fiscale¹¹⁴. De plus, un effort accru va être réalisé en vue de la promotion commerciale des productions nationales grâce à la mise en oeuvre d'une politique intégrée coordonnant l'action de divers organismes existants: Centre ivoirien du Commerce extérieur, Caisse de Stabilisation, Bureau de Développement industriel, Office national d'Artisanat d'Art, etc¹¹⁵.

2.2 DISCUSSION DES RESULTATS

Pendant la période 1976-80, la Côte d'Ivoire a connu une performance économique très impressionnante. D'abord, comme résultat de la stratégie de l'AI, la Côte d'Ivoire est arrivée à valoriser ses ressources nationales par l'augmentation de la quantité ainsi que la valeur ajoutée de ses principales productions exportatrices. En 1980, la valeur ajoutée aux coûts des facteurs constants dans l'agriculture atteint 2830 US\$

¹¹⁴. Institut du FMI (1984), p.13

¹¹⁵. Diawara, Mohammed, p.30

contre 2247 en 1975. Celle de l'industrie pour les mêmes années est 1691 contre 951, celle de l'industrie manufacturière est 926 contre 550¹¹⁶. Les progrès les plus notables ont été enregistrés pour le sucre, le cacao, le café et le coton¹¹⁷. En 1976, les exportations de café ont augmenté de 22% en quantité contre 107%¹¹⁸ en valeur par rapport à la période précédente. Celles du cacao, 14% contre 45%¹¹⁹. L'accroissement de la demande interne, qui résultait de la hausse des prix à l'exportation et des augmentations périodiques de salaires, a favorisé le développement des activités industrielles orientées vers la satisfaction de la consommation nationale, disons l'ISI.

Grâce à l'accroissement des prix des matières premières (cacao, café) dont la Côte d'Ivoire est productrice, la balance des paiements a enregistré des surplus importants en 1976-77. Pourtant, sous l'impact de crise de 1978-79, la situation s'est fortement dégradée en 1979 sous l'effet conjugué du

¹¹⁶. BAD, Rapport sur le développement en Afrique, 1991

¹¹⁷. Institut de FMI (1984), p.23

¹¹⁸. la production de café, qui avait atteint un niveau record en 1976, a décliné depuis en raison de la sécheresse et des prix mondiaux moins favorable

¹¹⁹. Institut de FMI (1984), p.23

renchérissement des importations - notamment de pétrole -, de l'augmentation sensible des transferts et de l'amortissement de la dette extérieure. En 1980, la dette extérieure totale occupe 58,8% du PNB et le service total de la dette représente 28.3% des exportations de biens et de services¹²⁰. Ce qui reflète la dépendance de l'endettement.

Les résultats concernant les deux composantes du développement se concrétisent d'abord par le fait que pendant cette période, le taux moyen annuel de la croissance du produit intérieur brut marchand atteint 7,5%, très proche de l'objectif fixé, soit 8.5%. La consommation des ménages a connu une croissance de 9,6% par an¹²¹. Ce résultat a en effet bénéficié d'une part d'un effort des investissements sans précédent, et d'autre part, d'une augmentation des recettes de l'exportation soutenue par la progression des cours du café et du cacao en 1976-77.

¹²⁰. Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1991, Oxford University Press, Washington, p.272

¹²¹. "Un plan de transition: le plan quinquennal (1981-1985) de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, le 21 janvier 1983, p.131

Les résultats à l'égard de l'égalité restent encourageants. D'abord, on enregistre "une réduction importante de l'écart entre les revenus urbains et les revenus ruraux (accroissement de plus de 4% par an du revenu rural par tête). Encore, grâce à des politiques très favorables à l'agriculture, le rythme de l'urbanisation se voit ralenti. Le taux de la croissance de la population urbaine baisse dramatiquement, de 43,9% (période 1970-75) à 5% (période 1976-80), tandis que celui de la population rurale augmente, 20% contre 4.8%¹²².

La croissance économique obtenue pendant la période 1976-80 est due en grande partie à un volume important des investissements. En fait, "l'investissement réalisé pendant cette période est si important qu'il a dépassé 41% du total prévu"¹²³. Pourtant, la capacité d'auto-financement des entreprises et les recettes de l'Etat n'ont pas évolué suffisamment pour éliminer l'appel au financement extérieur. Il n'est donc pas étonnant de voir que le tiers de l'investissement sur la période, à savoir plus de 40%

¹²². voir Joshi Lubell Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire, BIT, Genève
Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire Plan quinquennal de développement économique, social et culturel 1981-85

¹²³. Ibid., p.149

du financement des investissements publics est soutenu par la contribution extérieure¹²⁴. Or, ce recours excessif aux capitaux étrangers ne s'est pas accompagné d'une diversification significative des capacités d'exportation, pourtant, un développement rapide des importations de biens et de services, stimulé par l'effort d'investissement, est connu par une progression de 12,8% par an en volume¹²⁵. Ceci est à l'origine de la dégradation de la situation financière après 1978. "Entre 1977 et 1978, les cours du café et du cacao ont chuté de 31% et de 10% respectivement. Parallèlement, le coût des importations a augmenté, (les prix du pétrole ayant doublé en 1979). Ces évolutions ont entraîné une baisse cumulée de 31,7% des termes de l'échange en Côte d'Ivoire pour la période 1977-79. Plutôt que de réduire l'investissement, le Gouvernement a fait appel de plus en plus à l'emprunt extérieur pour financer l'expansion. Conjugués à la hausse des paiements d'intérêt au titre de la dette publique extérieure, ces emprunts ont transformé l'excédent de la balance des paiements en un déficit qui

¹²⁴. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.148

¹²⁵. "Marchés tropicaux", le 21 janvier 1983, p.132

représentait 12% du PIB en 1980¹²⁶.

Une des caractéristiques de cette période est la formation d'entreprises conjointes mixtes constituées par l'Etat et les groupes multinationaux. Pour ce qui est de l'IDE, la Côte d'Ivoire garde toujours son option libérale et maintient l'ouverture de son économie vers l'extérieur.

Un élément non négligeable dans cette période est l'accroissement du rôle de l'Etat dans la maîtrise du développement. Ceci est confirmé par le fait que plus de la moitié de l'investissement total, soit 51,9% est d'origine publique¹²⁷. En plus, on observe une croissance régulière de la participation de l'Etat au développement industriel qui passe de 6,3% dans le plan 1967-70 à 9,6% dans le plan 1971-75 et à 12,4% dans le plan 1976-80¹²⁸. Une telle évolution s'explique d'abord par la difficulté d'orienter l'investissement privé, qu'il soit

¹²⁶. Levy, V. & Newman, J. L. (1989), Rigidité des salaires - données microéconomiques et macroéconomiques sur l'ajustement du marché du travail dans le secteur moderne, BIRD, Washington, p.7

¹²⁷. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.147

¹²⁸. Ibid., p.190

d'origine interne ou externe, vers les secteurs privilégiés par les deux stratégies de développement (ISI, AI). Une autre explication réside dans le fait que l'Etat ivoirien veut éviter une dépendance plus grande à l'égard des capitaux étrangers. Du fait que le tiers de l'investissement sur la période est financé par la contribution extérieure, il paraît que le renforcement de la maîtrise de l'investissement par l'Etat est un moyen important pour éviter une dépendance trop importante de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur; l'Etat est par ailleurs le seul interlocuteur valable pour les bailleurs de fonds étrangers¹²⁹. Il faut noter que l'engagement de plus en plus net de l'Etat dans la production permettra une augmentation de la part de la valeur ajoutée du secteur secondaire dans le produit intérieur brut.

Pour résumer les tendances positive dans le développement pendant la période 1976-78, la Côte d'Ivoire a bénéficié de la hausse des cours pour ses produits primaires d'exportation pour assurer la croissance et maintenir l'égalité. Suite aux chocs externes de 1978-79, ces tendances deviennent négatives.

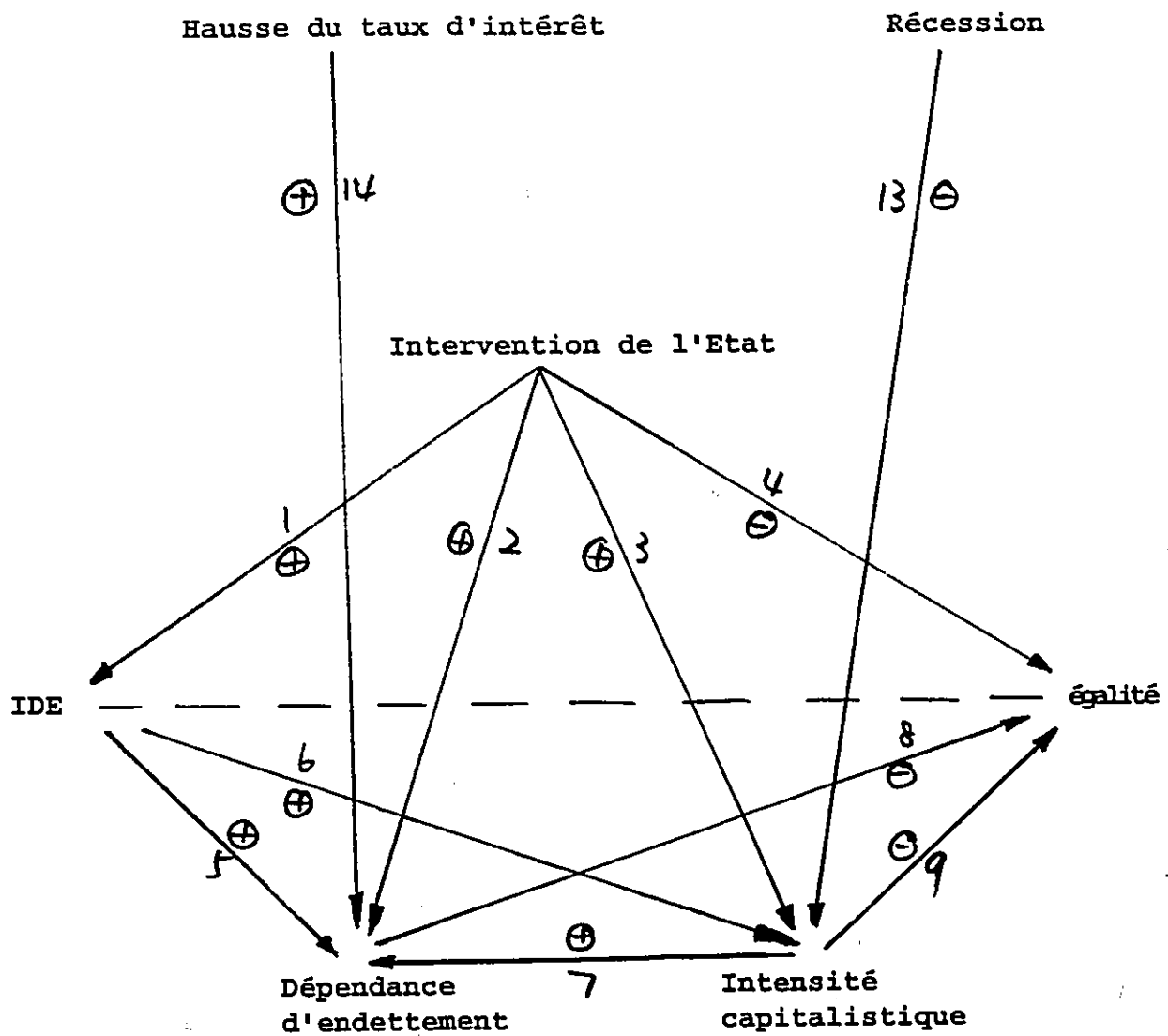
¹²⁹. Ibid., p.147-148

SECTION 3: FORMULATION DE LA PREDICTION CONCEPTUELLE

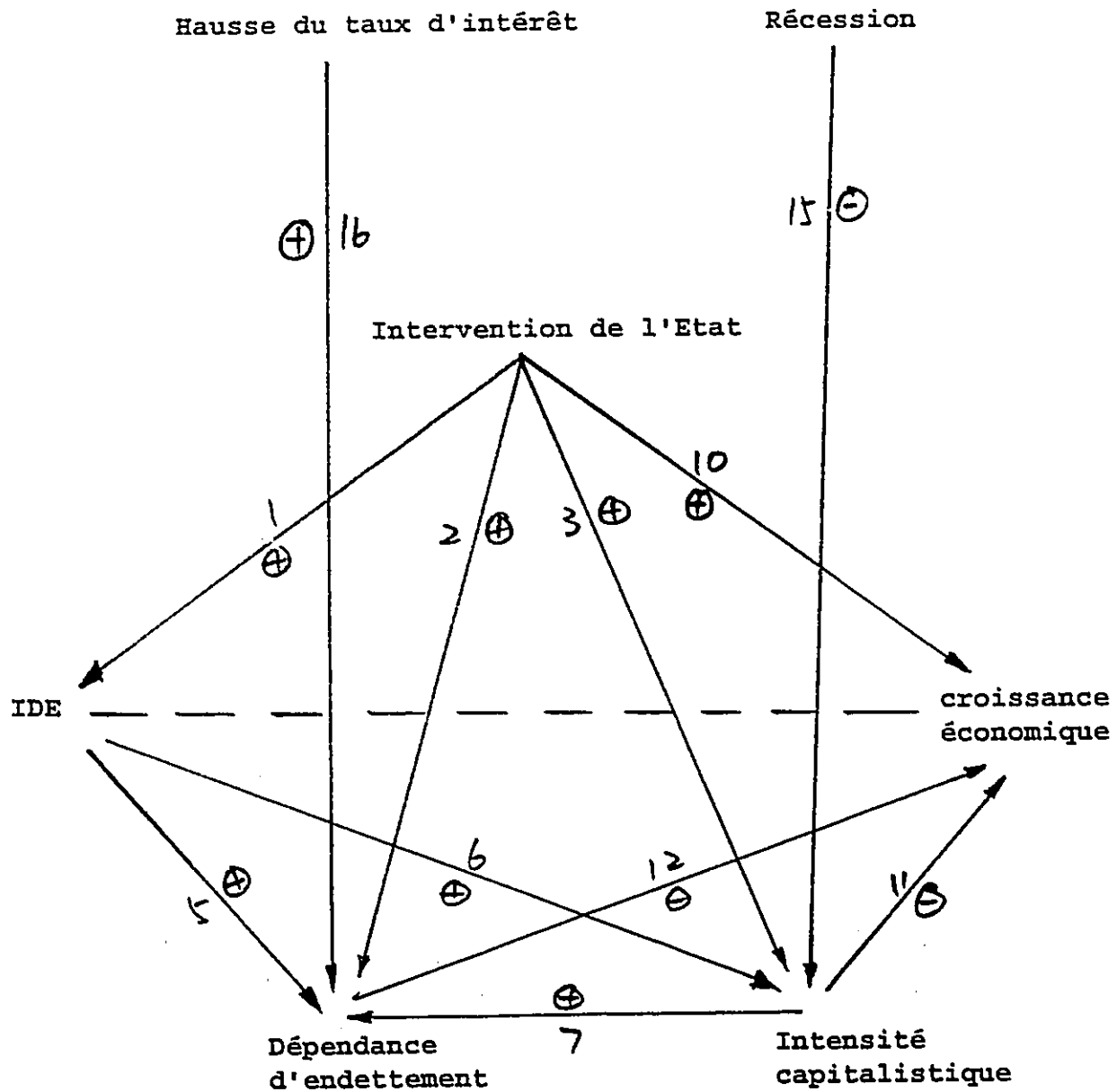
Dans cette section, nous formulerons deux prédictions, une sur la tendance de la valeur de la croissance économique et l'autre sur l'égalité. Ces prédictions se font en fonction de déductions logiques qui englobent les chemins causaux du modèle. Ces chemins causaux relient les impacts de la crise aux deux aspects du développement. Avant d'entamer ce cheminement, il paraît utile de rétablir nos deux modèles en forme graphique avec l'inclusion des impacts de la crise.

3.1 PRESENTATION DU MODELE EN FORME GRAPHIQUE AVEC
L'INCLUSION DES IMPACTS DE LA CRISE

Graphique 3 (égalité)



Graphique 4 (croissance économique)



3.2 PREDICTION CONCEPTUELLE: IMPACTS DE LA CRISE SUR LA TENDANCE DU NIVEAU DE LA CROISSANCE ET DE L'EGALITE

On sait déjà que la valeur pré-crise de la croissance économique de la Côte d'Ivoire est élevée tandis que celle de l'égalité est basse. Nous avons justifié ces liens causaux entre nos variables et aussi donné une description du cas pendant la période (1970-75) dans le chapitre 1. Alors, est-ce que les deux impacts directs de la crise incorporés dans notre modèle vont changer la valeur de la croissance économique et de l'égalité? Pour le savoir, on commence d'abord par l'évaluation de l'impact de la hausse du taux d'intérêt sur la dépendance d'endettement.

Comme on a indiqué dans la section 1 de ce chapitre, la hausse du taux d'intérêt aggrave la dépendance d'endettement parce qu'elle entraîne une élévation considérable du coût de la dette (service de la dette: intérêts et capital). Les taux d'intérêt étaient supportables pour les pays débiteurs lorsque les emprunts se réalisaient, mais il ne l'a plus été au moment du remboursement en conséquence de la décision monétaire américaine

qui ne relève en rien du pouvoir des PVD¹³⁰. Le service de la dette devient très lourd, "les flux financiers qui se dirigent vers les pays du tiers monde ne semblent plus pouvoir financer le développement, ni les investissements. Ils servent de plus en plus à rembourser la dette antérieure, à nourrir la dette pour la dette"¹³¹. Donc, il est bien évident que plus il y a la crise (hausse du taux d'intérêt), plus il y a la dépendance d'endettement.

Examinons maintenant l'impact direct de la crise de récession sur l'intensité capitaliste. Cet impact est jugé négatif parce que les quelques phénomènes reliés à cette récession tels que la chute des cours des matières premières, la détérioration des termes de l'échange et la montée du protectionnisme¹³² limitent largement l'exportation des pays du Sud et entraîne une réduction sérieuse des réserves de devises étrangères. Ainsi, la capacité d'importation des approvisionnements et de la technologie dont dépend le fonctionnement d'une industrie

¹³⁰. Masini (1986), p.61

¹³¹. Ibid., p.51

¹³². Ominami (1984), p.39

capital-intensive est sapée. Alors, l'intensité capitaliste diminue en comparaison avec la période pré-crise. Il en résulte ainsi que plus il y a la crise (récession), moins il y a l'intensité capitaliste.

Nous observons que la crise a un impact positif sur la dépendance d'endettement et un impact négatif sur l'intensité capitaliste, ce faisant, la valeur des deux variables en question ont connu un changement par rapport à celle de la période pré-crise, à savoir une hausse du niveau de la dépendance d'endettement et une baisse de l'intensité capitaliste. Ce changement influencera éventuellement le sens des chemins causaux reliés à ces deux variables intermédiaires et pourra par conséquent changer la valeur de nos deux variables dépendantes. Nous pourrions maintenant formuler une prédiction conceptuelle sur la tendance de la valeur de la croissance économique et de l'égalité pendant la crise.

3.2.1 Prédiction sur la valeur de la croissance économique:

A) Avec l'impact de la hausse du taux d'intérêt

Nous venons d'annoncer que la valeur de la dépendance d'endettement devient plus élevée pendant la crise à cause de la hausse du taux d'intérêt, et on a justifié dans le chapitre premier que plus l'intensité capitalistique est haute, moins il y a croissance économique. De ce lien causal, on constate une baisse de la croissance économique.

B) Avec l'impact de la récession du Nord

Nous savons que la récession du Nord a diminué le degré de l'intensité capitalistique de la Côte d'Ivoire, et on a justifié dans le chapitre premier que plus l'intensité capitalistique est haute, plus le niveau de la dépendance d'endettement est élevé. Alors, étant donné que le degré de l'intensité capitalistique devient moins élevé pendant la crise, il est logique de voir une baisse relative de la valeur de dépendance d'endettement. Et toujours selon cette justification du chapitre premier, le lien causal entre la dépendance d'endettement et la croissance économique est négatif. Alors, selon la même logique, il y aura

une hausse relative de la valeur de la croissance économique pendant la crise. Un autre effet de la récession sur la croissance économique se vérifie par un examen de la proposition 11 du graphique 4. Comme nous savons, plus le niveau de l'intensité capitalistique est élevé, plus le degré de la croissance économique est élevé. Ce qui nous amène à une baisse relative de la croissance économique car la valeur de l'intensité capitalistique devient moins élevée pendant la crise.

Nous constatons trois chemins causaux qui relient les deux conditions de la crise à la croissance économique. D'abord la hausse du taux d'intérêt a un effet négatif sur la croissance économique; la récession a un effet positif et aussi un effet négatif sur cette même variable, dont la combinaison a comme résultat une résolution de force qui égale à zéro. En additionnant un impact négatif et un impact neutre, nous prédisons que la valeur de la croissance économique connaîtra une certaine baisse par rapport à la période pré-crise.

3.2.2 Prédiction sur la valeur de l'égalité:

A) Avec l'impact de la hausse du taux d'intérêt

Nous constatons que le niveau de la dépendance d'endettement devient plus élevé après avoir subi l'impact de la hausse du taux d'intérêt. Alors, comme ce que l'on a justifié dans le chapitre premier, plus il y a de dépendance d'endettement, moins il y a d'égalité. De ce lien causal, on constate un impact négatif de la crise sur l'égalité, c'est à dire que la hausse du taux d'intérêt réduit la valeur de l'égalité pendant la crise.

B) Avec l'impact de la récession du Nord

Nous venons de mentionner que la récession du Nord a diminué le degré de l'intensité capitalistique de la Côte d'Ivoire et nous avons justifié dans le chapitre premier que plus l'intensité capitalistique est haute, plus le niveau de la dépendance d'endettement est élevé. Alors, étant donné que le degré de l'intensité capitalistique devient moins élevé pendant la crise, il y aura une baisse relative de la valeur de dépendance d'endettement. Et toujours selon la justification dans le chapitre premier faisant valoir le lien causal entre la dépendance d'endettement et l'égalité est négatif, il est alors

logique de constater une hausse relative de la valeur de l'égalité pendant la crise. Un autre effet de la récession sur l'égalité est présenté selon la proposition 9 du graphique 3. Selon notre raisonnement, plus le niveau de l'intensité capitalistique est élevé, moins il y a d'égalité. Ce chemin causal nous amène à une hausse relative du niveau de l'égalité du fait que la valeur de l'intensité capitalistique devient moins élevée pendant la crise.

3.2.3 Sommaire des prédictions conceptuelles:

Nous devons maintenant combiner les trois chemins causaux pour établir une prédiction. Il y a un impact négatif de la hausse du taux d'intérêt sur l'égalité et un autre impact positif de la récession qui a deux effets positifs sur cette même variable. La combinaison d'un impact positif et d'un impact négatif a comme résultat une résolution de force qui égale à zéro. Nous prédisons donc que la valeur de l'égalité **ne sera pas changée** par la crise. Elle gardera toujours son niveau bas et pourra probablement connaître **une hausse faible** par rapport à la

période pré-crise.

Egalité

Pistes	Direction de la piste (multiplicatif)	deux impacts combinés (additif)
--------	--	------------------------------------

récession

13	7	8
(-)	(+)	(-)

(+)

(+)

13	9
(-)	(-)

(+)

hausse du taux d'intérêt

14	8
(+)	(-)

(-)

(-)

(+) + (-) = (0)

Croissance économique

Pistes	Direction de la piste (multiplicatif)	deux impacts combinés (additif)
--------	--	------------------------------------

récession

15	7	12		
(-)	(+)	(-)	(+)	(0)
15	9			
(-)	(+)		(-)	

hausse du taux d'intérêt

16	12			
(+)	(-)		(-)	(-)
				(0) + (-) = (-)

Note: 0 = stabilité de valeur
 + = hausse de valeur
 - = baisse de valeur

C H A P I T R E 3

**RESULTAT DE LA PREDICTION ET REVISION DU MODELE
CAUSAL ET LE CAS DE LA COTE D'IVOIRE PENDANT
LA PERIODE 1981-85**

SECTION 1: MISE A L'EPREUVE DE LA PREDICTION

1.1 MISE A L'EPREUVE DE LA PREDICTION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.1.1 Choix des indicateurs

Pour mettre à l'épreuve la prédiction conceptuelle sur la croissance économique, j'ai choisi le taux de croissance du Produit national brut par habitant et celle du Produit intérieur brut comme indicateurs pour mesurer la croissance économique de la Côte d'Ivoire pendant la période 1971-75 et la période 1981-85. Ce choix vient du fait que "le PNB et le PIB sont les deux concepts les plus couramment employés"¹³³ et que les performances en matière de croissance économique sont bien appréhendées tant par un indicateur d'effort de production global ou par tête

¹³³. Plane, Patrick (1989) "Performances comparées en matière de croissance économique" dans Stratégies du développement comparées édité par Patrick et Sylviane Guillaumont, Economica, Paris, p.568

(PIB) que par un indicateur de richesse nationale ou de niveau de vie (PNB). Le PNB par habitant se définit comme étant le PNB divisé par la population. Il est "en comptabilité nationale, agrégat constitué par la valeur des biens ou services produits au cours d'une année par l'ensemble des agents économiques. Calculé dans le cadre national et non territorial, le PNB est dit brut car les amortissements ne sont pas pris en considération, et aux prix du marché car la valeur des biens ou services produits est estimée à prix courants"¹³⁴. Le PIB est "défini comme la somme des valeurs ajoutées augmentée des impôts indirects. Il situe la puissance économique d'un pays. Son accroissement reflète le dynamisme de l'activité. Enfin, sous l'hypothèse que la population active s'accroît au même rythme que la population totale, la croissance du PIB par tête constitue un indicateur de l'effort de production par habitant"¹³⁵. La source des données pour l'indicateur de PNB est World Tables 1988-89¹³⁶. L'indicateur de PIB provient du Rapport

¹³⁴. Phelizon, J-F. (1985), p.249

¹³⁵. Plane, P. (1989), p.568

¹³⁶. World Tables 1988-89, John Hopkins University Press, Baltimore & London, 1990

sur le développement en Afrique 1991¹³⁷. Etant donné que World Tables et Rapport sur le développement en Afrique sont des annuaires internationaux investis d'autorité, nous pouvons accorder la fiabilité à toutes leurs données. La validité de ces deux indicateurs réside dans le fait que le PNB et le PIB sont retenus par les importantes organisations internationales telles que la Banque mondiale pour classer les économies à des fins opérationnelles ou analytiques pour mesurer le développement économique. En fait, dans les indicateurs du développement dans le monde comme dans le Rapport de la Banque mondiale, le principal critère de classement des économies est le PNB par habitant et le PIB¹³⁸.

1.1.2 Précision de la valeur de prédiction

La prédiction opérationnelle de la croissance économique est formulée en termes d'une comparaison entre la valeur de la période pré-crise et celle de la période de crise. Pour ce

¹³⁷. Rapport sur le développement en Afrique 1991, Banque africaine du développement, 1991

¹³⁸. BIRD (1991), Rapport sur le développement dans le monde 1991, BIRD, Washington, p.221

faire, j'ai choisi la moyenne annuelle de la valeur du taux de la croissance du PNB et du PIB pour les cinq ans (dernière année de la période étudiée par rapport à la dernière année de la période précédente) des deux périodes. C'est à dire:

Période de crise

Période pré-crise

PNB par habitant:

$$\frac{\text{PNB (85)} - \text{PNB (80)}}{\text{PNB (80)}} / 5 \text{ ans}$$

$$\frac{630 - 1170}{1170} / 5 = -0.09 (-9\%)$$

$$\frac{\text{PNB (75)} - \text{PNB (70)}}{\text{PNB (70)}} / 5 \text{ ans}$$

$$\frac{500 - 270}{270} / 5 = 0.17 (17\%)$$

PIB au prix constant:

$$\frac{\text{PIB (85)} - \text{PIB (80)}}{\text{PIB (80)}} / 5 \text{ ans}$$

$$\frac{11493 - 10514}{10514} / 5 = 0.02 (2\%)$$

$$\frac{\text{PIB (75)} - \text{PIB (70)}}{\text{PIB (70)}} / 5 \text{ ans}$$

$$\frac{8562 - 5863}{5863} / 5 = 0.09 (9\%)$$

Je vais soustraire la valeur de la période pré-crise de la valeur de la période de crise pour calculer la différence.

1.1.3 Formulation de la prédiction

Selon la prédiction conceptuelle élaborée dans le chapitre 2, la valeur de la croissance économique pendant la période de crise va connaître une certaine baisse par rapport à celle de la période pré-crise. Une prédiction opérationnelle de la différence établie dans ce présent chapitre montre que la valeur de la croissance économique pendant la période de crise a connu une baisse importante par rapport à celle de la période pré-crise. Selon ce que nous avons présenté dans le chapitre 2, la valeur pré-crise de la croissance économique est haute, ce qui est aussi affirmé par Alschuler¹³⁹. On prédit que la valeur de la croissance économique de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise a connu une baisse importante par rapport à ce qu'elle l'était pendant 1971-75.

¹³⁹. Alschuler, L. (1988), p.178

1.1.4 Le résultat de la mise à l'épreuve

En fonction de la prédiction opérationnelle, nous comparons la valeur pré-crise (1971-75) avec celle de la crise (1981-85): le taux de croissance moyen du PNB par habitant et du taux de croissance moyen de PIB aux prix constants de la Côte d'Ivoire. Cette mise à l'épreuve se réalise comme suit:

PNB par habitant:

$$\begin{array}{rcc} \underline{\text{T. de crois. (1981-85)}} & - & \underline{\text{T. de crois. (1971-75)}} = \underline{\text{différence}} \\ -9\% & & 17\% & & -26\% \end{array}$$

PIB au prix constant:

$$\begin{array}{rcc} \underline{\text{T. de crois. (1980-85)}} & - & \underline{\text{T. de crois. (1970-75)}} = \underline{\text{différence}} \\ 2\% & & 8\% & & -6\% \end{array}$$

Etant donné cette différence négative dans les deux indicateurs, -26% en PNB par habitant et -6% en PIB au prix constant, il y a eu un ralentissement de la croissance économique de la Côte d'Ivoire pendant 1981-85 par rapport à la période pré-crise (1971-75). Ce résultat correspond tout à fait à notre prédiction conceptuelle selon laquelle il y a une baisse de la valeur de la

croissance économique de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise. Notre prédiction conceptuelle établie dans le chapitre 2 est donc confirmée. Il y a eu une baisse du taux de croissance économique en Côte d'Ivoire pendant la crise.

1.2 MISE A L'EPREUVE DE LA PREDICTION SUR L'EGALITE

1.2.1 Le choix des indicateurs

Il est vrai qu'"un examen des statistiques existantes de répartition des revenus permet de constater une grande rareté des informations"¹⁴⁰. Alors, d'après Chambas, "une approche praticable semble être de rechercher des indicateurs relatifs à certains aspects particuliers mais importants de la répartition des revenus: ainsi, l'écart relatif de revenu entre les différents secteurs est souvent cité comme facteur explicatif

¹⁴⁰. Chambas, Gérard (1989) "La répartition intersectorielle des revenus" dans Stratégies de développement comparées édité par Guillaumont, Economica, Paris, 1989, p.536

essentiel du degré d'inégalité relative dans les PVD"¹⁴¹.

Pour la mise à l'épreuve de la prédiction conceptuelle sur l'égalité, nous allons utiliser l'indicateur INAI construit par la recherche de Chambas sur la répartition intersectorielle des revenus¹⁴². D'après Chambas, l'indicateur INAI reflète l'inégalité entre le secteur agricole et le secteur industriel, ce qui permet d'évaluer "de manière spécifique la disparité entre l'agriculture et l'industrie: il est ainsi possible de mesurer directement la disparité entraînée par l'essor rapide d'une activité minière ou industrielle. De plus, l'indicateur INAI n'est pas biaisé par les méthodes d'évaluation du produit du secteur des services"¹⁴³. L'INAI de la Côte d'Ivoire pendant la période 1970-72 et la période 1979-81 tel que dans la recherche de Chambas nous permet de comparer la valeur de l'égalité entre les deux périodes et de préciser une prédiction opérationnelle sur le changement dans le degré d'égalité. Pour appuyer la validité du premier indicateur, nous en avons choisi un autre.

¹⁴¹. Ibid., p.534

¹⁴². voir Chambas (1989)

¹⁴³. Ibid., p.535

C'est le rapport entre le taux de croissance de la population urbaine et le taux de croissance de la population rurale. Cet indicateur est défini comme le pourcentage de la croissance des effectifs urbains et ruraux représentant le nombre total des personnes habitant dans les régions urbaines et rurales. En raison de la disponibilité de données, les chiffres utilisés pour cet indicateur viennent de deux sources différentes et sont toutes des estimations (les chiffres nécessaires pour comparer les deux périodes ne sont pas disponibles). Les données pour la période pré-crise sont tirées du livre Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire¹⁴⁴. Celles pour la période de crise sont fournies par le Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire¹⁴⁵. Malgré les chiffres dont on dispose sont toutes des estimations, la source des estimations est la même: le Ministère du Plan ivoirien. On peut ainsi espérer une certaine continuité entre les données. La validité de cet indicateur repose sur le fait que "les écarts de revenus nés de l'expansion du secteur moderne urbain contribuent

¹⁴⁴. Joshi, H. & Lubell, H., Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire BIT, Genève, p.104

¹⁴⁵. Plan quinquennal de développement économique social et culturel 1981-1985, Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, Abidjan, (1982), p.701

à stimuler des transferts excessifs de population urbaine"¹⁴⁶.

1.2.2 La précision de la valeur de prédiction

Comme la prédiction est formulée en termes d'une comparaison entre la valeur de la période pré-crise et celle de la période de crise, j'ai choisi, selon les données disponibles, la valeur du rapport entre les taux de croissance annuel moyen de la population urbaine et rurale des deux périodes (utilisant dernière année de la période étudiée par rapport à la dernière année de la période précédente).

¹⁴⁶. Legaillon, J. & Germidis, D. (1977) Inégalité des revenus et développement économique, PUF, Paris, p.195

taux de croissance de la pop. urbaine
 ----- / 5 ans = ratio des 2 taux
 taux de croissance de la pop. rurale

Période 1970-75

Période 1980-85

43.9
 ---- / 5 = 1.8
 4.8

45.4
 ---- / 5 = 1.8
 5.0

Avec l'indicateur INAI, la prédiction est formulée directement à partir des données tirées de Chambas pour la période 1971-72 et 1979-81¹⁴⁷.

Période 1970-72

Période 1979-81

40.7

42.4

En soustrayant de la valeur de la période pré-crise de celle de la période de crise, nous obtenons la différence.

1.2.3 La formulation d'une prédiction

¹⁴⁷. Chambas, G. (1989), p.542

Selon la prédiction conceptuelle obtenue dans le chapitre 2, la valeur pré-crise de l'égalité restera inchangée pendant la période de crise. Notre mesure selon la prédiction opérationnelle de la différence montre que la valeur de l'égalité pendant la période de crise n'a pas connu un changement important par rapport à celle de la période pré-crise. Comme Alschuler affirme que la valeur pré-crise de l'égalité est basse¹⁴⁸, ce que nous avons justifié dans le chapitre 2 de ce travail, la valeur de l'égalité de la Côte d'Ivoire pendant la période de crise reste aussi basse qu'elle l'était pendant 1971-75.

1.2.4 Le résultat de la mise à l'épreuve

La mise à l'épreuve de la prédiction opérationnelle est fondée sur la différence entre la valeur des périodes pré-crise et crise du rapport des taux de croissance de la population urbaine et rurale et du taux de INAI. Cette mise à l'épreuve se réalise comme suit:

Taux de croissance de la population urbaine et rurale:

¹⁴⁸. Alschuler, L. (1988), p.178

<u>Période 1980-85</u>	-	<u>Période 1970-75</u>	=	<u>Différence</u>
1.8		1.8		0

INAI:

<u>Période 1979-81</u>	-	<u>Période 1970-72</u>	=	<u>Différence</u>
42.4		40.7		1.7

Etant donné que la différence entre la valeur de l'inégalité intersectorielle des deux périodes en Côte d'Ivoire se compte un zéro comme taux de croissance de la population urbaine et rurale et 1.7 pour INAI, on en résulte une stabilité relative du niveau de l'égalité entre les deux périodes. La prédiction conceptuelle est ainsi confirmée, c'est à dire, l'égalité de la Côte d'Ivoire reste toujours à son bas niveau.

Nous voulons retourner au raisonnement d'Eckstein pour résumer l'importance de nos résultats dans ce chapitre. Il constate que l'étude de cas pourra contribuer à la mise à l'épreuve théorique. On construit une courbe d'abord selon un modèle théorique (voir notre modèle), et puis on prédit une valeur qui figure sur la courbe (notre prédiction opérationnelle). Si la valeur empirique obtenue coïncide avec la valeur prédite, le

modèle est appuyé¹⁴⁹

SECTION 2: LA COTE D'IVOIRE PENDANT LA PERIODE 1981-85

Le résultat de la mise à l'épreuve de nos prédictions indique une baisse de la valeur de la croissance économique et une stabilité de la valeur de l'égalité en Côte d'Ivoire pendant la période de crise (1981-85) par rapport à la période pré-crise (1971-75). Alors, dans l'ensemble, on peut dire que le rythme du développement de la Côte d'Ivoire s'est ralenti par la crise, dû aux stratégies peu viables et aux mesures d'ajustement peu efficaces pour faire face à la crise. Pour nous tracer les principaux facteurs expliquant le résultat de nos prédictions et pour nous aider à comprendre à quel point les politiques appliquées dans le pays pendant cette période jouent sur le développement, nous présenterons un survol de l'application des stratégies du développement en Côte d'Ivoire pendant la période

¹⁴⁹. voir Eckstein (1975), p.117

de crise. Cette discussion suit les concepts principaux de notre modèle, soit l'intervention de l'Etat, les FMN, la dépendance d'endettement, l'accumulation du capital et le développement.

2.1 APPLICATION DES DEUX STRATEGIES PENDANT 1981-85

La sévère crise économique que connaît la Côte d'Ivoire depuis 1980, dont la première manifestation a été la dégradation de la balance des paiements courants est présentée d'abord comme la conséquence de la détérioration de l'environnement international: les chocs externes (deuxième choc pétrolier, baisse des cours des matières premières), notamment de la baisse des termes de l'échange. Ensuite elle est l'effet d'un surinvestissement qui s'est réalisé au prix d'un recours croissant aux financements étrangers pendant la période précédente. Dans ce contexte de crise où s'ajoutent encore quelques facteurs internes tels que l'exode rurale, la croissance démographique rapide, le manque de l'épargne, etc., le plan 1981-85 est plutôt un plan correcteur qui marque un

assez net infléchissement des stratégies de développement ivoirien qui vise un recentrage sur les besoins intérieurs, ainsi qu'à la recherche de la promotion des structures économiques spécifiques du pays, telles qu'elles existent (petits et moyens entreprise et artisanat)¹⁵⁰. Quatre grandes orientations peuvent résumer l'essentiel du plan¹⁵¹:

- La modernisation de l'agriculture qui doit bénéficier de la priorité gouvernementale tant par les efforts de conception que les moyens de réalisation;
- La recherche de la dynamisation accrue des agents économiques qui doit conduire à un réexamen du rôle de l'Etat dans le processus de production économique;
- La promotion et la modernisation des activités artisanales et traditionnelles par des mesures incitatives de diffusion du savoir-faire, l'amélioration de l'approvisionnement en matières premières et en outillage, l'accès au crédit;
- La valorisation et l'utilisation des ressources humaines qui

¹⁵⁰. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.152

¹⁵¹. "Le plan quinquennal de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire (1981-1985)", Bulletin de l'Afrique noire, No.1162, (1982), p.5

doivent chercher à adapter la formation scolaire des ivoiriens à la structure économique du pays, l'aide à la paysannerie.

Le plan prévoit pour la première fois une croissance plus faible du secteur secondaire par rapport au secteur primaire¹⁵². Dans le projet de financement, l'agriculture occupe 14,5% du total des investissements publics (contre 1,6% pour l'industrie)¹⁵³. Les deux principales stratégies du développement restent les mêmes que celles appliquées durant les deux quinquennats précédents, c'est à dire l'AI et l'ISI. Pourtant, si l'on s'en tient au discours du président de l'Assemblée nationale ivoirienne, H.K. Bedie, on peut affirmer que la stratégie prioritaire est, pendant cette période 1981-85, l'agro-industrie, car d'après la déclaration de Bedie, l'accent sera mis sur:

la production des produits vivriers de manière à assurer une autosuffisance alimentaire et à stopper l'hémorragie de devises provoquée par nos importations alimentaires et la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles,

¹⁵². Ibid., p.150

¹⁵³. "Le plan quinquennal de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire (1981-1985)", Bulletin de l'Afrique noire, No.1162, (1982), p.14

industrielles, commerciales et de services qui sont les seules capables de donner une assise vraiment stable à notre économie nationale et de lui permettre de se développer harmonieusement¹⁵⁴.

En effet, le plan 1981-85 a retenu en gros les mêmes objectifs qu'il en avait pour les plans précédents, "il s'agit toujours de rechercher la croissance maximum de la valeur ajoutée nationale, l'amélioration de la compétitivité de l'industrie nationale, l'ivoirisation des capitaux et des emplois"¹⁵⁵. Pourtant, il faut noter que "l'amélioration de l'équilibre des comptes extérieurs consiste l'objectif commun de la plupart des politiques de ce plan"¹⁵⁶. Cette attention portée au renforcement des équilibres financiers exige évidemment quelques nouvelles orientations dans les objectifs. Il s'agit de: 1) renforcer l'AI en mettant l'accent sur la transformation des produits primaires locaux

¹⁵⁴. Biarnes, Pierre (sous la direction de), Année politique et économique africaine, Société africaine d'édition, Paris, p.88

¹⁵⁵. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.173

¹⁵⁶. Plan quinquennal de développement économique social et culturel 1981-85, Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, Abidjan, 1982, p.54

visant à satisfaire la demande nationale, en particulier dans la perspective de l'auto-suffisance alimentaire; 2) poursuivre l'ISI tout en insistant sur la promotion des PME et de l'artisanat qui s'adaptent mieux au marché intérieur et servent à la création d'emploi¹⁵⁷.

Dans ce plan, la stratégie du développement agricole offre une modernisation visant à assurer de meilleurs revenus et emplois agricoles et à freiner ainsi l'exode rural devenu déséquilibrant pour l'ensemble de l'économie¹⁵⁸. Plus particulièrement, elle est chargée de contribuer à l'équilibre des comptes extérieurs. A cette fin, le secteur de l'AI et de l'exportation devraient progresser en moyenne de 5,3% par an tout en s'efforçant de promouvoir des gains de productivité plus que des accroissements quantitatifs sur les produits de rentes, de diversifier la production et d'accroître la part transformée localement¹⁵⁹. Quant à la production, le plan insiste énormément sur la satisfaction

¹⁵⁷. Foirry & Requier-Desjardins 1986, p.173

¹⁵⁸. Ibid., p.150

¹⁵⁹. "Un plan de transition: le plan quinquennal (1981-85) de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, le 21 janvier 1983, p.10

des besoins alimentaires nationaux. Ainsi les cultures vivrières devront croître au même taux que les cultures d'exportation pendant 1981-85 (5.2%)¹⁶⁰. La croissance annuelle des industries de produits agro-alimentaires, ce qui indique l'objectif visé par l'AI devrait atteindre 11.8% pour 1981-85. Ce développement reposera essentiellement sur la montée en production de l'industrie sucrière, l'accroissement de capacité des unités de traitement de cacao, de production de caoutchouc et de première transformation du bois¹⁶¹. La transformation locale permettrait l'augmentation de la valeur ajoutée des produits, qui à son tour devait avoir comme effet la croissance du marché intérieur. Les politiques de soutien au paysannat visaient à protéger les devises consacrées à l'importation des produits alimentaires. Toute l'aide était accordée aux paysans pour faciliter une régénération des plantations de cacaoyers et de caféiers et l'augmentation de la production des produits d'exportation. Cette politique de régénérescence permettrait d'augmenter la production caféière à un surplus de 20.000 tonnes en 1985. Les

¹⁶⁰. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.150

¹⁶¹. "Un plan de transition: le plan quinquennal (1981-85) de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, le 21 janvier 1983, p.11

programmes agricoles portent sur des projets qui font voir le désir de l'Etat de diversifier sa production mais aussi de trouver des moyens de valoriser les produits en les transformant sur place. Des programmes de support en matière de recherche agronomique se sont attelés à la recherche sur les systèmes de production des produits comme le coton, les semences... Pourtant, il ne faut pas oublier que c'est en pleine crise que ces mesures sont prises. Que les prix des matières premières ont diminué après de fortes augmentations qu'ils avaient connue entre 1976-79. A tout ceci on ajoute encore le contexte de la concurrence étrangère. Le gouvernement ivoirien est donc contraint à apporter de l'aide massive à ses agriculteurs pour augmenter sa productivité par la régénération des plantations.

Quant à l'ISI, depuis longtemps à l'abri du protectionnisme trop favorable, elle "n'a fait pourtant aucune percée réelle à l'exportation et n'a connu aucune remontée de chaîne vers les biens intermédiaires ou les biens d'équipement"¹⁶². Alors dans la mesure où les recettes de l'exportation agricoles et l'endettement ne peuvent plus financer le déficit du solde

¹⁶². Duruflé, G. (1988), p.102

extérieur, et où la dépense publique ne peut plus soutenir la demande intérieure de produits manufacturés, on recherche un nouveau dynamisme industriel moins coûteux et qui fasse une plus large place aux nationaux. Ce recentrage sur les besoins intérieurs est lié à une modification de la politique en matière de structures industrielles qui se caractérise par un effort tout particulier pour promouvoir les PME et de l'artisanat, formes plus adaptées au marché national¹⁶³. Le plan prévoit un taux de couverture (production locale sur consommations intermédiaires et finales en produits industriels) de 58% en 1980 à 63% en 1985 avec les activités de l'ISI. Cet objectif devrait être atteint grâce à de multiples réalisations intéressant l'ensemble des branches industrielles, dont la plupart devrait être de dimension modeste¹⁶⁴.

Le code d'investissement et les politiques tarifaires et douanières n'ont pas connu de grand changement pendant cette période. Toutefois, on observe un certain nombre de politiques

¹⁶³. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.151

¹⁶⁴. "Un plan de transition: le plan quinquennal (1981-85) de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, le 21 janvier 1983, p.12

classées dans le plan quinquennal 1981-85 telles que l'aide à la formation au démarrage, le remboursement de la transformation de la valeur ajoutée pour les activités exportatrices (agro-industrie), la réduction des droits sur les équipements et biens intermédiaires non produits en Côte d'Ivoire, la suppression de l'exonération sur les biens intermédiaires importés, l'aide à l'exportation et à la création des salariés ivoiriens¹⁶⁵. Ce qui mérite d'être particulièrement souligné, c'est que pendant cette période une réforme du système d'incitation qui fait partie du Programme d'ajustement structurel(PAS) est imposée par la Banque mondiale. D'après cette dernière, le système en vigueur est marqué par une discrimination systématique favorisant les productions de substitution à l'importation à coût élevé, et défavorisant la diversification des exportations. En plus, l'incitation effective en faveur de la fabrication de produits finis est supérieure à celle qui existe pour la production de biens intermédiaires¹⁶⁶. La réforme imposée par la Banque mondiale "vise à modifier le système d'incitations de façon à restaurer

¹⁶⁵. Plan quinquennal de développement économique social et culturel 1981-85, Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, Abidjan, (1982), p.160

¹⁶⁶. Clère, J., "Nouvelle politique industrielle de la Côte d'Ivoire", Marché tropicaux, No.2036, (1984), p.2792

la compétitivité des entreprises et à favoriser l'intégration du tissu industriel. L'objectif principal est d'harmoniser les taux de protection effective par branche au niveau de 40%"¹⁶⁷. Les principales mesures ont été décidées entre juin 1984 et mars 1985. Le nouveau code des investissements est entré en application en novembre 1984¹⁶⁸. Les mesures de la réforme du code se traduisent par "la suppression de l'exonération de droits sur les importations de matières premières, l'allongement des exonérations d'impôt, la mise en place d'une aide à la valeur ajoutée calculée sur la masse salariale versée au personnel ivoirien. Enfin, le nouveau code s'ouvre aux PME"¹⁶⁹. Le nouveau tarif douanier et le système de surtaxes est mis en application en mars 1985. Ces modifications amènent une augmentation d'environ 10% de protection sur les produits semi-finis et remplacent les contingentements par une surtaxe. La prime à l'exportation qui a vu son application en janvier 1986 devait être une prime à la valeur ajoutée dans l'intention de donner également aux entreprises exportatrices une protection effective

¹⁶⁷. Duruflé, G. (1988), p.125

¹⁶⁸. Ibid., p.125

¹⁶⁹. Ibid., p.128

de l'ordre de 40%¹⁷⁰. Cette réforme peut éventuellement contribuer à une baisse forte des importations de produits industriels et à l'implantation ainsi qu'au développement en Côte d'Ivoire de grands groupes (surtout les grandes sociétés multinationales) tournés vers l'exportation, dans le domaine de l'agro-alimentaire en particulier.

2.2 DISCUSSION DES RESULTATS

Etant donné que le rétablissement des équilibres financiers est l'objectif principal du plan, le résultat que l'on enregistre paraît assez satisfaisant. Le balance de paiements en solde global a connu en 1985 un excédent de 113,9 milliards de FCFA¹⁷¹. Le solde commercial en 1985 est de 545,1 milliards FCFA contre 36,0 en 1981. Le taux de couverture des importations par les exportations atteint 179,8% en 1984 et 170,5% en 1985¹⁷².

¹⁷⁰. Ibid., p.117, 126, 127

¹⁷¹. Etudes et conjoncture, Ministère de l'Economie et des Finances, No.18, (1986), p.52

Pourtant, ce sont toujours les produits primaires qui contribuent le plus à ce résultat. Ils représentent 55% de l'exportation totale en 1983, et 61% en 1985, tandis que la part des produits transformés a vu une baisse de 20% à 18%¹⁷³. Par ailleurs, la part des biens d'équipement, de matières premières et de produits semi-finis dans l'importation n'a pas cessé de croître pendant toute la période¹⁷⁴. Cette coexistence de PE, AI et ISI illustre que les difficultés dans la transition des stratégies existent toujours.

Quant à l'objectif du recentrage au marché national, "le taux de satisfaction des besoins intérieurs passe de 50% à 57% sur la période"¹⁷⁵. Bien qu'il n'ait pas dépassé le taux prévu (7.2%) à cause du marché intérieur défavorable, cette croissance est déjà assez élevée pour être conçue comme un succès. Quant à la valeur ajoutée industrielle, on a quelques chiffres qui montrent une

¹⁷². Ibid., p.42

¹⁷³. Ibid., p.43-44

¹⁷⁴. Ibid., p.49

¹⁷⁵. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.151

tendance croissante (81/80, -2,7%; 82/81, +24,4%)¹⁷⁶. Plus précisément, elle passe de 449,1 millions FCFA (23.2% du PIB) en 1980 à 741,8 (24.9% du PIB) en 1985¹⁷⁷.

Quant aux PME, "on enregistre depuis le début de la crise, de nombreux sinistres de PME montées dans les années fastes, dans des conditions hasardeuses, sans base professionnelle réelle"¹⁷⁸. Malgré tout, on assiste à l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs ivoiriens qui sont principalement dans les domaines de la distribution, de l'installation, du maintien des services aux entreprises ou des services liés à l'import-export¹⁷⁹.

L'exode rural n'est pas efficacement arrêté. Ceci implique une inégalité continuelle entre le secteur urbain et celui rural. "De 1980 à 1985, la population urbaine d'âge actif s'est accrue

¹⁷⁶. "L'industrie de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, No 2095, (1985), p.7

¹⁷⁷. Ibid., p.115

¹⁷⁸. Duruflé, G. (1988), p.132

¹⁷⁹. Ibid., p.132

à un taux moyen annuel de 6.3%¹⁸⁰. Quant à l'emploi, selon les sources du Ministère du Travail, l'effectif global, tous secteurs confondus, est passé de 325,623 en 1980 à 270,000 en 1984¹⁸¹. Dans le secteur moderne, le recul d'emplois entre 1979 et 1984 atteint 31% du nombre total d'emploi. En fait, les fermetures d'entreprises ont abouti à la suppression de 67,511 emplois. De plus, 35,098 emplois ont été supprimés par les entreprises ayant survécu la crise, tandis que les nouvelles entreprises, contraintes par leur taille, n'ont créé que 25,853 emplois¹⁸². Le progrès dans l'ivoirisation du capital se manifeste par l'évolution du contrôle ivoirien des capitaux sociaux entre 1983 et 85 (de 61.8% à 66.3%)¹⁸³. Cependant, l'ivoirisation de l'emploi n'a fait pendant cette période aucun pas en avant¹⁸⁴.

On va maintenant examiner les résultats à partir des deux

¹⁸⁰. Etudes et conjoncture, Ministère de l'Economie et des Finances, No.18, (1986), p.33

¹⁸¹. Ibid., p.68

¹⁸². Levy & Newman (1990), p.8

¹⁸³. "L'industrie de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, No.2095, (1985), p.177

¹⁸⁴. Etudes et conjoncture, Ministère de l'Economie et des Finances, No.18, (1986)

composantes du développement, c'est à dire, la croissance économique et l'égalité.

Après les dures années de crise, l'année 1985 semble avoir été celle de l'amorce d'une reprise économique réelle. Elle "s'est traduite par une amélioration des résultats financiers du pays dès 1984. Après deux années consécutives de baisse du PIB, la Côte d'Ivoire a connu en 1985 une croissance de 4.9%, soit, pour la première fois depuis 1981, une croissance significative du produit intérieur par tête"¹⁸⁵. L'équilibre financier s'est établi grâce à un excédent très remarquable du commerce (545.1 milliards FCFA en 1985)¹⁸⁶. Le retour à des niveaux normaux de la production agricole (une croissance de 8.2% du secteur primaire) après la sécheresse en 1983 et le repli de la demande intérieure rendue nécessaire par la politique d'austérité, ont sans doute largement contribué à cette amélioration¹⁸⁷. La balance de paiements a connu pour la première fois depuis 1979 un excédent de 152,4 milliards FCFA¹⁸⁸. La consommation des ménages, favorisée

¹⁸⁵. Ibid., p.16

¹⁸⁶. Ibid., p.42

¹⁸⁷. Ibid., p.16

¹⁸⁸. Ibid., p.53

par l'augmentation des revenus issus de l'exportation des produits agricoles a connu une reprise de 5%¹⁸⁹. Ceci soutient énormément la production industrielle qui connaît une hausse de 17.8% en 84/85. La production de l'industrie agro-alimentaire a tiré l'indice général vers la hausse. Les activités de l'industrie agro-alimentaire ont augmenté de 27.8% en 1985 par rapport à 1984¹⁹⁰. Cependant, il semble important de nuancer cette réussite en spécifiant qu'elle l'a été pour certaines années alors que pendant d'autres années le pays a traversé des périodes difficiles. Pendant la période de 1980-83, les résultats ne se sont pas conformés aux objectifs à cause d'une chute des prix des produits d'exportations d'une part et de la sécheresse d'autre part. Dès 1984 une période favorable s'ouvre avec le relèvement des prix du cacao et du café, ce qui explique une croissance dans les exportations accompagnée d'une réduction du déficit courant à 6% du PIB. Ces résultats globalement satisfaisants en cette période de crise sont décevants si l'on les compare à ceux de la période pré-crise, du moins en termes de croissance économique. Le taux de croissance du PNB par

¹⁸⁹. Ibid., p.17

¹⁹⁰. Ibid., p.30

habitant chute de 85% en 1971-75 à -46% en 1981-85 et de 46% à 9% en PIB. On peut parler ici d'une baisse dramatique du taux de croissance du PNB et du PIB pendant la crise.

Quant à l'égalité, elle demeure toujours à un bas niveau. Selon le rapports de la Banque mondiale, "les niveaux de vie sont nettement plus élevés dans les zones urbaines, particulièrement à Abidjan, que dans les zones rurales"¹⁹¹. En 1985, la dépense moyenne de la population urbaine par an est 5,232,500 FCFA contre 2,199,000 pour la population rurale¹⁹². A part cette inégalité sectorielle, le bas niveau de l'égalité est aussi confirmé par le fait que "en 1985, les 40% de la population représentant les couches les plus pauvres absorbent 14 à 15% de la consommation totale, alors que les catégories les plus riches (20%) en absorbent 49-51%"¹⁹³. Pourtant, bien que ce vieux problème que connaît la Côte d'Ivoire ne s'est pas amélioré pendant cette période, il n'a pas non plus eu de dégradation évidente. En fait, il est maintenu presque au même niveau dans la période

¹⁹¹. Glewwe P. (1988) La répartition des niveaux de vie en Côte d'Ivoire en 1985, BIRD, Washington, p.79

¹⁹². Ibid., p.39

¹⁹³. Ibid., p.11

pré-crise, ce qui est déjà confirmé par la mise à l'épreuve de notre prédiction.

Si les résultats que l'on observe en Côte d'Ivoire à la fin de la période se caractérisent par une amélioration sensible de la situation économique, il ne faut pourtant pas oublier qu'en 1981, le gouvernement ivoirien a fait appel aux prêts du FMI et de la Banque mondiale. Comme conséquence, une politique d'austérité qui vise à réduire les dépenses publiques (matériel, personnel, investissements) est imposée au pays par ces derniers. On observe des effets négatifs sur l'évolution de l'emploi¹⁹⁴. Comme "les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement ont contribué à aggraver la recession entre 1981 et 1984", un grand nombre des entreprises ont donc déclaré la fermeture ou la compression des effectifs. Ainsi, "le secteur moderne, qui rassemblait 248.350 travailleurs en 1979, a vu ses effectifs baisser de 31% en 1984"¹⁹⁵. L'Etat prétend soulager ce problème par la création des PME. Or, quoique "durant 1979-84, 2,037 entreprises aient été formées, seuls 25,853 emplois

¹⁹⁴. Etudes et conjoncture, Ministère de l'Economie et des Finances, No.18, (1986), p.68

¹⁹⁵. Ibid., p.8

nouveaux, soit à peine 15% du nombre total d'emplois, ont été créés"¹⁹⁶. Ceci est largement dû à une trop petite taille des nouvelles entreprises dont l'effectif n'est en moyenne que de 13 salariés. Dans cette circonstance, le nombre d'emplois créés par ces PME est nettement inférieur aux emplois supprimés pendant la récession¹⁹⁷. Une autre contradiction se trouve entre l'objectif de l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la discrimination systématique du système d'incitation qui donne trop de protection à la production de substitution à l'importation à coût élevé, tout en encourageant la fabrication de produits finis au détriment du développement de la production de biens intermédiaires. Ceci a eu pour conséquence d'empêcher l'intégration du tissu industriel et de diminuer la compétitivité des produits avec les coûts de production élevés.

Pendant cette période, on voit une place croissante prise par quelques grandes entreprises multinationales. Unilever et Nestlé ont été en expansion et on observe l'implantation de quelques

¹⁹⁶. Ibid., p.30

¹⁹⁷. Ibid., p.30, 8

autres grandes sociétés dans le secteur agro-alimentaire¹⁹⁸. Quoique les FMN jouent un rôle positif sur le démarrage de l'industrie et la qualité des infrastructures, elles contribuent par contre au choix de normes sophistiquées de production, de consommation, d'infrastructure qui est hors de la potentialité économique du pays. Pourtant, la dépendance culturelle pousse le gouvernement à inciter l'investissement direct étranger. Malgré la performance que le pays a connue en 1984-85, la contrainte de la dette extérieure pèse encore lourd, la part du financement extérieur représente encore 42,9% en 1985, la dette extérieure globale de la Côte d'Ivoire à la fin de 1984 compte 3,064,900 FCFA contre 1,265,100 à la fin de 1980¹⁹⁹. Les FMN contribuent aussi à la mise en place d'un secteur industriel moderne dont la structure des coûts nécessite une très forte protection et trouve ainsi sa limite en même temps qu'il pénalise les autres secteurs de l'économie. En plus, leur présence rend très difficile l'émergence d'un secteur moderne ivoirien dynamique. L'autonomie agro-industrielle demeure limitée car "les échanges internationaux de produits agro-alimentaires sont dominés par

¹⁹⁸. Duruflé 1988, p.133

¹⁹⁹. Tableau de l'économie ivoirienne en 1984-85, "Bulletin de l'Afrique noire" No.1306, (1986), p.5

quelques grandes firmes multinationales, et aucune entreprise locale n'est en mesure de leur faire concurrence"²⁰⁰.

L'intervention de l'Etat dans cette période possède un caractère nouveau. Souhaitant se dégager financièrement, il diminuera ses prises de participation dans l'industrie, en s'efforçant par contre de promouvoir les PME et les activités artisanales et traditionnelles. Il cherche plus à dynamiser les structures existantes qu'à mettre en place des structures considérées comme modernes²⁰¹. Quoique l'efficacité de ces politiques à l'égard du développement reste peu convaincante, on peut toutefois observer une baisse du degré de l'intensité du capital qui devait réduire la dépense de devises. Ceci contribuera probablement à améliorer l'équilibre commercial et à stabiliser la dépendance d'endettement. A part cela, la priorité d'investissement accordée à l'agriculture par l'Etat, sert sans doute à expliquer le maintien du niveau de l'égalité sectorielle pendant la crise.

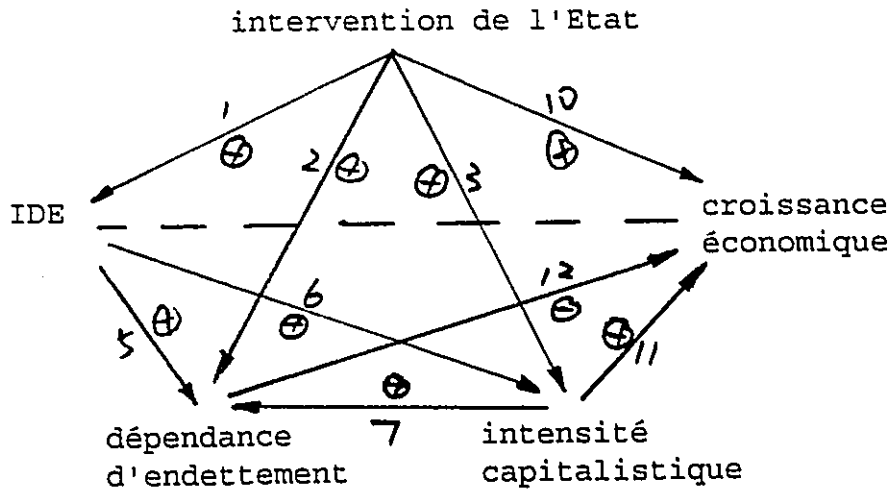
²⁰⁰. Duruflé 1988, p.133

²⁰¹. Foirry & Requier-Desjardins (1986), p.164, 174

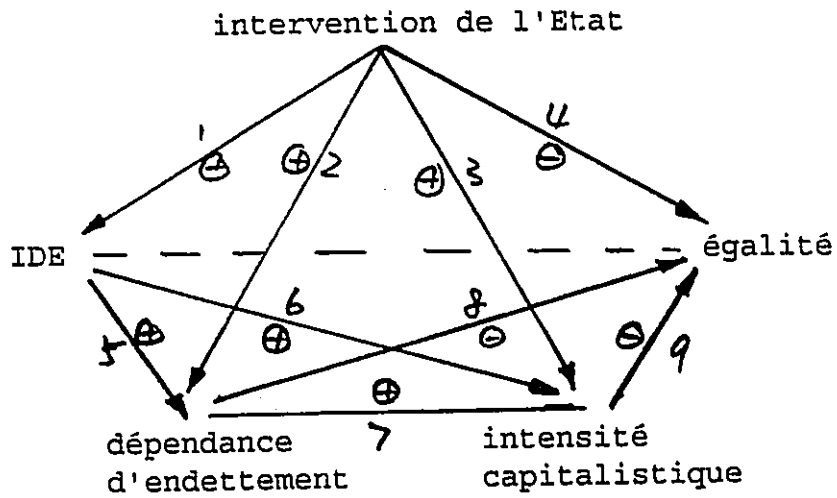
SECTION 3: MODIFICATION DU MODELE CAUSAL

Les arguments offerts pour justifier les propositions causales dans le chapitre 1, confrontées par les conditions pendant la période 1981-85, restent valables. Pour cette raison il n'est pas nécessaire de modifier les propositions en question. Les deux stratégies prioritaires du développement (ISI, AI) et les principales politiques économiques appliquées pendant la période 1981-85 n'ont pas eu de grand changement par rapport aux deux périodes précédentes. Alors, même si le degré d'intensité capitalistique aurait diminué à cause de la compression financière et d'une attention plus accentuée à la promotion des PME et de l'artisanat, cette diminution de degré n'exige pas que l'on change la direction du lien causal de cette proposition. On rappelle au lecteur ci-dessous les modèles qui demeurent inchangés.

Croissance économique



Egalité



C H A P I T R E 4

**EVALUATION DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT
STRUCTURELS ET LA COTE D'IVOIRE PENDANT 1981-88**

SECTION 1: PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

1.1 ORIGINE ET CONTENU

1.1.1 Origine:

Il est vrai que la croissance économique peut se produire dans différents contextes, parfois même en dépit d'une mauvaise gestion de l'économie. Pourtant, selon B. Nowzad, une croissance durable ne peut être maintenue qu'à condition que le gouvernement puisse assurer une balance de paiements positive de son pays²⁰². L'argument servant à appuyer cette idée est basé sur le fait que le développement économique devient aujourd'hui de plus en plus lié à l'économie mondiale. Le processus de l'industrialisation des pays en développement demande d'énormes importations, par exemple, de matières premières, que ces pays

²⁰². Nowzad, B. L'action du FMI en faveur du développement, IMF, Washington, D.C., p.2, p.3

n'ont pas pu trouver sur place, ainsi que l'équipement, les pièces détachées et les hautes technologies qui vont accroître et préserver leur capacité de production intérieure. En plus, les biens de consommation (par exemple les produits alimentaires) et les ressources énergétiques destinés à couvrir les besoins essentiels de la population sont importés. Pour pouvoir payer ses importations, un pays doit être capable de gagner des devises par ses exportations. Tant qu'un pays peut couvrir ses besoins d'importation avec ses recettes d'exportation et d'éventuelles entrées de capitaux, il peut s'assurer une position tenable sur le plan des paiements extérieurs, sinon, l'Etat aura du mal à payer ses importations et à s'acquitter des services de la dette, ce qui entraînera une perturbation au développement du pays²⁰³.

A la suite des bouleversements économiques des années 70, de nombreux pays se sont trouvés confrontés pendant les années 80 à de graves difficultés dues à la fois à des chocs extérieurs sur lesquels ils n'avaient pas de prise - le renchérissement de l'énergie et la forte hausse des taux d'intérêt internationaux

²⁰³. Ibid., p.3

-et au caractère inapproprié de leur propre politique²⁰⁴. Le développement économique des PVD dépend beaucoup des devises obtenues par l'exportation de ses produits surtout primaires, tandis que la crise mondiale de la fin des années 70 a détérioré la balance de paiements avec la baisse des termes de l'échange. La recherche du FMI nous montre que depuis 1980,

the countries of Sub-Saharan Africa have suffered severe losses of export earnings as a result of depressed international commodity markets and adverse terms of trade. Their dependence on these markets was starkly revealed by the fact that between 1980 and 1986, trade earnings fell by 20 per cent. The results were enormous external payments deficits and economic dislocations, including a drop in per capita income of up to 25 per cent for many low-income African countries, and comparable losses in government revenues, investment, and consumption. Severe foreign exchange constraints adversely affected both the use of productive capacity and the ability of African countries to service external debt²⁰⁵.

²⁰⁴. Ibid., p.10

²⁰⁵. IMF, Should the IMF Withdraw from Africa? "Policy Focus", ODC, Washington, No.1, 1987, p.2

Ces difficultés avaient leur origine dans la série sans précédent de chocs extérieurs provoqués par les crises du pétrole de 1973 et de 1979, ainsi que dans l'inadaptation des politiques poursuivies au cours de cette période: 1) politiques d'expansion monétaire et d'investissements publics alimentées par des niveaux d'emprunt étranger bien supérieurs aux facultés de service de la dette de la plupart des pays, 2) politiques du commerce, y compris les incitations génératrices de distorsions aux dépens de la production de biens échangeables en général. D'autres problèmes fondamentaux tels que la sécheresse, la pénurie de l'alimentation, la croissance rapide de la population, l'inefficacité de la gestion des investissements et les programmes fiscaux, se conjuguent comme l'origine d'une dépendance croissante aux capitaux étrangers de ces pays. Les PVD se trouvaient confrontés à un double défi, celui d'appliquer de difficiles politiques de stabilisation en vue de rétablir les déséquilibres internes et externes à court et à moyen terme tout en poursuivant, par ailleurs, des politiques visant à encourager la réaffectation des ressources en faveur de la production de biens exportables afin de jeter les bases d'une croissance équilibrée et durable à long terme. Pour relever ce défi, un

nombre croissant de gouvernements des PVD ont engagé durant les années 80 un processus d'ajustement structurel. Tout en convenant qu'il faut remettre l'effort de développement sur la bonne voie, les dirigeants de ces pays reconnaissent que des transformations encore plus radicales s'imposent pour modifier l'orientation et la structure fondamentale du système économique²⁰⁶. C'est dans ce contexte que le FMI et la Banque mondiale ont lancé le Programme d'Ajustement Structurel pour aider les pays en question à créer des conditions propices à la stabilité économique interne et externe, à exploiter le mieux possible les ressources dont ils disposent et à contribuer ainsi à un développement économique durable.

Le PAS cherche avant tout à rendre plus profitable la production de biens échangeables au détriment des autres non échangeables. Il propose une politique de réduction de la demande, en particulier par l'application d'une politique d'austérité. Au moyen d'une politique monétaire et des finances publiques le PAS cherche à aligner la demande globale avec l'offre globale. En plus le PAS utilise une politique d'accroissement de l'offre,

²⁰⁶. Ibid., p.10

notamment par la mise en place d'une politique d'échange, du commerce et des prix destinées à rééquilibrer le système des incitations en faveur de la production de biens échangeables. Ce programme prévoit également d'améliorer l'efficacité du secteur public dans l'utilisation des ressources courantes ainsi que dans la planification et la programmation des investissements publics²⁰⁷.

1.1.2 Contenu:

En tant qu'organisme dont le rôle principal est de surveiller la balance de paiements des pays-membres, le FMI agit "en faveur de la stabilité et d'un système de commerce et de paiements international ouvert tout en veillant au respect du code de conduite qui doit régir les opérations monétaires des pays membres avec l'étranger. En outre, il apporte une aide financière temporaire aux pays membres qui se heurtent à des

²⁰⁷. Grootaert, C. & Kanbur, R., Analyse opérationnelle de la pauvreté et des dimensions sociales de l'ajustement structurel - Méthodologie et proposition d'application au cas de la Côte d'Ivoire, 1985-88, Banque mondiale, Washington, p.5

difficultés de paiements extérieurs"²⁰⁸. Le FMI vient en aide à ses pays membres de plusieurs façons. Il encourage les pays qui ont des problèmes monétaires à adopter et à pratiquer des politiques conduisant à la stabilité des prix et à la viabilité de la balance de paiements, tout en stimulant l'épargne et l'investissement et en orientant les ressources vers les utilisations les plus productives. En un mot, il recommande vivement aux pays membres de vivre "à la mesure de leurs moyens"²⁰⁹. Les programmes de stabilisation du FMI pour les pays en question va de pair avec les plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale. L'objectif principal des programmes est de "rétablir dans un délai raisonnable une balance de paiements viable"²¹⁰. Les mesures se composent comme suit:

- Réforme du système fiscal, compression et réorientation des dépenses publiques de façon à accroître l'épargne et à

²⁰⁸. Nowzad, p.1

²⁰⁹. Ibid., p.4

²¹⁰. Jarret, M-F. & Mahieu, F.R., "Ajustement structurel, croissance et répartition: l'exemple de la Côte d'Ivoire", Revue Tiers Monde, t.XXXII, No.125, Janvier-mars 1991

encourager l'investissement afin de mieux équilibrer le budget de l'Etat;

- Renforcement ou création d'institutions pouvant assurer la continuité et la permanence des réformes économiques et faciliter le passage à des structures plus ouvertes sur l'extérieur;
- Libéralisation de l'économie;
- Privatisation des entreprises d'Etat fonctionnant à perte²¹¹.

Le FMI vient en aide à de nombreux pays qui se sont lancés dans de grandes réformes de ce genre. En fait, "la stabilisation est un préalable au rétablissement des conditions de la croissance et donc au processus d'ajustement structurel²¹². Les plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale sont beaucoup plus diffus que les programmes de stabilisation du FMI. L'objectif des plans est 1) de veiller à la rentabilité micro-économique des investissements; 2) d'allouer efficacement les ressources; 3) de rééquilibrer les structures socio-économiques (ville/campagne, productif/non productif, échangeable/non

²¹¹. Nowzad, p.11

²¹². Jarret & Mahieu, p.40

échangeable)²¹³; 4) de développer des politiques sectorielles.

Quoique les mesures des PAS puissent varier d'un pays à l'autre, ils contiennent en général "restraints on domestic credit and money supply; reductions in government deficits, in particular through cuts in subsidies and wages; and the adjustment of interest and exchange rates"²¹⁴. D'après M. Chossodovsky²¹⁵, l'ajustement structurel consiste constamment en deux phases différentes: stabilisation macro-économique à court-terme (dévaluation de monnaie, libéralisation des prix et l'austérité fiscale) suivie de réformes structurelles fondamentales.

²¹³. La distinction échangeable/non-échangeable est au centre de l'analyse du Fonds et de la Banque. Le secteur des échangeables (importables ou exportables), dont le prix est déterminé par le marché mondial, les importations et les biens intérieurs étant supposés parfaitement substituables; le secteur des non-échangeables dont le prix est déterminé sur le marché intérieur par l'offre et la demande.

Jarret & Mahieu, p.42

²¹⁴. IMF, "Policy Focus", 1987, p.3

²¹⁵. Chossodovsky, M., "Global Poverty and New World Economic", Economic and Political Weekly, Vol.XXVI, No.44, November 2, 1991, p.2529

Les politiques pour la première phase sont:

- 1) Devaluation and unification of the exchange rate and the elimination of exchange controls and multiple exchange rates.
- 2) Curtailment of government expenditure in view of alleviating the budget deficit including the dismissal of public employees and drastic cuts in social sector programmes.
- 3) Market liberalisation within the national economy implying inter alia the elimination of subsidies and/or price controls.
- 4) Compression of real earnings through the deindexation of wages are as much as 40 times lower than in the advanced capitalist countries, domestic commodity prices are pushed up to (and in some cases above) their world market level.

Cette première phase se poursuit par des réformes structurelles qui sont appuyées dans la plupart des cas par des prêts de la Banque mondiale. Les réformes se réalisent par:

- 1) Liberalisation of trade and the elimination of protective tariff barriers to make domestic industry more competitive.
- 2) Liberalisation of the banking system and the privatisation of state development banks in agriculture and industry.
- 3) Privatisation of agricultural land through the issuing of land titles to farmers.
- 4) The streamlining of the state sector in view of eliminating unproductive expenditures, the introduction of cost recovery schemes in state programmes and the reorganisation of state enterprises.
- 5) The privatisation of state enterprises, including commercial, financial and industrial enterprises.
- 6) The privatisation of social programmes including health and education based on principles of cost recovery and the withdrawal of the state from social sector programmes.
- 7) Tax reform invariably including the introduction of a value added or sales tax and changes in the

- structure of direct tax burden for the middle income groups.
- 8) The development of poverty alleviation schemes. A social development fund is created to deal with the so-called social consequences of structural adjustment.

SECTION 2: APPLICATION DES PAS EN COTE D'IVOIRE

2.1. TROIS "PAS" EN COTE D'IVOIRE

Depuis la fin des années 70, le "miracle ivoirien" s'éteint par des difficultés structurelles qui sont directement attribuées à un cycle expansion-régression des prix des principaux produits primaires d'exportation du pays, le café et le cacao. Comme mentionné dans les chapitres précédents, les prix mondiaux de ces produits sont montés en flèche entre 1975-77, contribuant à un excédent considérable, jusqu'à presque 10% du PIB. Dans ce contexte, un programme d'investissement public massif (25% de PIB) dont 40% est financé par l'emprunt extérieur a été lancé en Côte d'Ivoire²¹⁶. Ce gigantesque programme d'investissement a

²¹⁶. Kanbur, Ravi La pauvreté et les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Côte d'Ivoire, Banque mondiale, Washington, D.C., 1990, p.11

amené au pays une croissance économique à court terme. Pourtant, l'effondrement des prix du café et du cacao à la fin des années 70 a provoqué de sévères problèmes financiers devant l'énorme dette extérieure. Selon une étude citant la Banque mondiale, la dette extérieure augmenta de 388 millions de dollars en 1969, à 1,5 milliards en 1975 et à 4,2 milliards en 1978. La même source précise que le service de la dette passe de 4,9% des exportations en 1969, à 7,9% en 1972, 8,8% en 1975, 10,4% en 1977, 14% en 1978 et 25% en 1980²¹⁷. Une telle situation nécessite inévitablement des mesures de stabilisation financière. Les autorités ivoiriennes ont adopté un programme de redressement économique et financier, soit le Programme d'Ajustement Structurel, installé dans le pays depuis 1981 par le FMI et la Banque mondiale.

Le PAS implique la coordination des programmes de stabilisation du FMI et des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale. Les programmes de stabilisation sont en fait un préalable au processus d'ajustement structurel. Ils tentent de rétablir dans un délai raisonnable une balance de paiements

²¹⁷. Baulin, 1982, p.167

viable. Ils comportent principalement des mesures budgétaires et monétaires. Les plans d'ajustement structurel s'attaquent quant à eux, dans l'optique de développement, aux choix de production, de distribution et d'échange²¹⁸.

Le PAS appliqué durant les années 80 en Côte d'Ivoire est appuyé et concrétisé par les trois prêts de la Banque en 1981, 1983 et 1986. Nous allons avant tout examiner l'application du PAS en Côte d'Ivoire sur la base de déclarations politiques rédigées par le gouvernement ivoirien à l'occasion de chaque prêt. Compte tenu des objectifs de l'analyse envisagée, nous examinerons par la suite l'impact du PAS sur la croissance et l'égalité du pays tout en essayant d'extraire du programme les éléments susceptibles d'avoir des incidences importantes sur ces deux facteurs. A la lumière de la recherche de Kanbur²¹⁹, on va

²¹⁸. Jarret & Mahieu, 1991, p.39

²¹⁹. Jusqu'à date, les recherches de Kanbur sont, à notre connaissance, parmi les rares à toucher les 3 PAS de la Côte d'Ivoire d'une façon aussi systématique et substantielle. A la contrainte de la bibliographie en la matière et au respect des faits en terme de politiques ainsi que de mesures d'ajustement structurel, toute la section 2.1. sera ensoleillée par la recherche de Kanbur. Nous voulons indiquer que même si le modèle utilisé par Kanbur pour ses recherches est très différent de celui utilisé dans la présente recherche, les informations et

retracer l'historique du PAS de 1981-86 et mettre en relief les principaux moyens d'intervention utilisés dans le cadre du programme.

2.1.1. PAS de 1981:

Dans le context économique des années 78-80, la Côte d'Ivoire adresse finalement une demande conjointe au FMI et à la Banque mondiale qui mène à la mise en oeuvre d'un premier programme de stabilisation accompagné d'un accord élargi avec le FMI en mars 1981 (115 millions de DTS) et d'un prêt d'ajustement structurel avec la Banque mondiale en décembre 1981 (150 millions de dollars)²²⁰. La déclaration de politique économique pour le PAS de 1981 comportait trois grandes composantes: "a) politique d'investissement public; b) incitations et réforme agricole; c) série d'études visant à préparer le terrain pour des réformes de portée plus vaste dans les domaines du secteur parapublic, de l'industrie et de la restructuration des dépenses publiques"²²¹.

les analyses sur les trois "PAS" restent valables et révélatrices pour tous les autres chercheurs.

²²⁰. Foirry, p.76

²²¹. Kanbur, 1990, p.11

L'objectif est de "réduire de moitié le déficit du secteur public et celui de la balance courante tout en stabilisant le service de la dette à un niveau inférieur à 30% des exportations de biens et de services, pour parvenir à un équilibre de la balance globale de paiements"²²² et à contrôler ainsi la dépendance d'endettement.

La politique d'investissement public se présente par a) la mise en place de réformes traitant de la préparation et de la coordination de l'investissement, et les critères de sélection des projets et des programmes; b) l'annonce d'une forte réduction du niveau de l'investissement public, de 25% du PIB en 1978 à 16,5% en 1981²²³. La politique montre toute l'importance accordée à la stabilisation en créant une contraction brutale de la demande.

Quant à la politique agricole, la déclaration vise la promotion

²²². Foirry, "Mois en Afrique", 1986, p.77

²²³. Grootaert, C & Kanbur R Analyse opérationnelle de la pauvreté et des dimensions sociales de l'ajustement structurel - méthodologie et proposition d'application au cas de la Côte d'Ivoire, 1985-88, Banque mondiale, Washington, 1990, p.7

des exportations de cultures de rente, la production alimentaire et les revenus des agriculteurs. Plus précisément, elle tend essentiellement à limiter la croissance des importations alimentaires et à encourager les exportations de produits agricoles tout en élevant les revenus des agriculteurs, particulièrement dans la Savane. La déclaration fait ainsi apparaître une intention de redistribution en faveur de l'agriculture. Dans ses détails, la politique annoncée révèle plusieurs voies par lesquelles les pauvres pourraient être touchés²²⁴. La politique d'investissement envisage l'expansion de la production de café et de cacao, la réorganisation de la production de palme, de noix de coco et de caoutchouc, la promotion des plantations villageoises, et le maintien de l'expansion de la production cotonnière. La Déclaration relève que le coton est destiné à devenir la principale culture commerciale dans la Savane, soulignant une nouvelle fois l'attention portée à cette région par les pouvoirs publics. Au sujet de la politique des prix, le PAS annonce des études sur les prix et les subventions. Comme l'indique l'étude de Kanbur, l'exposé des intentions produit par produit ne détaille aucune

²²⁴. Ibid., p.7

mesure précise pour le coton. Les prix du café et du cacao restent inchangés pour la campagne 1981, mais des hausses de prix sont prévues pour l'avenir. Une hausse de 50% du prix des palmistes et une augmentation des prix du coprah sont annoncées également. L'indication la plus précise au sujet des prix concerne le riz, avec l'annonce de l'intention d'abaisser le prix à l'exploitation de 65 à 50 francs CFA le kilo de riz paddy et de porter le prix au détail de 100 à 110 francs CFA le kilo²²⁵.

A propos de l'industrie, la Déclaration annonce l'intention d'entreprendre une étude qui proposera des mesures de développement des exportations de biens manufacturés, avec priorité à la transformation des produits agricoles. Ces mesures coïncident à la stratégie AI choisie par le gouvernement ivoirien comme une des deux stratégies prioritaire de développement pour la période de 1981-85.

Au niveau social, on remarque que la Déclaration de 1981 consacre une section particulière au secteur de l'enseignement. Elle note que la réduction budgétaire appelle un réexamen de la

²²⁵. Kanbur, 1990, p.12

structure du budget et l'adoption de mesures qui ne sacrifient pas la qualité.

2.1.2. PAS de 1983:

La situation en 1983 est globalement défavorable, donc le gouvernement ivoirien a eu recours à un deuxième PAS bénéficiant d'un accord de confirmation d'un an avec le FMI (82 millions de DTS) et d'un second prêt d'ajustement structurel avec la Banque (250 millions de dollars). Le PAS II cherche toujours à réduire le déficit financier et à augmenter les recettes publiques. La portée des mesures prévues était plus vaste et dans des termes plus précis que dans le cas du premier. On y compte l'augmentation des prix des services publics; la compression salariale; la suppression des unités productives non rentables; la gestion directe des excédents de la Caisse de stabilisation etc²²⁶. Par ailleurs, les cinq grandes composantes de la seconde phase du PAS sont décrites comme suit: "a) gestion des finances publiques, en insistant sur la rationalisation de la politique d'investissement et la restructuration des dépenses ordinaires;

²²⁶. Foirry, 1986, p.78

b) redressement du secteur para-étatique; c) politique agricole; d) politique du secteur industriel, avec priorité à l'expansion des exportations; e) nouvelle politique du logement urbain"²²⁷.

La Déclaration de politique de 1983 relève, en termes de gestion, des finances publiques, de la rationalisation de la politique d'investissement et de la restructuration des dépenses ordinaires. Le volume d'investissement public était tombé à 12% du PIB en 1983, soit une chute de 40% en chiffres réels par rapport au niveau de 1978. La politique des prix et des subventions agricoles se compose dans le PAS II par:

- a) une hausse du prix des engrais destinés à la culture du coton pour tenir compte du prix de l'urée sur les marchés mondiaux, et une hausse simultanée des prix à la production;
- b) l'intention de supprimer les subventions aux engrais;
- c) la réduction ou la suppression des subventions à la vente de graine de coton, de fibre et d'huile de palme aux moulins, usines et fabricants du pays;
- d) une hausse des prix à la production du cacao et du café

²²⁷. Kanbur, 1989, p.12

- pour la campagne 1983-84;
- e) le financement par l'Etat du programme de réencapement si l'on peut disposer de ressources extérieures²²⁸.

Au sujet de l'investissement agricole, les positions notées dans la Déclaration de politique de 1981 sont largement confirmées dans celle de 1983.

Les mesures envisagées au titre de la politique industrielle se réalisent par les grands axes suivants:

- a) la réforme du mécanisme des incitations à l'exportation;
- b) la réforme du dispositif de protection tarifaire et non tarifaire des importations;
- c) la révision du code des investissements, avec des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises;
- d) la réforme des institutions, avec création d'un organisme favorisant l'aide aux petites et moyennes entreprises;
- e) une série d'études destinées à augmenter la productivité²²⁹.

²²⁸. Ibid., p.13

²²⁹. Ibid., p.13

Une partie importante de PAS II traite de la politique du logement. Etant donné que les besoins de la population urbaine dépassent les ressources que l'Etat peut mettre à la disposition du secteur public pour les programmes de logement, la Déclaration fait valoir la réorientation des investissements publics vers les travaux de viabilisation en accordant une priorité plus élevée que par le passé aux besoins des ménages à faible revenu. En ce qui concerne les logements locatifs du secteur public, il s'agit de répercuter sur les locataires, les coûts d'exploitation et d'entretien des immeubles locatifs à partir du 31 décembre 1984, et d'augmenter les loyers au 30 juin 1985. Parallèlement, le Gouvernement annonce aussi son intention de vendre une partie du patrimoine immobilier des organismes publics. En outre, des efforts supplémentaires ont prévus pour réduire sensiblement les avantages de logement accordés aux fonctionnaires²³⁰.

²³⁰. Grootaert & Kanbur, 1990, p.8

2.2.3. PAS de 1986

Le PAS III de 1986 est en fait une continuité ainsi qu'une réorientation des deux PAS précédents. Comme Kanbur l'indique dans sa recherche:

La Déclaration de politique de développement de 1986 commence par un examen du programme d'ajustement depuis 1980, dont le but, à court terme, est le redressement des finances publiques et des paiements extérieurs, à moyen et long termes, le rétablissement de l'épargne publique et l'obtention d'une croissance soutenue dans une situation d'équilibre financier extérieur et intérieur²³¹.

Les quelques mesures de rétablissement budgétaire et monétaire sont décrites dans leurs grandes lignes en terme de gestion macro-économique, d'agriculture, d'industrie et d'énergie.

Les mesures qui intéressent la gestion macro-économique ont mis en place une réforme institutionnelle permettant de contrôler et

²³¹. Kanbur, 1990, p.13

de planifier les dépenses et l'investissement, ainsi que sur le secteur parapublic. Elles se concrétisent par des projets tel que celui de la création d'un fonds d'aide au financement de logements à bon marché.

La politique agricole annoncée dans le PAS III prévoit quant à elle des augmentations progressives, en valeur réelle, des prix à la production pour le café et le cacao, ainsi qu'une étude sur la possibilité d'instituer un système de prix différentiels pour le café. Elle envisage également une réduction de subventions aux engrais. On initie également dans ce domaine des programmes d'amélioration de la qualité. Pour l'huile de palme, le coton, le caoutchouc, les noix de coco et l'ananas, des mesures sont prévues en vue d'assurer un niveau de protection effectif minimum de 30% et la Déclaration prévoit aussi l'élimination des droits d'exportation pour l'huile de palme et ses dérivés, le sucre, le coton et ses dérivés, le latex et le caoutchouc naturel, la noix de coco et le coprah et leurs dérivés, et sur les ananas frais. En ce qui concerne les investissements, le gouvernement met l'accent sur l'expansion de la culture du coton dans la Savane, et prévoit une série d'études sur d'autres cultures. La culture vivrière conserve un rôle central dans la

Déclaration de 1986. "L'intention est de tenir compte des prix internationaux dans la fixation des prix du riz, de la farine de blé et des autres produits agricoles alimentaires échangés sur les marchés internationaux, tout en s'assurant que les augmentations du prix pouvant en résulter n'ont pas de répercussions excessives sur le pouvoir d'achat des consommateurs ivoiriens"²³². Donc, le riz devient le seul produit vivrier pour lequel l'augmentation de la production devra amener de nouveaux investissements alors que, pour les autres produits, le programme suggère simplement l'introduction de variétés améliorées.

Pour l'industrie, l'objectif général est d'atteindre une protection effective globale de 40% pour l'ensemble du secteur. Les mesures sont "la mise en place d'un dispositif de tarifs douaniers applicables aux importations et de subventions des exportations, l'élimination des restrictions quantitatives applicables aux importations et l'aide aux investissements des PME nationales"²³³ en vue de répondre à la demande du marché

²³². Grootaert & Kanbur, 1990, p.8

²³³. Kanbur, 1990, p.14

intérieur, de créer des emplois, d'élever l'importance du réseau industriel du pays et de régionaliser l'industrie.

Au chapitre de l'énergie, on parle de réforme institutionnelle et de mesures expresses envisagées à cet effet, ainsi que d'études à réaliser.

Dans l'ensemble, on remarque que plusieurs caractéristiques se manifestent dans le processus d'ajustement structurel en Côte d'Ivoire pendant les années 80. D'abord, les politiques d'ajustement esquissées dans les PAS ont pour arrière-plan la stabilisation financière au moyen de coupes sévères dans l'investissement et les dépenses publiques. Ensuite, les accords sont devenus progressivement plus précis et détaillés quant aux mesures à prendre par les pouvoirs publics. Celles du PAS I portaient en grande partie sur une réforme institutionnelle aux effets permanents et dont les conséquences directes pour les pauvres sont difficilement quantifiables. Quelques mesures sur les prix ont été prises, et elles se sont intensifiées avec le temps. Au moment du PAS III, la nécessité d'élever les prix à la production des produits agricoles d'exportation en valeur réelle

a été énoncée concrètement et étendue aux mécanismes de subvention des exportations applicables aux exportations des produits manufacturés²³⁴. Aussi, une seule référence importante est faite aux secteurs sociaux avec l'annonce d'un désengagement considérable de l'Etat du marché du logement urbain. Enfin, au fur et à mesure du déroulement des PAS, on a constaté une plus grande orientation vers le redressement des termes de l'échange entre le monde rural et le monde urbain. On a fortement encouragé la production de biens échangeables, en particulier les produits agricoles tels que le café, le cacao et le coton. Par contre, au cours de la période couverte par les trois PAS, les fonctionnaires ont vu leur revenu réel baisser de 20%. On en constate que l'orientation générale des PAS a servi à protéger dans une certaine mesure les populations à faible revenu dans un climat de rigueur économique extrême²³⁵. En plus, du fait que la majorité des fonctionnaires résident dans les villes, on se permet d'en déduire que l'égalité sectorielle se voit diminuer grâce à l'application de PAS.

²³⁴. Kanbur, 1990, p.2

²³⁵. Voir Serageldin, 1988 ou Grootaert & Kanbur, 1990, p.9

2.2. EVALUATION DES PAS SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COTE D'IVOIRE

La crise de ralentissement conjoncturel en Côte d'Ivoire est sans doute attribuable à l'effet de la baisse des cours de café et du cacao en 1978. Pourtant, comme nous l'avons constaté dans les chapitres précédents, le prolongement de la crise s'explique en grande partie par les comportements et choix stratégiques de la période en haute conjoncture 1975-77, ce qui est à l'origine du recours au PAS. Dans cette partie, nous allons porter notre attention sur les effets des trois PAS, appliqués pendant 1981-86, sur les deux composantes du développement, soit la croissance et l'égalité de la Côte d'Ivoire.

Notre analyse se limite à des mesures susceptibles d'avoir des effets directs sur la croissance et l'égalité. Nous verrons s'ils servent à créer, sinon, à saboter les conditions d'une reprise de la croissance/égalité. D'après les études de Durufflé²²⁶, une croissance soutenue suppose: 1) une forte reprise

de l'investissement public; 2) une hausse spectaculaire de l'efficacité de l'investissement; 3) une contribution positive des échanges extérieurs impliquant d'une part une croissance significative des exportations de produits non agricoles, et d'autre part, une modification des comportements de consommation et des normes d'investissement et une accélération durable de l'ivoirisation.

Alors, est-ce que les politiques du PAS ont permis de promouvoir les changements structurels dans le but d'assurer les conditions nécessaires pour une croissance durable ainsi qu'une hausse du niveau de l'égalité? On a appris qu'une croissance soutenue exige des politiques viables, c'est à dire celles qui ne contribuent ni à l'accélération de l'inflation ni aux déficits courants impossibles à financer. La stabilité macroéconomique doit avoir la priorité. Une politique de prudence budgétaire est le fondement d'une macro-économie stable. Les déséquilibres structurels de la Côte d'Ivoire sont dus à un système d'incitations inadéquat et à de fortes distorsions des prix en faveur de la production de biens non échangeables et au

²³⁶. Duruflé, 1986, p.143

détriment de la production de marchandises échangeables, en particulier les produits agricoles d'exportation. Cette distorsion a pour effet de favoriser la ville par rapport à la campagne. Pour ce faire, les trois PAS visent surtout à l'expansion et à l'encouragement des produits échangeables et à l'augmentation de prix du riz.

Le résultat obtenu au niveau de la croissance est pourtant loin d'être satisfaisant. En réalité, l'économie étant bel et bien engagée dans une phase de récession avec une baisse de PIB réel de 1,5% par an. A part les excuses que l'on peut trouver auprès des aléas climatiques, la réduction brutale des dépenses publiques d'investissement est grandement en cause de cette baisse de la croissance. Pourtant, il faut reconnaître que les mesures du PAS ont beaucoup contribué à l'amélioration de la situation financière, particulièrement de la balance de paiements du pays. En plus, on remarque que c'est en 1985 que la Côte d'Ivoire a connu, pour la première fois depuis 1981, une croissance de 4,9% de PIB. Ce résultat correspond à la conclusion faite par les études de la Banque mondiale qui soulève qu' "à court terme, la stabilisation peut ralentir la croissance de la production. Les gains d'efficacité et la

croissance de la production qu'on attend des réformes structurelles prennent habituellement beaucoup plus de temps"²³⁷. Plusieurs recherches de la Banque ont constaté un effet positif sur la croissance pour les pays où la mise en place de la réforme date de trois ans ou plus. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, la situation paraît plus convaincante en terme de l'amélioration rapide des équilibres financiers. La balance des paiements en solde global a connu en 1985 un excédent de 113,9 milliards de FCFA. Le solde commercial passe de 36 milliard FCFA en 1981 à 545,1 en 1985²³⁸.

Quant aux effets sur l'égalité, on remarque que c'est la politique de prix et de subventions agricoles qui a toutes les chances d'avoir une incidence plus immédiate et plus considérable. Une baisse générale des prix relatifs des biens exportés (café, cacao...) et l'alignement du prix du riz intérieur sur les prix internationaux profitera aux agriculteurs d'exportation et aux producteurs vivriers²³⁹. D'après les

²³⁷. Rapport sur le Développement dans le Monde 1991, P.132

²³⁸. Etudes et Conjoncture. Ministère de l'Economie et de Finances, No.18, 1986, p.52

²³⁹. Kanbur, 1990, p.50

constatations de Kanbur, "les agriculteurs d'exportation ont, dans l'ensemble, une incidence de la pauvreté supérieure à la moyenne nationale"²⁴⁰. Ce groupe mis ensemble avec celui des producteurs vivriers rassemblent 80% de la pauvreté nationale, donc il est évident qu'une hausse de leurs revenus contribuera grandement à réduire l'inégalité entre la population rurale et urbaine et à amoindrir le niveau de la pauvreté nationale. Du fait que le riz est seulement consommé par les non-pauvres dont la plupart réside dans les villes, l'augmentation du prix à la consommation du riz n'a aucun effet négatif sur l'égalité intersectorielle de la Côte d'Ivoire.

Par contre, les politiques d'investissement telle que la compression de la dépense publique sur l'enseignement, la santé et le logement ont chacune des effets différents sur l'égalité.

Comme l'enseignement représente près de 40% du budget ordinaire et se voit attribuer plus de 10% du budget d'investissement, les compressions budgétaires auront sans doute des conséquences sur l'enseignement. La recherche de Kanbur montre qu'Abidjan connaît

²⁴⁰. Ibid., p.50

les taux d'alphabétisation les plus élevés, suivis des autres villes. Ceux des zones rurales sont par ailleurs de loin inférieurs. En plus, les pauvres utilisent les écoles publiques davantage que les non-pauvres²⁴¹. N'oublions pas le fait que la plupart des pauvres résident dans les campagnes. Il est inévitable que la compression des investissements à l'enseignement public fasse souffrir les campagnes plus que les villes et aggrave par conséquent, l'inégalité entre les deux régions.

Pour le secteur de la santé, bien des observateurs constatent que le système ivoirien favorise les grands hôpitaux des centres urbains et accorde insuffisamment d'attention aux centres de soins de santé primaires des campagnes. L'une des principales questions de politique générale dans le secteur de la santé en Côte d'Ivoire porte sur la place privilégiée donnée au secteur hospitalier dans le budget des investissements courants, dans le budget ordinaire, et n'accorde pas suffisamment d'attention aux autres secteurs. Un tel déséquilibre favorise la fourniture de soins de santé en direction des riches dans les villes au

²⁴¹. Ibid., p.26

détriment des pauvres dans les campagnes²⁴². La conclusion est appuyée par le fait que sur l'ensemble des visites hospitalières, 56% ont été faites par les personnes habitant Abidjan ou les autres grandes villes. Il s'ensuit naturellement que l'usage des dispensaires et autres établissements a été plus important dans le cas des pauvres. Les politiques de compression des investissements publics du PAS en matière de santé n'ont pas été précisées. Par conséquent, on ne peut pas prédire ses effets sur l'égalité. Pourtant, le fait que les pauvres n'utilisent pas les hôpitaux autant que les riches implique qu'un programme ciblé de recouvrement des coûts des hôpitaux n'aura pas d'effet négatif sur l'égalité.

Les politiques du PAS en matière de logement consistent en l'élimination de subventions des programmes de logement public et la vente des logements au secteur privé. Ces politiques n'ont pas d'effet négatif sur l'égalité car la proportion des pauvres et des très pauvres à posséder leur propre logement est très forte. En fait, les principaux bénéficiaires des programmes de logement public ont été les individus situés vers le haut de

²⁴². Kanbur, 1990, p.30, 33

l'échelle des revenus. On peut ainsi attendre une amélioration de l'égalité grâce au désengagement du gouvernement du programme de logement public.

2.3. DISCUSSION

Les effets des PAS sur la croissance et ses conséquences sociales font l'objet de discussion depuis des années. Par contre, une conclusion plausible n'est guère facile à formuler car elle nécessite d'énormes travaux et de temps pour délimiter ce qui revient à l'ajustement structurel et ce qui résulte des mouvements de la conjoncture internationale. Il nous paraît donc assez difficile de déduire les conséquences directes et immédiates que peuvent avoir les politiques d'ajustement structurel sur la croissance et l'égalité de la Côte d'Ivoire. L'optimisme affiché par la BIRD²⁴³ sur la bonne conjoncture 1985-87 a dû être tempéré à la lumière de l'effondrement économique que connaît la Côte d'Ivoire depuis 1988. Surtout, le fait que la dette extérieure en 1984 dépassait six milliards de dollars

²⁴³. Rapport annuel, BIRD/PNUD, 1989

est considéré par de nombreux auteurs comme "l'amorce d'une interrogation qui suggérait que, loin de représenter une solution, les organismes de financement internationaux, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, sont plutôt les architectes de nouvelles contradictions et inégalités. Celles-ci résultent des mesures imposées aux pays du Tiers-Monde comme condition d'accès aux ressources financières nécessaires pour rembourser leur dette"²⁴⁴. A bien des égards, les présupposés tant économiques que sociaux sont mis en doute par les économistes ivoiriens eux-mêmes²⁴⁵. En termes de croissance économique, on constate que depuis toujours, la performance de ce pays est directement liée à la hausse du prix international des produits primaires. La raison se trouve au fait que le taux de croissance ivoirien était basé avant tout sur un nombre limité de cultures d'exportation, notamment le café, le cacao et le bois. Ce qui explique grandement les problèmes de transition des stratégies en Côte d'Ivoire. Les thérapies du FMI ont par ailleurs essayé de renforcer cette tendance avec l'encouragement de la production

²⁴⁴. Campbell, Bonnie "Crise fiscale et endettement - Le cas de la Côte d'Ivoire", Intervention Economique, 1985, p.96

²⁴⁵. voir Pegatienan, 1988, Korclibaly, 1989

exportatrice. Il est évident qu'à court terme, les gains de l'exportation des produits financiers contribueront à une amélioration de la balance des paiements et à une accumulation des ressources d'investissement interne. Mais nous savons très bien que les prix des produits primaires sont extrêmement fluctuants. En plus, sous la stricte surveillance du FMI et de la Banque mondiale, les mêmes types d'exportations sont encouragés dans plus de soixante-dix PVD pratiquant le PAS. Ces derniers se voient lancer dans une concurrence sans frein. Dans ce contexte, une croissance soutenue devient très critique pour les pays tels que la Côte d'Ivoire dont la performance économique dépend grandement des revenus des exportations des produits non-transformés. Comme Michel Chossudovsky a indiqué en 1991 dans sa recherche: "L'encouragement des exportations lorsqu'il concerne simultanément de nombreux pays, aboutit à la surproduction et à la diminution des revenus²⁴⁶". Les prescriptions du FMI et de la Banque mondiale paraissent en quelque sorte dangereuses car ce qui est présenté comme la solution à la crise de l'endettement pourrait éventuellement en devenir la cause. Cette conclusion découle du fait que la

²⁴⁶. Chossudovsky, Michel "La mondialisation de la pauvreté?", Le Monde Diplomatique, Septembre 1991, p.5

politique d'encouragement des exportations dans un grand nombre de PVD aboutit inévitablement une baisse des prix des produits dont les revenus sont destinés à rembourser la dette. Dans ce débat, seuls les pays qui possèdent une abondante main-d'oeuvre à très bon marché et qui exportent prioritairement les produits semi-finis pourront gagner. Ce n'est malheureusement pas le cas de la Côte d'Ivoire. On prévoit donc que la conséquence à long terme sur son économie sera néfaste si le FMI et la Banque mondiale ne modifient les politiques du PAS en faveur des PVD en question. Il est par ailleurs triste d'observer que depuis 1985, les remboursements au FMI augmentent considérablement et ont causé ainsi un flux négatif à concurrence de 380 millions de DTS²⁴⁷. Il n'est donc pas sans raison de s'inquiéter que

"Such an abrupt withdrawal of the Fund's financial engagement, at a time when many African countries are struggling with promising economic recovery programs under the handicap of severe financial stringency, would not only increase their difficulties but would risk destabilizing their recovery efforts

²⁴⁷. Williams, Maurice J. Should the IMF Withdraw from Africa?, "Policy Focus", Overseas Development Council, March 1987, p.3

altogether²⁴⁸".

"A major concern, however, is that the volume of external resources available - from trade earnings and aid - in many cases is not adequate to service both the economic reform programs and Africa's external debt²⁴⁹".

En réalité, à partir de 1987, les recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire s'effondrent dans la conjoncture des marchés internationaux. La balance des paiements est à nouveau déficitaire, soit 50 millions en 1987 et passe au niveau record de 700 milliards en 1989²⁵⁰. Dans ce context, ce pays aura éventuellement besoin d'assistances additionnelles pour investir dans la restructuration de l'industrie de substitution d'importations et dans la diversification des exportations afin d'accomplir l'ajustement structurel. Alors, le désengagement du FMI est sans doute très nuisible à la poursuite du processus de l'ajustement structurel.

²⁴⁸. Ibid., p.3

²⁴⁹. Ibid., p.6

²⁵⁰. Jarret & Mahieu, 1991, p.50

Il est évident qu'une dépendance à l'aide financière de la Banque et du Fonds s'accroît depuis l'application des PAS dans le pays. Il n'est donc pas étonnant d'observer que le rôle de l'Etat ivoirien se voit affaiblir par les prescriptions de FMI. En fait, depuis l'application de PAS, le Fonds et la Banque jouent un rôle de direction et de coordination vis-à-vis les autres agences de financement privées ou publiques. Ils déterminent les orientations du développement ivoirien par l'énumération des conditions multiples à l'exécution des projets qu'ils financent. Il contrôlent la sélection des consultants, le choix des emplacements, l'adoption d'instruments statistiques et des méthodes d'évaluation, etc. "A mesure que la situation s'aggravait, la Banque assumait un rôle de plus en plus déterminant dans le processus de prise de décision, notamment en exigeant un contrôle plus sévère de certaines activités très protégées. De plus, des recommandations telles que les changements des niveaux des prix et subsides représentent une remise en question directe de certaines fonctions assumées par l'Etat en faveur de certains intérêts privés²⁵¹". En plus, le FMI et la Banque ont encouragé des entrées à des fournisseurs de

²⁵¹. Campbell, 1985, p.95

capitaux nord-américains. Cette nouvelle phase de pénétration capitaliste implique des changements non seulement dans le niveau du financement et de l'accumulation, mais aussi dans l'organisation de la production, d'où la nécessité d'associer des nationaux avec les nouveaux objectifs et projets qui par le passé, étaient essentiellement le domaine des investisseurs européens.

Quant aux effets sur l'égalité, il nous semble que les politiques du PAS n'ont pas été trop négatives. Comme nous l'avons mentionné plus haut, dans le secteur agricole, le PAS a pour objectif d'optimiser la contribution de l'agriculture dans la croissance, d'augmenter les revenus ruraux et de réduire les disparités régionales. Il s'agit donc de rétablir les termes de l'échange en faveur de l'agriculture. Les politiques de prix relatifs des biens échangeables et des biens non échangeables constituent l'ossature de l'ajustement structurel. Les mesures telles que la hausse des prix à la production des produits agricoles d'exportation, les subventions aux exportations, les tarifs applicables aux importations de biens manufacturés, peuvent mieux protéger les pauvres et baisser le degré d'inégalité inter-sectorielle. Les recherches de Kanbur

indiquent que pendant 1980-85 la baisse des revenus des ménages d'agriculteurs produisant pour l'exportation et ceux du secteur traditionnel a été inférieure à la moyenne²⁵². On essaie d'en tirer la conclusion que les politiques du PAS servent à amoindrir l'inégalité inter-sectorielle ainsi que la pauvreté nationale de la Côte d'Ivoire. Pourtant, il faut mentionner que toute compression de la dépense publique risque d'avoir de fâcheuses conséquences pour les pauvres du fait qu'ils utilisent en général plus les services publics que les riches.

²⁵². Ibid., p46

CONCLUSION

Après une longue marche dans le processus du développement, la Côte d'Ivoire se trouve aujourd'hui dans un étape extrêmement critique: instabilité politique et décroissance économique. Cette situation frustrante est attribuable avant tout à des stratégies inappropriées de l'Etat ivoirien ainsi que des organisations internationales. Notre travail, qui a consisté à évaluer la viabilité des stratégies de développement (ISI, AI) appliquées à travers la période de crise mondiale, nous permet, au regard des observations et des analyses faites, de tirer des conclusions partielles. Le modèle de causalité utilisé dans cette recherche nous sert à examiner et à expliquer la tendance des deux composantes du développement, soit la croissance et l'égalité. Le fait que la prédiction conceptuelle réalisée par le modèle est confirmée par la prédiction opérationnelle, et en plus, appuyée par notre analyse tout au long de cette recherche, illustre la validité de cet outil d'évaluation. Or il est vrai que celui-ci n'est pas le seul ni le meilleur pour examiner le

développement bien que l'on ose espérer qu'il cultive un nouveau terrain sur ce champs fertile de recherche en science politique et économique. Il est évident que la présente recherche n'a pas pu toucher tous les aspects du développement (ex. la liberté, l'écologie). On reconnaît pourtant que chaque composante du développement pèse aussi lourd que les autres, et pourra avoir des effets sur le développement en général. Les acteurs socio-culturels (ex. les classes sociales) sont sans doute des aspects qui méritent d'être traités d'une façon plus approfondie par une recherche telle que la nôtre. A la limite de notre connaissance et de notre temps, nous laissons ces lacunes pour les futures études.

Les résultats du développement connus par la Côte d'Ivoire sont tels que même si les stratégies de l'Etat ivoirien et les prescriptions du FMI et de la Banque sont considérées comme viables à court terme, elles sont par contre vulnérables et deviennent très problématiques à long terme. A partir des données apparentes sur les deux composantes du développement, on a l'impression que le niveau du développement pendant la crise n'a pas eu de dégradation immédiate. Plus précisément, le niveau post-crise de l'égalité est maintenu et celui de la croissance,

bien qu'il ne soit pas aussi fort que durant la période pré-crise, a tout de même connu une performance satisfaisante. Dans ce sens, les stratégies appliquées pendant la période post-crise paraissent bien viables. Pourtant, on peut facilement se dire que si les stratégies sont viables pour résister à la crise, pourquoi la reprise économique n'émerge-t-elle aussi tardivement qu'en 1984, l'année où l'environnement international s'est sensiblement amélioré, et surtout, où il y a eu une bonne récolte agricole accompagnée des cours favorables du café et du cacao? On se demande encore combien la politique d'austérité a-t-elle fait payer le pays pour avoir enfin la performance que l'on a connu après 1984? De plus, il faut mentionner que malgré tous ses efforts, la Côte d'Ivoire n'a pas pu réaliser un développement soutenu qui lui amène et la croissance et l'égalité. D'où on induit que les résultats connus par la Côte d'Ivoire pendant 84/85 sont d'une part vulnérable, et d'autre part, très coûteux.

Les résultats sont considérés comme vulnérables parce que le rétablissement des finances publiques en 1984 est dû en quasi-totalité à l'accroissement des recettes de l'exportation des produits agricoles (dû à d'excellentes récoltes de cacao et de

café après la sécheresse de 1983 et à une bonne tenue du cours international de ces produits) ainsi qu'à la chute des dépenses d'investissement. "Dans ces conditions, les finances publiques (comme les finances extérieures) restent très vulnérables à tout accident climatologique ou à toute baisse des prix à l'exportation"²⁵³. Cette vulnérabilité a été déjà attestée par le fait que la chute des cours de café et du cacao en 1986 a très vite réduit à néant les performances obtenues en 1984-85.

Si, à la lumière de l'évolution 1984-85, la situation économique s'est sensiblement améliorée, cette amélioration est considérée comme coûteuse parce que "de 1980 à 1985, l'investissement total a chuté de près de la moitié en francs constants, et l'investissement public de 70%, la consommation par tête a baissé de plus de 30%, l'emploi du secteur moderne également"²⁵⁴. Cette évolution d'extrême austérité traduit les sacrifices considérables que le pays a dû consentir pour ce redressement.

Alors, puisque pour obtenir un redressement économique, on doit

²⁵³. Duruflé, 1988, p.123

²⁵⁴. Ibid., p.121

avoir des conditions climatologiques et des prix extrêmement favorables ainsi qu'une cure d'austérité, on peut se demander quelle véritable influence ont eu les stratégies du pays et les prescriptions du FMI/BIRD sur cette performance peu soutenue.

Le coût et la vulnérabilité des résultats expliquent dans une certaine mesure l'inefficacité de l'Etat et son incapacité à bien articuler les stratégies et les politiques. Les problèmes en Côte d'Ivoire sont en fait structurels. Les prescriptions du PAS pourraient être éventuellement considérées comme une issue de la crise financière ainsi que les fondements d'un développement soutenu. Paradoxalement, la situation du pays a confirmé l'échec des efforts du FMI et de la Banque. Alors, où se trouve le problème dans les efforts mis de l'avant?

Il est vrai qu'aucune stratégie n'est viable en elle-même. Elle ne peut l'être que dans la mesure où la mise en oeuvre a été efficace tenant compte du contexte socio-économique interne et externe. Plusieurs auteurs (Ominami, Kirkpatrick, Salama et Tissier), sans négliger les facteurs exogènes, pensent que le rôle de l'Etat est au centre du processus de développement. Comme ce que l'indique Ominami, "les différents degrés

d'efficacité des Etats du Tiers-monde vont avoir des résultats différents pour réduire les effets de la crise sur les économies"²⁵⁵. Si l'on suit l'évolution du développement des PVD, on observe que seuls les Etats qui seront en mesure de distribuer équitablement les revenus parmi les membres de leurs populations en s'appuyant sur des moyens appropriés aux besoins les plus immédiats des populations locales, seront préparés à résister aux aléas du contexte international. Les gouvernements des pays nouvellement industrialisés de l'Asie de l'Est (les Quatre Dragons) pourront être considérés comme des modèles réussis dans cette démarche²⁵⁶. Il est temps dans la perspective du nouveau paradigme du développement, que les Etats se consacrent à allouer plus de fonds aux secteurs non rentables, mais qui constituent en dernière instance le pilier de tout développement soutenu. Pourtant, la Côte d'Ivoire a eu des résultats médiocres à cet effet. D'abord, nous remarquons que l'économie ivoirienne éprouve d'une manière assez simultanée la récession et la reprise des économies du Nord. Cette

²⁵⁵. Ominami, Carlos Le Tiers-monde dans la crise, La Découverte, Paris, 1986, p.38

²⁵⁶. Voir Johnson(1987), Gallez & Troupin(1981), Balassa(1986), Kirkpatrick(1988)

simultanéité involontaire est attribuable à la politique d'investissements réalisée durant les années fortes venant en grande partie des emprunts étrangers, ce qui constitue l'origine de la détérioration de l'état financier du pays pendant la période de crise où les gains des exportations de produits primaires deviennent problématiques. En plus, les stratégies de développement appliquées en Côte d'Ivoire telles que l'ISI et l'AI n'ont pas pu aller jusqu'à diversifier la production de façon à rendre le pays plus résistant aux aléas des cours internationaux. Les stratégies mises de l'avant pour faire face aux limites rencontrées sont d'ailleurs plutôt "des stratégies de reconversion à court terme qui n'apportent pas de modification significative dans l'orientation extravertie du schéma de croissance antérieure. Par contre, les stratégies impliquent un endettement étranger massif"²⁵⁷. Cette inadaptation des politiques de développement a par conséquent amené le pays au recours du PAS qui est à l'origine de l'affaiblissement du contrôle de l'Etat ivoirien sur l'économie du pays. Avec l'application du PAS en 1981, le FMI et la Banque mondiale qui représentent prioritairement les intérêts du Nord, occupent une

²⁵⁷. Campbell, 1985, p.106

place croissante dans la détermination des politiques du développement de la Côte d'Ivoire. L'intérêt prédominant du développement ivoirien devient depuis lors le paiement de la dette avec l'aide d'un encouragement de l'exportation accompagné d'une austérité interne, conditions imposées par les PAS. Dans ces circonstances, il n'est guère étonnant que l'Etat ivoirien se voit tout à fait contraint dans son rôle de planificateur et de contrôleur des politiques et stratégies de développement. Alors, il n'est certainement pas question de parler de son efficacité dans l'application des stratégies.

Quant au PAS, on remarque que le processus de l'ajustement structurel n'avait pas réussi à amener, contre toute attente, un développement soutenu. A part les conséquences connues de la politique d'austérité, l'intervention intempestive du Fonds et de la Banque sur "l'orientation des flux de revenu villes/campagnes risque d'accélérer la chute de productivité du travail et l'apparition de consciences de classes dans des sociétés jusqu'ici socialement régulées. Un rééquilibrage autoritaire (cf. l'ajustement) entre la ville et la campagne accroît les risques d'instabilité et favorise la surproduction au détriment des producteurs eux-mêmes. Surtout si le modèle de

la croissance tirée par les exportations est appliqué sur des économies concurrentes"²⁵⁸.

Le développement devient aujourd'hui source de controverse qui préoccupe de plus en plus les gouvernements tant du Sud que du Nord. Il faut avouer qu'à notre époque, le développement du Sud ne peut plus se passer des capitaux et technologies du Nord, et la survie du Nord ne peut se passer des ressources et du marché du Sud. Le processus de développement de la Côte d'Ivoire dans ce système mondial nous pousse à réfléchir à quel point l'Etat peut céder son contrôle sur l'économie du pays et de quelle manière les organisations internationales doivent réagir devant les échecs de leurs politiques dont les objectifs étaient l'aide aux PVD afin d'atteindre un développement soutenu. Hélas, la réponse n'est jamais facile. Nous ne prétendrions pas offrir ici les réponses pour un développement soutenu. C'est en effet une tâche de siècle et de génération. Si cette recherche a réussi à dégager des éléments utiles à l'analyse de ce processus complexe qu'est le développement soutenu, nos efforts seront récompensés.

²⁵⁸. Jarret & Mahieu, 1991, p.58, 59

BIBLIOGRAPHIE

"Agriculture: réorganisation des sociétés d'Etat", Marchés tropicaux et méditerranéens, No.1843, mars 1981

Ainsworth, M. & Munoz, J. The Côte d'Ivoire Living Standards Survey Design and Implementation, Working paper No.26, World Bank, Washington, 1986

Albagli, Claude "Les termes de l'échange permettent-ils d'expliquer le sous-développement"?, Tiers Mondes: Controverses et réalités, édité par Brunel, Sylvie, Economica, Paris, 1987

Alschuler, Lawrence Multinationals and Maldevelopment: Alternatives Development Strategies in Argentina, Ivory Coast and Korea, Macmillan, London, 1988

Amondji, M. Côte d'Ivoire: la dépendance et l'épreuve des faits, l'Harmattan, Paris, 1988

Ancey G. & Pesquet M. La planification à base régionale en Côte d'Ivoire, SEDES, 1983

Appleton, S., Collier, P. & Horsnell Gender, Education and Employment in Côte d'Ivoire, Social Dimensions of Adjustment in Sub-Saharan Africa Working Paper, No.8, World Bank, Washington, 1991

Bakary, Tessilimi La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire, l'Harmattan, Paris, 1991

Balassa, Bela Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale, Paris, Economica, 1986

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1991, Oxford University Press, Washington, 1991

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1991, BIRD, Washington, 1991

Banque asiatique de développement, Rapport sur le développement en Afrique, BAD, 1991

Banque africaine de développement, Rapport sur le Développement en Afrique, 1991, Abidjan, 1991

Baster, N. Measuring Development, Frank Cass and Company Ltd., London, 1975

Bedie, Henri K. "Discours du président de l'Assemblée nationale", Bulletin d'Afrique noire, No.1155, oct. 1982

Belassa, Bela "Structural Adjustment Policies in Development Economies", World Development, janvier 1982

Biarnes, Pierre (sous la direction de), Année politique et économique africaine, Société africaine d'édition, Paris

Bornschiefer, Volker & Chase-Dunn, Christopher Transnational Corporations and Underdevelopment, Praeger, New York, 1985

Bremond, J. & Geledan, A. Dictionnaire économique et social, Hatier, Paris, 1981

Bulletin de l'Afrique noire, No.890, le 12 janvier 1976

Campbell, Bonnie "L'idéologie de la croissance: Une analyse du plan quinquennal de développement 1971-1975 de la Côte d'Ivoire", Revue canadienne des études africaines, Volume X, no.2, 1976

Campbell, Bonnie Crise fiscale et endettement - Le cas de la Côte d'Ivoire, "Intervention Economique", 1985

Cardoso, F. & Faletto, E. Dépendance et développement en Amérique latine, PUF, Paris, 1978

Chambas, Gérard "La répartition intersectorielle des revenus" dans Stratégies de développement comparées édité par Guillaumont, Economica, Paris, 1989

Chossudovsky, Michel "La mondialisation de la pauvreté?", Le Monde Diplomatique, Septembre 1991

- Clère, J., Nouvelle politique industrielle de la Côte d'Ivoire, "Marché tropicaux", No.2036, 1984
- Crook, Richard State, Society and Political Institutions in Ivory Coast, Institute for Development Studies, 1990
- Demery, L. & Addison, T. The Alleviation of Poverty under Structural Adjustment, World Bank, Washington, 1987
- Dictionnaire de la pensée politique - Hommes et idées, Hatier, Paris, 1989
- Durufle G. L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), Paris, Karthala, 1988
- Eckstein, Harry "Case Study and Theory in Political Science" from Greenstein, F. & Polsby, N. eds Handbook of Political Science, Volume 7, Addison-Wesley Co., 1975
- Foirry, J.P. "Evolution conjoncturelle de la Côte d'Ivoire en 1960 à 1985: quelques facteurs explicatifs de la crise actuelle", Le mois en Afrique, No.243-244, avril-mai 1986
- Foirry, J.P. & Requier-Desjardins, D. Planification et politique économique en Côte d'Ivoire 1960-1985, CEDEP, Abidjan, 1986
- Gallez, A & Troupin, J-L. "La stratégie des nouveaux pays industriels d'Asie -- fondements et limites", Revue Tiers-Monde, tome XXVII, No.87, 1981
- Galtung, Johan "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research, 1971
- Galtung, johan et al. "Measuring World development - II", Alternatives, 1975
- Gastil Raymond "The Comparative Survey of Freedom", Freedom at Issue, No.88, Jan.-Feb. 1986
- Gerald M. Menier & William F. Steel Industrial Adjustment in Sub-Saharan Africa, Oxford University Press, Washington, 1989
- Glewwe P. La répartition des niveaux de vie en Côte d'Ivoire en

1985, BIRD, Washington, 1988

Glewwe P. & De Tray D. The Poor During Adjustment: A Case Study of the Côte d'Ivoire, Miméo, 1987

Greenwald, Douglas Encyclopédie économique, Economica, Paris, 1984

Greliet, C. Les structures économiques de l'Afrique Noire, IEDES, 1982

Grootaert, C. & Kanbur, R., Analyse opérationnelle de la pauvreté et des dimensions sociales de l'ajustement structurel - Méthodologie et proposition d'application au cas de la Côte d'Ivoire, 1985-88, Banque mondiale, Washington, 1991

Hagen, Everett The Economic of Development, IRWIN, Illinois, 1986

IMF, "Should the IMF Withdraw from Africa"? Policy Focus, ODC, Washington, No.1, 1987

Institut du FMI, Analyse et programmation financières - application à la Côte d'Ivoire, FMI, Washington, 1984

Jacquemot, P. & Raffinot, M. Accumulation de développement, L'Harmattan, Paris, 1985

Jarret M.F. Ajustement structurel: modalités et effets, Séminaire d'économie publique, Université d'Abidjan, 1988

Jarret, M. F. & Mahieu, J. R. "Ajustement structurel, croissance et répartition: l'exemple de la Côte d'Ivoire", Revue Tiers Monde, t.XXXII, No.125, Janvier-Mars 1991

Johnson, C. "Political Institutions and Economic Performance: The Government-Business Relationship in Japan, South Korea and Taiwan" in The Political Economy of the New Asian Industrialism, edited by Frederic, C. & Deyo, Ithaca, Cornell University Press, London, 1987

Johnson, C "Political Institutions and economic Performance: The Government-Business Relationship in Japan, South Korea and Taiwan" in The Political Economy of the New Asian Industrialism edited by Frederic C. Deyo, Zthaca and London, Cornell University Presse, 1987

Joshi, H. & Lubell, H., Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire
BIT, Genève

Kakwani, N. Poverty and Economic Growth. with Application to Côte d'Ivoire, BIRD, Washington, 1990

Kanbur, Ravi La pauvreté et les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Côte d'Ivoire, Banque mondiale, Washington, D.C., 1990

Kirkpatrick, C L'industrialisation tournée vers les exportations et la répartition des revenus dans les pays nouvellement industrialisés d'Asie, 1988

Kouadio, Bénéié Restructuration et évolution de l'emploi dans le secteur public et para-public en Côte-d'Ivoire, miméo, Abidjan, 1989

Koulibaly, Madadou Marché du travail et coût du capital dans un univers d'ajustement structurel, Séminaire d'économie publique, miméo, abidjan, 1989

L'Hériveau M.-F. Le Fonds monétaire international et les pays du tiers monde, PUF-IEDES, 1986

"L'industrie de la Côte d'Ivoire" Marchés tropicaux, No.2095, 1985

"Le plan quinquennal 1976-1980 de la Côte d'Ivoire", Bulletin de l'Afrique noire, No.895, le 5 janvier 1977

"Le plan quinquennal de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire (1981-1985)", Bulletin de l'Afrique noire, No.1162, 1982

Legailon, J. & Germidis, D. Inégalité des revenus et développement économique, PUF, Paris, 1977

Levy, V. & Newman, J. L. Rigidité des salaires - données microéconomiques et macroéconomiques sur l'ajustement du marché du travail dans le secteur moderne, BIRD, Washington, 1989

Mahieu, F.R. Fondements de la crise économique en Afrique, L'Harmattan, Paris, 1990

Mahieu, F.R. Stabilisation des prix des produits agricoles d'exportation et financement du développement: l'expérience de la Caisse de Stabilisation en Côte d'Ivoire, miméo, Université d'Abidjan, 1985

Masini, Jean, Le profit et la croissance: multinationales et pays en développement PUF, Paris, 1986

Mazier, J & Basle, M. Quand les crises durent..., Economica, Paris, 1984

Michalet, Charles-Albert Le capitalisme mondial, PUF, Paris, 1976

Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, Plan quinquennal de développement économique, social et culturel 1981-85, Abidjan, 1981

Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, Plan quinquennal de développement économique social et culturel 1981-1985, Abidjan, 1982

Ministère de l'Economie et des Finances, Etudes et conjoncture, No.18, Abidjan, 1986

Nowzad, B. L'action du FMI en faveur du développement, IMF, Washington

Mozoy, E.V. & Niamkey, M.A. "Adjustement structurel et désengagement de l'Etat en Côte d'Ivoire", Afrique et développement, Volume XIII, No. 4, 1988

Ominami, Carlos Le Tiers-monde dans la crise, La Découverte, Paris, 1986

Phélizon, Jean-François Dictionnaire de l'Economie, Economica, Paris, 1985

Pinto, Roger & Grawitz, M. Méthodes des sciences sociales, Dalloz, Paris, 1971

"Plan quinquennal 1976-1980 de la Côte d'Ivoire", Bulletin de l'Afrique noire, No.896, le 12 janvier 1977

Plane, Patrick "Performances comparées en matière de croissance

économique" dans Stratégie du développement comparées, édité par Patrick et Sylviane Guillaumont, Economica, Paris, 1989

Rapport sur le développement en Afrique 1991, Banque africaine du développement, 1991

Rapport annuel, BIRD/PNUD, 1989

Salama, P. & Tissier, P. L'industrialisation dans le sous développement, Maspéro, Paris, 1982

Serageldin, I. "The World Bank's Assistance to Africa: Adjustment for Growth and Equity", The Courier, No.111, Bruxelles, 1988

Tableau de l'économie ivoirienne en 1984-85, "Bulletin de l'Afrique noire" No.1306, 1986

Taylor, Charles Lewis & Jodice David A. World Handbook of Political and Social Indication, Third edition, Yale University Press, 1983

Tuinder, Bastiaan A. Ivory Coast: The Challenge of success (Report by the World Bank), Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1978

"Un plan de transition: le plan quinquennal (1981-1985) de développement économique, social et culturel de la Côte d'Ivoire", Marchés tropicaux, le 21 janvier 1983

Van Roggen, Trish A test of Dependency Theory: a case study of the Ivory Coast, M.A. Thesis, Département de Science politique, Université d'Ottawa, 1988

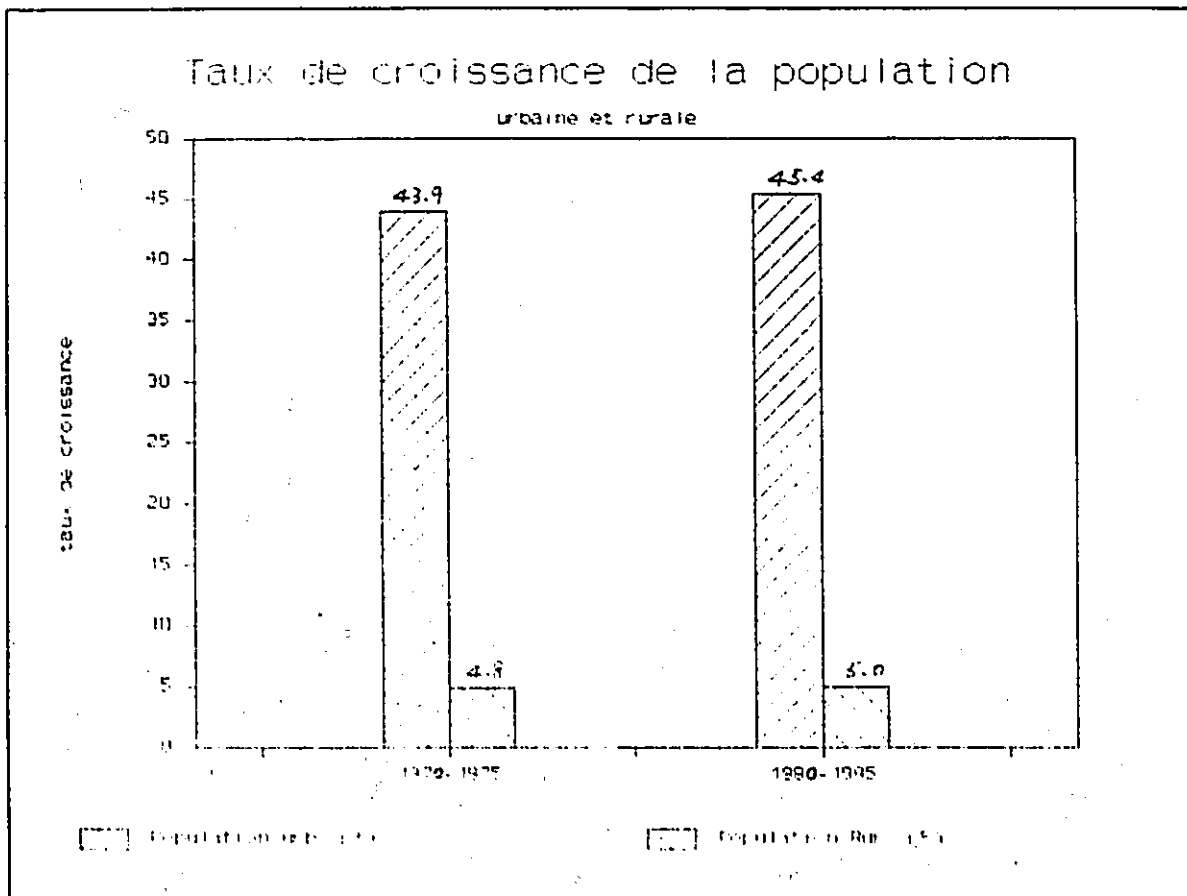
Williams, Maurice J. "Should the IMF Withdraw from Africa"?, Policy Focus, Overseas Development Council, March 1987

World Tables 1988-89, John Hopkins University Press, Baltimore & London, 1990

World Bank, Trends in Developing Economies 1989, Washington, D.C., September 1989

World Bank, World Debt Tables, Washington, D.C., 1987, 1990

ANNEXE 1



Sources:

- 1970-75 H. Joshi, "Urbanisation et emploi en Côte d'Ivoire"
- 1980-85 Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire
"Plan quinquennal de développement
économique, social et cultural 1981-85"

Figure 1 : Prix réels des produits de base non pétroliers, 1950-86

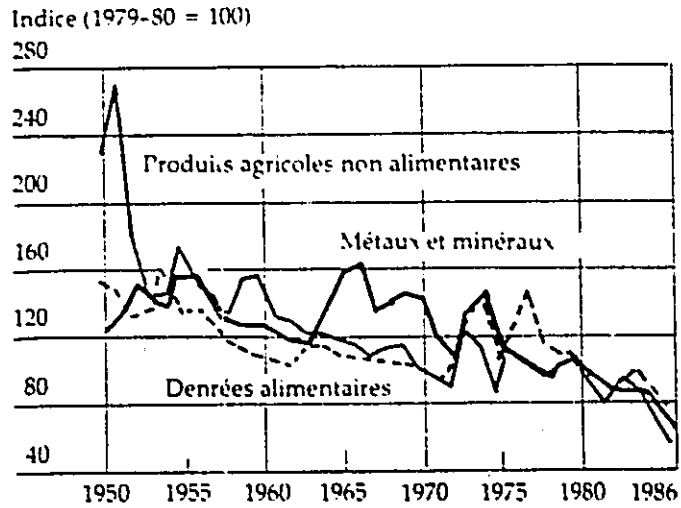
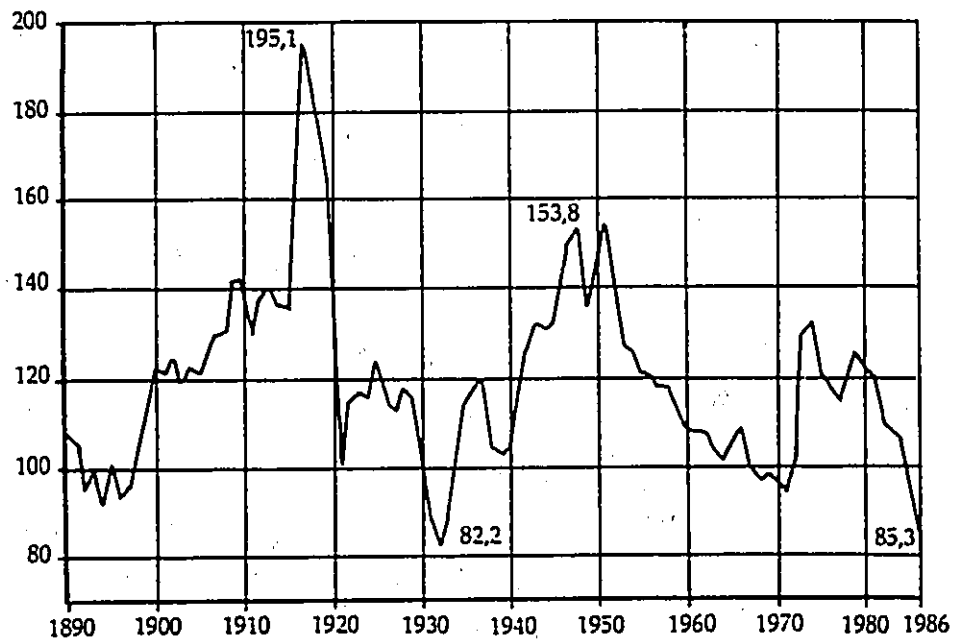


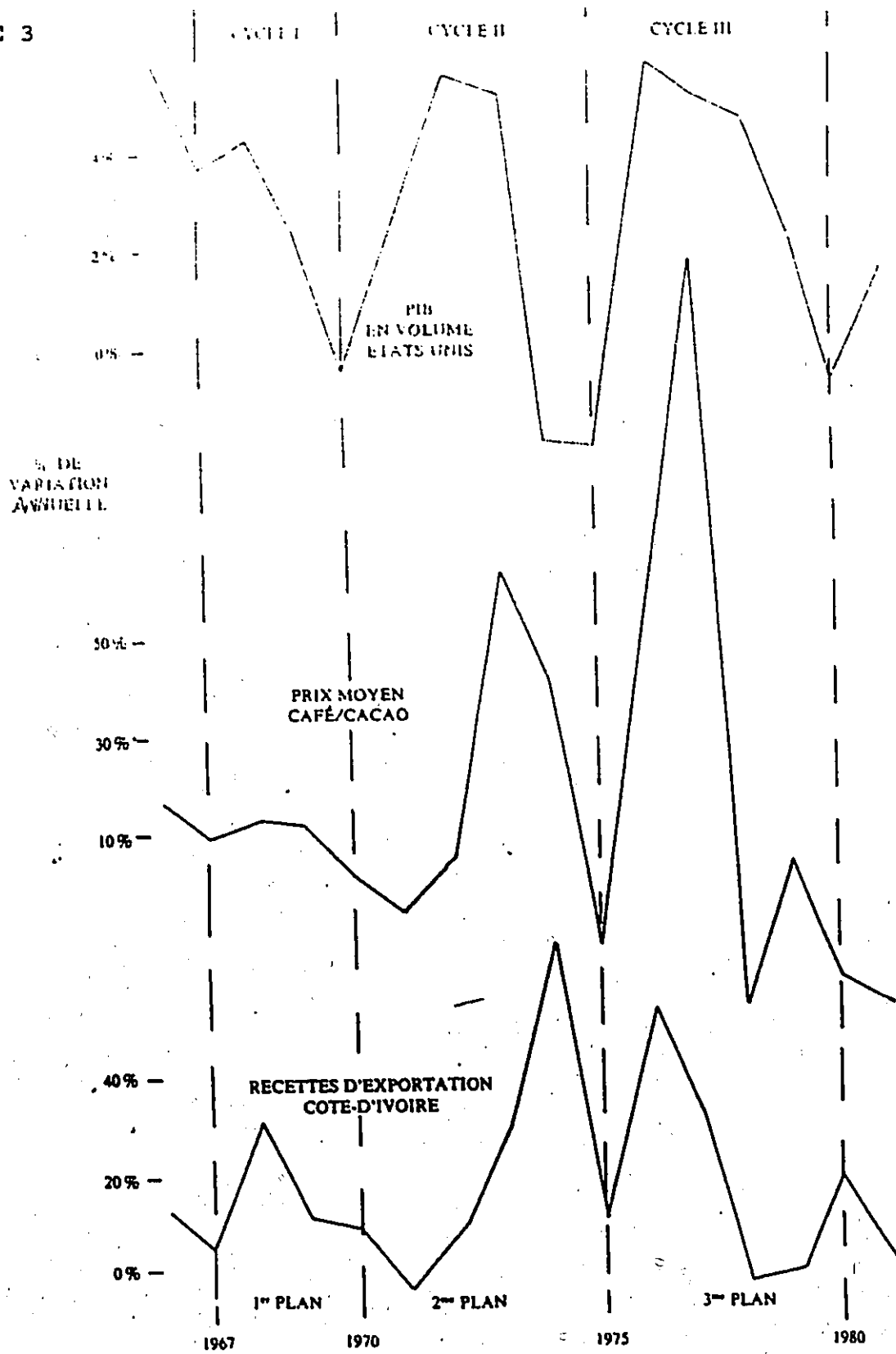
Figure 2 : L'évolution du prix des matières premières depuis un siècle



Source : Département du Commerce des Etats-Unis.

ANNEXE 3

L'évolution des recettes d'exportation de la Côte-d'Ivoire en relation avec le cycle international



IMPORTANCE RELATIVE DES PRINCIPAUX CLIENTS
(Valeurs des exportations en % du total)

Pays	1975	1976	1977	1978	1979 6 mois
Europe	67.5	71.6	72.2	69.6	71.5
Allemagne de l'Ouest	8.9	7.3	5.4	4.9	5.3
France	27.1	25.5	25.7	23.4	23.9
Italie	6.6	9.2	8.5	5.7	7.6
Pays-Bas	10.4	13.1	14.9	18.7	18.9
Royaume Uni	2.5	4.0	3.7	3.7	4.6
Autres pays de la CEE	2.1	2.3	1.8	2.0	2.0
TOTAL C.E.E.	57.6	61.3	60.0	58.3	62.2
Espagne	3.9	4.7	5.8	3.2	2.5
URSS	1.4	0.9	1.1	3.8	3.8
Autres pays hors CEE	4.6	4.7	5.4	4.3	3.0
Afrique	16.9	11.9	11.6	11.8	12.0
UMOA	6.9	5.1	4.6	4.6	5.0
Autres pays d'Afrique	10.0	6.9	7.0	7.2	7.1
Amérique	10.9	11.2	12.3	15.1	12.9
Etats-Unis	10.2	10.5	11.7	14.6	12.6
Autres pays d'Amérique	0.7	0.7	0.5	0.5	0.7
Autres destinations	4.8	5.3	4.0	3.6	3.6
dont Japon	1.6	2.6	2.8	2.0	1.7
TOTAL GÉNÉRAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

(En millions de F.CFA)	1975	1976	1977	1978	1979
1. Café vert	57.965	124.159	188.000	131.140	166.530
2. Cacao en fèves	47.637	71.397	98.799	159.918	115.002
3. Bois en grumes	34.824	63.228	67.586	52.961	67.095
4. Bois travaillés	6.677	10.947	13.544	16.843	18.120
5. Huile de palme et de palmiste brute	9.353	6.334	8.577	9.759	5.585
6. Produits pétroliers	13.017	13.733	18.867	19.408	23.905
7. Fruits en conserves (dont ananas)	6.164	7.486	7.577	9.155	5.738
8. Beurre de cacao	10.196	10.594	15.294	14.269	12.959
9. Cacao en masse	4.138	9.291	14.069	24.513	16.658
10. Coton en masse	3.640	5.565	5.073	8.061	10.275
11. Tissu de coton. Textile	4.912	6.195	9.861	16.456	11.242
12. Bananes fraîches	3.003	3.147	3.267	4.145	3.516
13. Ananas frais	3.113	2.772	2.706	4.086	4.315
14. Caoutchouc	1.731	2.952	3.111	3.575	6.687
15. Extraits de café	2.366	2.422	2.228	6.341	2.254
16. Noix de cola	1.144	900	852	1.078	852
17. Diamants	668	282	111	—	—
18. Divers	49.024	51.097	69.690	42.674	84.114
TOTAL	259.572	392.501	529.212	524.382	534.847

Source: Statistiques du Commerce Extérieur (Direction des Douanes).

ANNEXE 5

SOLDE COMMERCIAL DE LA COTE D'IVOIRE

en milliards de F.CFA	1981	1982	1983	1984	1985	1985/84 %
Exportations	685.3	747.5	796.8	1184	1318.1	11.3
Importations	653.3	718.6	704.2	658.6	773.0	17.4
Solde commercial	32.0	28.9	92.6	525.7	545.1	
Taux de couverture des importations par les Exportations (en %)	10E	104	113	179.8	170.5	- 5.2

Source : Statistiques douanières - Sous-Direction de la Prévision.

ANNEXE 6

IMPORTATIONS CAF DE COTE D'IVOIRE
(en milliards de francs CFA)

PRODUITS	1982	1983	1984	1985	6 mois 1985	6 mois 1986	Variations 85/86 (%)
Pro. aliment. Boissons & Tabac	130,1	135,5	132,6	120,5	67,4	72,3	7,2
dont: Produits laitiers	19,3	19,8	20,7	23,7	12,8	12,7	- 0,8
Fruits et légumes	4,5	5	4,5	4,9	1,9	2,4	26,3
Cons. viande, poissons, coquillage	2,1	1,9	1,6	2,1	1,1	1,0	- 9,1
Poisson et coquil. frais	25,3	23,3	25,8	28,5	14,1	11,4	-19,1
Céréales	45,3	51,1	49,5	33,0	17	22,1	30,0
riz	34,3	36,6	34,2	17,2	10,2	16,0	56,9
blé	10,5	14,1	14,9	13,3	6,6	6,0	- 9,1
sucré et prod. de sucre	1,2	1,6	1,1	1,3	1,0	1,3	30,0
Boissons	9,7	8,1	8,4	4,1	4,1	4,3	4,9
Tabac	5	5,8	5,6	6,8	4,3	4,4	2,3
Autres biens de consommation	150,2	130,5	149,5	186,2	82,9	80,5	- 2,9
dont: Vêtements	2,8	2,9	2,7	2,7	1,2	1,2	0,0
Produits pharmaceutiques	18,4	21,4	19,8	26,5	12,8	14,6	14,1
Papier et papeterie	11,3	10,6	14,7	11,6	6,0	9,6	-40,0
Prod. en matière plast.	15	16,5	18,9	22,9	10,6	11,0	3,8
Produit en caoutchouc	9,3	8,3	9	10,2	5	5,3	6,0
Automobiles	12,3	15,3	11,5	17,7	8,8	8,5	- 3,4
Matières premières et produits semi-finis	176,9	272,8	222,3	300,8	138,4	123,8	-10,5
dont: produits pétroliers,	125,6	93,5	82,7	129,5	48,3	47,7	- 1,2
Produits chimiques organ. et inorg.	13,7	14,2	15,4	18,5	9,6	9,4	- 2,1
Fibres textiles et tissus	18,4	12	10,9	17,3	9,3	10,0	7,5
dont: tissus de coton	8,6	3,2	1,2	5,2	2,8	3,3	17,9
Fer et prod. sidérurg.	35	35	30,2	37,4	18,6	17,7	- 4,8
Autres prod. métal.	5,8	11,3	7,1	6,5	3,2	3,2	0,0
Céramique, verre, pierre	2,1	1,3	1,1	1	0,4	0,7	75,0
Engrais	5	5,6	8	9,5	4,6	2,6	-43,5
Matériaux de construc.	18,4	16,6	12,2	12,6	6,4	6,9	7,8
dont: clinker	12	11,3	7,1	7,1	3,6	4,8	33,3
Papier et carton	16,7	17,7	18,3	24,4	10,8	10,9	0,9
Biens d'équipement	161,4	165,4	149,4	162,8	77,9	71,7	- 8,0
dont: mécanique	55,4	55,4	50,3	54,3	22	33,3	51,4
électrique	27,7	34,6	40,3	25,3	11	14,4	30,9
transport	81,6	80,9	63,2	90,6	41,4	18,5	-55,3
dont: routier	29,5	28,5	29,6	34	12,2	17,7	45,1
Instruments de précision	8,1	8	6,8	9,8	3,3	5,3	60,6
TOTAL BASE DOUANIERE CAF	718,6	704,2	658,6	770,3	366,6	348,3	- 5,0
Bal. de paiements données FOB (1)	607	623,2	587,0	622,3			

(1) - Les importations en provenance du Nigeria sont constituées essentiellement de pétrole brut destiné au raffinage par la SIR et de quelques produits pétroliers raffinés ou partiellement raffinés.

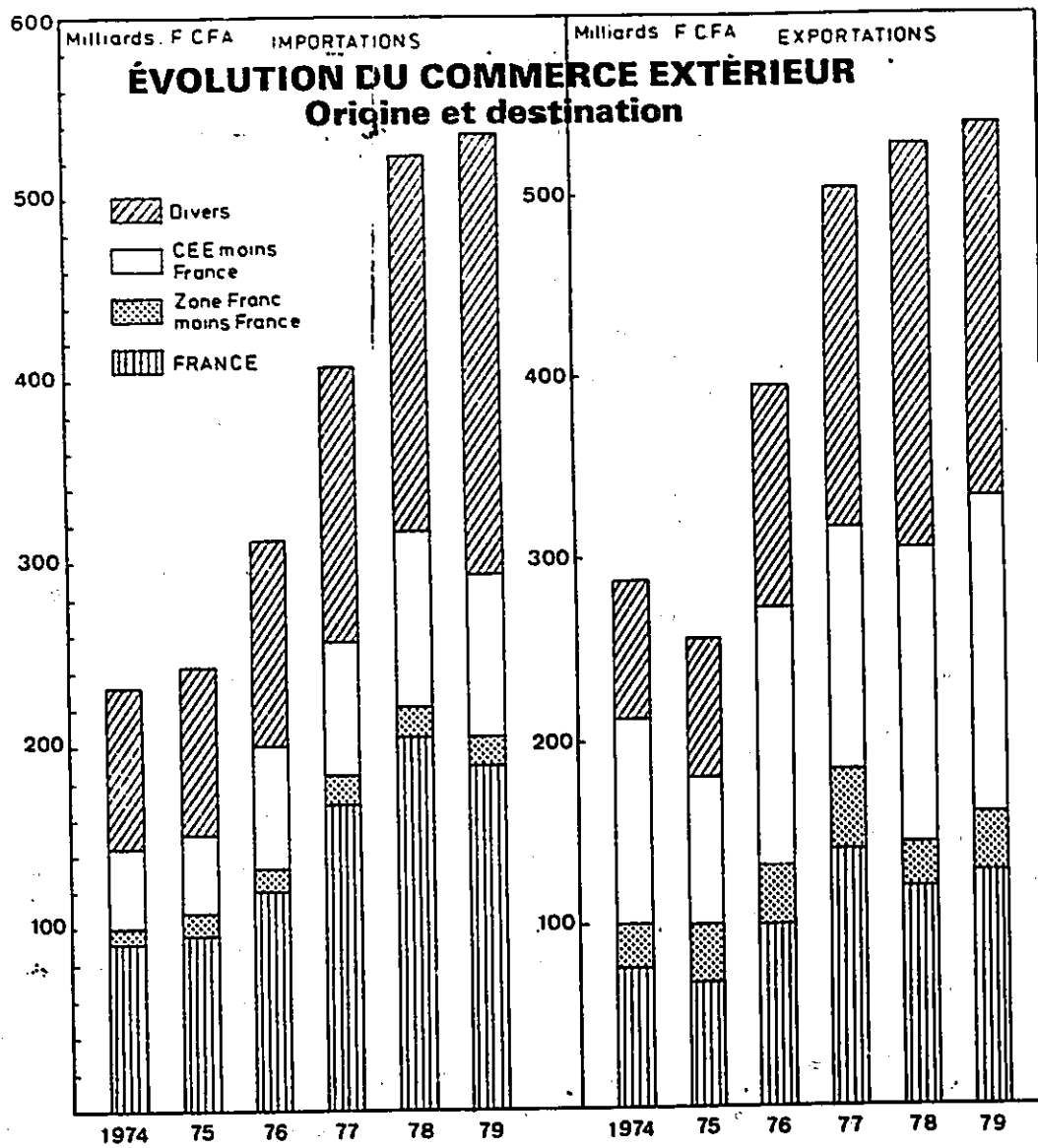
Sources: Direction des Douanes - Sous-Direction de la Prévision.
(1) - estimations - BCEAO.

ANNEXE 7

EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS
(en milliards de F. CFA)

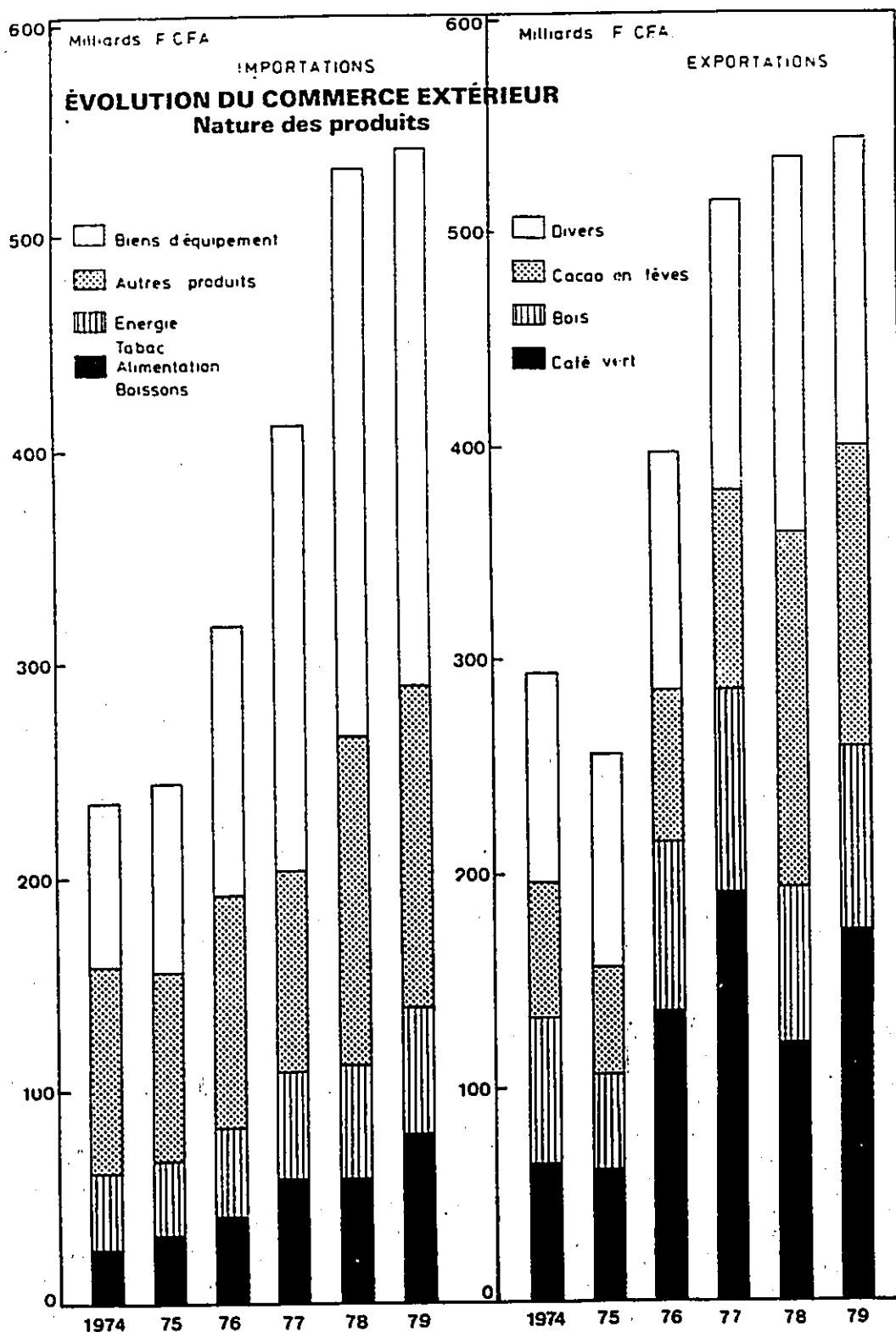
PRODUITS	1983	1984	1985	6 mois 85	6 mois 86	Variation 86/85 (%)
1) Produits Primaires	439,9	713,8	805,5	427,9	430,1	0,5
dont: Café vert	159,5	183,4	278,2	167,0	146,8	- 12,1
Cacao en fèves	162,8	396,9	395,5	191,7	219,4	14,4
Banane	5,6	7,0	14,7	5,4	6,5	20,4
Ananas	9,7	14,1	25,9	9,5	13,9	46,3
Coton en masse	31,9	34,0	33,4	16,4	17,4	7,4
Bois en grumes	70,4	78,4	57,8	38,1	26,1	- 31,5
2) Produits transformés	161,4	208,9	238,6	130,1	107,2	- 17,6
dont: Cacao transformé	43,3	75,0	94,9	52,0	38,0	- 26,9
Café transformé	14,8	15,5	21,0	12,4	9,7	- 21,8
Huile de palme	8,5	16,3	16,3	11,6	5,8	- 50,0
Conserves de thon	19,9	19,8	18,6	9,3	8,7	- 6,5
Conserves d'ananas	3,3	5,6	6,9	3,9	2,1	- 46,2
Sucre	4,3	3,4	3,4	3,4	2,8	- 17,6
Poissons fumés	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	- 0,0
Produits en coton	15,3	15,0	14,4	7,9	7,8	- 1,3
Bois transformé	41,0	43,1	49,1	23,1	26,2	- 13,4
Caoutchouc	10,9	15,1	13,7	6,4	5,9	- 7,8
Total (1 + 2)	601,3	922,7	1 044,1	558	537,3	- 3,7
3) Autres Produits	195,5	261,6	274,0	151,5	100,0	- 34,0
dont: Pétrole brut	14,7	38,1	15,6	11,0	3,5	- 68,2
Produits pétroliers	76,6	98,1	102,6	57,6	31,4	- 45,5
Autres huiles, graisses	0,03	35,4	30,8	8,6	3,4	- 60,5
TOTAL EXPORTATIONS	796,8	1 184,3	1 318,1	709,5	637,3	- 10,2

Sources: Statistiques Douanières - Sous-Direction de la Prévision.



Source: Société africaine d'Édition, La Côte d'Ivoire en chiffres
- Édition 80 - 81, SAD, Paris, 1981

Source: Société africaine d'Édition, La Côte d'Ivoire en chiffres
 - Édition 80 - 81, SAD, Paris, 1981



INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Indicateurs/années	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1987	1988	1989	1990
PIB aux prix constants ou marché (en millions de SEU de 1980)			5863	8562	10514	11493	11724	11495	11417	10961
Valeur ajoutée dans l'agriculture aux coûts des facteurs constants (millions de SEU de 1980)			1999	2247	2830	2851	3095	3249	3415	3569
Valeur ajoutée dans l'industrie aux coûts des facteurs constants (millions de SEU de 1980)			678	951	1691	1612	1633	1524	1451	1340
Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière aux coûts des facteurs constants (millions de SEU de 1980)			376	550	926	1398	1546	1434	1400	1286
Valeur ajoutée dans les services aux coûts des facteurs constants (millions de SEU de 1980)			2043	4226	3961	5405	5318	5088	4921	4486
Population active dans l'agriculture (en %)			76	71	65	60	57	56	55	54
Population active dans l'industrie (en %)			6	7	8	10	11	11	11	12
Population active dans les services (en %)			18	22	27	30	32	33	33	34
Indices de la production agricoles (1970=100)			57	76	97	126	130	131	128	128
EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES AUX PRIX CONSTANTS AU MARCHÉ (millions de SEU de 1980)			2221	2852	3578	3902	3140	2967	3521	4075

ANNEXE 10 (suite)

Exportations de marchandises (millions de \$EU)	469	1188	3135	3198	3110	3205	2799	
Importations de marchandises (millions de \$EU)	368	1127	2967	1749	2370	2112	2059	
Termes de l'échange (1980 = 100)	31	75	100	85	78	75	64	
Indices des prix à la consommation (1980 = 100)	32	46	100	131	142	152	166	

SOURCE : BAD, BAROMETRE SUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE, 1991

ANNEXE 11

L'évolution de la structure de dettes en Côte d'Ivoire

(US\$ Millions)

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TOTAL EXTERNAL DEBT (EDT)	--	--	5,922.3	6,667.4	7,910.1	7,557.0	7,526.5	8,446.3
Long-Term Debt ¹	268.4	1,007.8	4,863.3	5,130.9	6,324.7	6,106.8	6,305.3	7,099.6
Public and Publicly Guaranteed	257.4	942.8	4,334.3	4,372.9	4,941.7	4,792.8	4,955.3	5,699.6
Private Nonguaranteed	11.0	65.0	529.0	758.0	1,383.0	1,314.0	1,350.0	1,400.0
Use of IMF Credit	0.0	13.1	0.0	371.5	479.4	617.2	591.2	621.7
Short-Term Debt	--	--	1,059.0	1,165.0	1,106.0	833.0	630.0	725.0
PUBLIC AND PUBLICLY GUARANTEED LONG-TERM DEBT								
Debt Outstanding, including Undisbursed ¹	427.7	1,529.0	5,784.6	6,006.6	6,083.7	5,880.2	5,562.1	6,544.7
Official Creditors	254.1	704.7	1,948.5	2,272.6	2,252.5	2,505.5	2,654.2	3,349.4
Multilateral	64.7	381.1	910.4	1,184.7	1,360.0	1,568.4	1,504.8	1,774.4
IBRD	41.4	251.8	530.2	832.8	962.5	1,225.7	1,192.0	1,356.2
IDA	0.0	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.4	7.3
Bilateral	189.4	323.7	1,038.0	1,087.9	892.5	937.1	1,149.4	1,575.0
Private Creditors	173.6	824.3	3,836.2	3,733.9	3,831.2	3,374.7	2,907.9	3,195.3
Suppliers	100.3	398.7	713.2	598.5	450.9	364.9	243.3	199.6
Financial Markets	73.3	425.6	3,123.0	3,135.4	3,380.3	3,009.7	2,664.6	2,995.7
Debt Outstanding & Disbursed (DOD) ¹	257.4	942.8	4,334.3	4,372.9	4,941.7	4,792.8	4,955.3	5,699.6
Official Creditors	144.9	384.5	1,209.5	1,156.2	1,446.2	1,645.6	2,106.0	2,618.3
Multilateral	14.2	146.1	587.6	596.1	841.2	995.7	1,157.2	1,217.3
IBRD	4.5	72.5	306.2	340.6	540.4	718.8	902.2	923.0
IDA	0.0	1.3	7.5	7.5	7.5	7.5	7.4	7.3
Bilateral	130.7	238.4	621.9	560.1	605.0	649.9	948.8	1,401.0
Private Creditors	112.5	558.3	3,124.8	3,216.8	3,495.5	3,147.2	2,849.3	3,081.3
Suppliers	59.3	239.7	502.1	414.1	356.2	317.4	224.6	192.8
Financial Markets	53.1	318.6	2,622.8	2,802.7	3,139.3	2,829.8	2,624.8	2,888.5
Commitments	72.2	452.5	1,431.9	1,333.9	1,279.3	720.1	134.7	486.3
Official Creditors	45.9	191.1	180.4	568.3	402.5	485.2	113.3	319.7
Multilateral	21.3	141.1	112.8	348.0	243.0	288.0	27.1	285.3
IBRD	18.5	133.5	42.4	317.0	157.5	282.9	0.0	214.8
IDA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bilateral	24.7	50.1	67.7	220.2	159.5	197.3	86.2	34.4
Private Creditors	26.3	261.4	1,251.4	765.7	876.8	234.9	21.4	166.6
Suppliers	12.9	174.7	107.8	36.5	0.0	13.6	0.0	1.5
Financial Markets	13.4	86.7	1,143.6	729.1	876.8	221.3	21.4	165.0
Disbursements	78.1	345.2	1,429.1	1,037.5	1,374.2	666.3	562.6	306.0
Official Creditors	43.4	95.9	263.9	140.5	432.0	386.1	386.0	179.3
Multilateral	11.9	50.4	174.9	68.1	296.8	224.9	245.6	87.9
IBRD	3.4	24.7	85.7	48.4	220.7	198.0	217.1	69.7
IDA	0.0	1.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bilateral	31.5	45.5	89.0	72.4	135.2	161.2	140.4	91.4
Private Creditors	34.6	249.3	1,165.1	897.0	942.2	280.2	176.6	126.7
Suppliers	21.7	110.0	175.4	56.1	43.7	42.6	28.0	14.2
Financial Markets	13.0	139.2	989.7	841.0	898.5	237.6	148.6	112.6
PRIVATE NONGUARANTEED DEBT								
Debt Outstanding & Disbursed	11.0	65.0	529.0	758.0	1,383.0	1,314.0	1,350.0	1,400.0
Official Creditors	--	--	--	--	--	--	--	--
Private Creditors	--	--	--	--	--	--	--	--
Foreign Parents	--	--	--	--	--	--	--	--
Financial Markets	--	--	--	--	--	--	--	--
Suppliers	--	--	--	--	--	--	--	--

Source: World Bank, World Debt Tables, Washington, D.C., 1987, 1990

ANNEXE 12

COTE D'IVOIRE - ECONOMIC INDICATORS

Mid-1987 Population (mils.)	11.1										
1987 Per Capita GNP in US\$:	740										
	A. Shares of Gross Domestic Product (from current price data)						B. Growth Rates(% per annum) (from constant price data)				
	1965	1973	1980	1986	1987	1988	1965-73	1973-80	1980-86	1987	1988
Gross Domestic Product m.p.	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	8.9	5.7	1.5	-2.7	-6.4
Net Indirect Taxes	16.5	19.7	19.3	21.5	24.8	..	..	..	..	..	..
Agriculture	39.6	31.0	26.9	28.2	29.2	..	4.9	3.3	0.9	-4.1	..
Industry (of which Manufacturing)	15.9	17.7	16.1	18.9	19.9	..	12.5	11.7	-1.9	0.0	..
Services	9.1	10.2	8.8	12.7	10.2	..	10.9	8.3	8.2	-0.5	..
	28.0	31.5	37.7	31.4	26.1	..	11.2	3.6	5.0	-1.7	..
Resource Balance	6.7	2.5	-6.1	12.0	7.5	7.9	..	..	..	..	..
Exports of GNFS	36.8	35.8	34.0	39.1	36.1	32.9	7.9	3.3	0.7	-9.5	-14.9
Imports of GNFS	30.1	33.2	40.1	27.1	28.6	25.0	8.0	11.8	-8.0	-2.0	-18.4
Total Expenditures	93.3	97.5	106.1	88.0	92.5	92.2	9.0	8.5	-1.3	-0.6	-6.8
Total Consumption	71.4	74.3	77.8	77.0	80.3	77.7	9.3	6.7	2.0	-0.7	-9.5
Private Consumption	60.6	58.5	60.0	61.8	64.9	59.1	8.6	5.4	4.4	-0.9	-14.8
General Government	10.8	15.8	17.8	15.2	15.4	18.6	14.6	13.4	-9.7	0.9	12.9
Gross Domestic Investment	21.9	23.2	28.2	11.1	12.2	14.5	7.8	15.5	-16.8	-0.4	11.0
Fixed Investment	21.3	21.8	26.2	11.9	11.2	11.6	7.8	16.3	-15.1	-0.4	-2.8
Changes in Stocks	0.6	1.4	2.0	-0.9	1.0	2.8	..	..	..	..	..
Gross Domestic Saving	28.6	25.7	22.2	23.0	19.7	19.1	4.7	8.9	2.4	-25.7	-9.5
Net Factor Income	-6.1	-8.9	-5.4	-7.6	-8.4	-9.6	..	..	..	..	..
Net Current Transfers	0.0	-4.9	-6.8	-4.5	-3.9	-4.3	..	..	..	..	..
Gross National Saving	22.4	11.9	10.0	10.9	7.4	5.2	-2.0	2.1	2.8	-36.2	-34.2
In billions of LCUs (at constant 1980 prices)	1965	1973	1980	1986	1987	1988					
Gross Domestic Product	808	1,546	2,222	2,516	2,448	2,291	8.9	5.7	1.5	-2.7	-6.4
Capacity to Import	298	494	756	818	665	..	5.9	7.8	2.4	-18.8	-23.4
Terms of Trade Adjustment	-13	-53	0	22	-90	..	..	..	..	..	..
Gross Domestic Income	794	1,493	2,222	2,538	2,358	..	8.2	7.2	2.0	-7.3	-9.5
Gross National Product	747	1,396	2,103	2,334	2,282	..	8.8	5.5	1.0	-2.2	-7.6
Gross National Income	734	1,343	2,103	2,356	2,195	..	8.0	7.2	1.6	-6.9	-11.0
C. Price Indices	1980	1984	(1980 = 100)		1987	1988	Inflation Rates (% p.a.)				
			1985	1986			1965-73	1973-80	1980-86	1987	1988
Consumer Prices (IFS 64)	100.0	129.0	131.4	140.1	147.6	..	4.2	16.2	5.5	5.4	..
Wholesale Prices (IFS 63)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Implicit GDP Deflator	100.0	129.1	129.2	128.9	125.1	127.0	2.7	16.0	5.5	-3.0	1.5
Implicit Expenditures Defl.	100.0	126.5	125.2	124.8	128.5	..	3.3	14.5	4.2	3.0	..
D. Other Indicators: Growth Rates(% p.a.):	1965-73	1973-80	1980-86								
Population	4.1	4.3	4.2								
Labor Force	..	..	..					
Gross Natl. Income p.c.	3.7	2.8	-2.5								
Private Consumption p.c.	4.3	1.1	0.1								
Import Elasticity: Imports (G+NFS) / GDP(mp)	0.9	2.1	-5.4								
Marginal Savings Rates: Gross National Saving	-0.3	6.4	37.3								
Gross Domestic Saving	22.4	15.6	35.1								
ICOR (period averages):	..	4.2	9.4								
Share of Total Labor Force In:	1965	1973	1980								
Agriculture	80.6	73.1	65.2								
Industry	4.7	6.4	8.3								
Services	14.7	20.5	26.5								
Total	100.0	100.0	100.0								

ANNEXE 12 (suite)

Côte d'Ivoire

E. Merchandise Exports	Volume Index (1980=100)						Value at Current Prices (millions US\$)						
	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1980	1984	1985	1986	1987	1988	
Cocoa beans	100.0	157.2	147.7	176.2	165.5	114.1	793	907	887	1,103	1,041	624	
Coffee beans	100.0	90.8	116.6	110.5	80.1	87.0	644	420	618	663	393	319	
Fuel	100.0	182.1	145.3	104.6	92.5	55.9	212	312	263	164	337	173	
Timber	100.0	77.2	55.6	41.5	33.1	32.7	585	278	235	229	229	278	
Manufactures	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Residual	..	..	..	..	..	..	778	708	732	1,017	1,094	1,037
Total Exports FOB	100.0	125.9	122.2	132.3	119.7	101.4	3,012	2,625	2,735	3,176	3,095	2,429	
F. Merchandise Imports													
Food	100.0	82.5	75.5	91.5	86.1	64.7	380	300	241	306	417	333	
Fuel and energy	100.0	59.9	78.3	48.2	42.3	41.8	487	263	333	216	273	252	
Oth. consumer goods	100.0	72.2	77.6	91.7	86.1	51.3	551	339	360	447	424	323	
Other intermed goods	100.0	60.5	63.0	67.5	62.1	51.0	497	249	262	296	358	323	
Capital goods	100.0	58.3	54.5	56.8	49.8	40.6	699	337	319	349	351	291	
Total Imports CIF	100.0	66.5	69.8	70.7	64.7	50.2	2,613	1,488	1,515	1,615	1,822	1,474	
G. Terms of Trade (1980=100)													
Merch. Exports Price Index	100.0	143.1	158.0	169.5	165.4	153.0							
Merch. Imports Price Index	100.0	174.4	195.3	205.4	233.7	243.2							
Merch. Terms of Trade	100.0	82.1	80.9	82.5	70.8	62.9							
H. Balance of Payments													
		US\$ millions (at current prices)											
	1980	1984	1985	1986	1987	1988							
Exports of Goods & NFS	3,577	2,995	3,160	3,638	3,751	3,052							
Merchandise (FOB)	3,013	2,625	2,761	3,162	3,095	2,429							
Non-Factor Services	564	370	399	475	656	623							
Imports of Goods & NFS	4,135	2,311	2,173	2,734	2,975	2,561							
Merchandise (FOB)	2,614	1,487	1,410	1,621	1,822	1,474							
Non-Factor Services	1,521	824	763	1,113	1,152	1,107							
Resource Balance	-558	684	987	903	777	471							
Net Factor Income	-563	-475	-666	-680	-869	-1,018							
(Interest per DRS)	385	587	666	787	598	806							
Net Current Transfers	-716	-291	-279	-426	-408	-424							
(workers remittances)	0	0	0	0	0	0							
Current Account Balance	-1,836	-82	42	-203	-489	-970							
Long-Term Capital Inflow	1,080	306	222	333	252	180							
Direct Investment	95	3	29	107	0	0							
Official Capital Grants	10	28	26	68	..	..					
Net LT Loans (DRS data)	1,133	971	713	474	314	39							
Other LT Inflow (Net)	-157	-696	-545	-316	-61	-2							
Total Other Items (net)	644	-250	-238	-41	428	548							
Net Short Term Capital */	722	-120	-359	424	428	548							
Capital Flows N.E.I.	0	0	0	0	0	0							
Errors and Omissions	-78	-130	121	-465	0	0							
Changes in Net Reserves	112	26	-27	-90	-181	242							
Net Credit from the IMF	0	14	-38	-66	-133	54							
Other Reserves Changes	112	12	11	-24	-48	188							
As Share of GDP:													
Resource Balance	-5.3	10.4	14.1	9.6	7.5	4.7							
Interest Payments	3.7	8.9	9.5	8.2	5.8	8.1							
Current Account Balance	-17.5	-1.2	0.6	-2.2	-4.8	-9.7							
Memorandum Items:													
Reserves excl. Gold (mil. US\$)	20	5	5	20	..	..					
Reserves incl. Gold (mil. US\$)	48	19	19	37	..	..					
Official X-Rate (LCUs/US\$)	211.30	436.96	449.26	346.30	300.20	297.20							
Index Real Eff. X-R Base 1980	100.00	71.97	72.23	84.43	82.38	..							
GDP (millions of current US\$)	10,514	6,567	6,984	9,368	10,366	9,966							

Notes:

*/ Includes arrears (1987,1988)

ANNEXE 12 (suite)

Côte d'Ivoire

I. Budget	Shares of GDP (%)						Growth Rates			
	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Current Receipts	28.5	34.0	36.6	31.5	26.4	26.5	15.6	-12.0	-16.7	-6.3
Current Expenditures	22.6	28.1	27.4	27.7	27.1	33.8	4.9	3.3	-2.4	16.5
Current Budget Balance	5.9	5.9	9.2	3.8	-0.7	-7.3	..	..	..	..
Capital Receipts	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Capital Expenditures	18.1	7.6	7.2	6.3	4.0	5.1	1.3	-9.8	-38.4	21.7
Overall Deficit	-12.2	-1.7	2.0	-2.5	-4.7	-12.4	..	..	..	..
Official Capital Grants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
External Borrowing (net)	7.9	6.5	2.9	2.0	..	..	..	..	..	..
Domestic Non-Bank Financing	5.2	-2.5	0.4	-0.2	..	..	..	..	..	..
Domestic Bank Financing	-0.9	-0.2	-1.5	-	..	..	..	..	..	..

J. External Capital Flows, Debt and Debt Burden Ratios	Net Disbursements (US\$ millions)						Debt Outstanding & Disbursed (US\$ millions)					
	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1980	1984	1985	1986	1987	1988
Public & Publicly Guar. LT	909	349	133	81	314	507	4,328	4,969	5,921	6,778	8,450	8,832
Official Creditors	208	305	90	118	454	174	1,209	1,955	2,592	3,255	4,730	4,895
Multilateral	157	192	17	64	299	-56	588	1,021	1,254	1,594	2,286	2,220
of which IBRD	78	186	..	61	290	-62	306	768	965	1,253	1,879	1,817
of which IDA	0	0	0	0	0	0	8	7	7	7	7	7
Bilateral	50	113	74	54	155	231	622	934	1,339	1,661	2,444	2,675
Private Creditors	701	44	42	-37	-140	333	3,119	3,014	3,329	3,522	3,720	3,937
Suppliers	70	-19	-18	-32	-47	-30	496	304	257	226	174	133
Financial Markets	631	62	60	-4	-93	362	2,623	2,710	3,072	3,296	3,547	3,804
Private Non-guaranteed	224	622	580	386	309	536	414	1,989	2,569	2,955	3,264	3,800
Total LT	1,133	971	713	467	623	1,043	4,742	6,958	8,490	9,733	11,714	12,632
IMF Credit	0	14	-38	-67	-133	0	0	591	622	623	576	576
Net Short-Term Capital	722	-120	-359	424	0	0	1,059	630	725	787	1,265	1,265
Total incl. IMF & Net ST	1,854	865	316	825	490	1,043	5,801	8,179	9,837	11,142	13,555	14,473

Bank and IDA Ratios	1980	1984	1985	1986	1987	1988
Share of Total Long-Term DOD						
1. IBRD as % of Total	6.45	11.04	11.36	12.87	16.04	14.39
2. IDA as % of Total	0.16	0.11	0.09	0.07	0.07	0.06
3. IBRD + IDA as % of Total	6.61	11.15	11.45	12.94	16.10	14.45
Share of LT Debt Service						
1. IBRD as % of Total	3.11	9.40	10.21	10.20	13.41	19.64
2. IDA as % of Total	0.01	0.02	0.02	0.01	0.01	0.01
3. IBRD + IDA as % of Total	3.12	9.42	10.23	10.22	13.43	19.65
DOD-to-Exports Ratios						
1. Long-Term Debt/Exports	132.57	232.32	268.67	267.54	312.27	413.95
2. IMF Credit/Exports	0.00	19.73	19.68	17.12	15.36	18.88
3. Short-Term Debt/Exports	29.61	21.04	22.94	21.63	33.72	41.45
4. LT+IMF+ST DOD/Exports	162.18	273.09	311.30	306.27	361.35	474.28
DOD-to-GDP Ratios						
1. Long-Term Debt/GDP	45.10	105.95	121.56	103.90	112.79	126.75
2. IMF Credit/GDP	0.00	9.00	8.91	6.65	5.55	5.78
3. Short-Term Debt/GDP	10.07	9.59	10.38	8.40	12.18	12.69
4. LT+IMF+ST DOD/GDP	55.17	124.55	140.85	118.94	130.52	145.22
Debt Service /Exports						
1. Public & Guaranteed LT	24.43	21.20	20.38	21.77	18.95	29.00
2. Private Non-guaranteed LT	1.92	13.89	18.72	20.58	20.43	15.89
3. Total Long-Term Debt Service	26.35	35.09	39.10	42.35	39.38	44.89
4. IMF Repurchases + Serv. Chgs.						
5. Interest only on ST Debt						
6. Total (LT+IMF+ST Int.)						

Source: World Bank, Trends in Developing Economies, Washington, D.C., September 1989